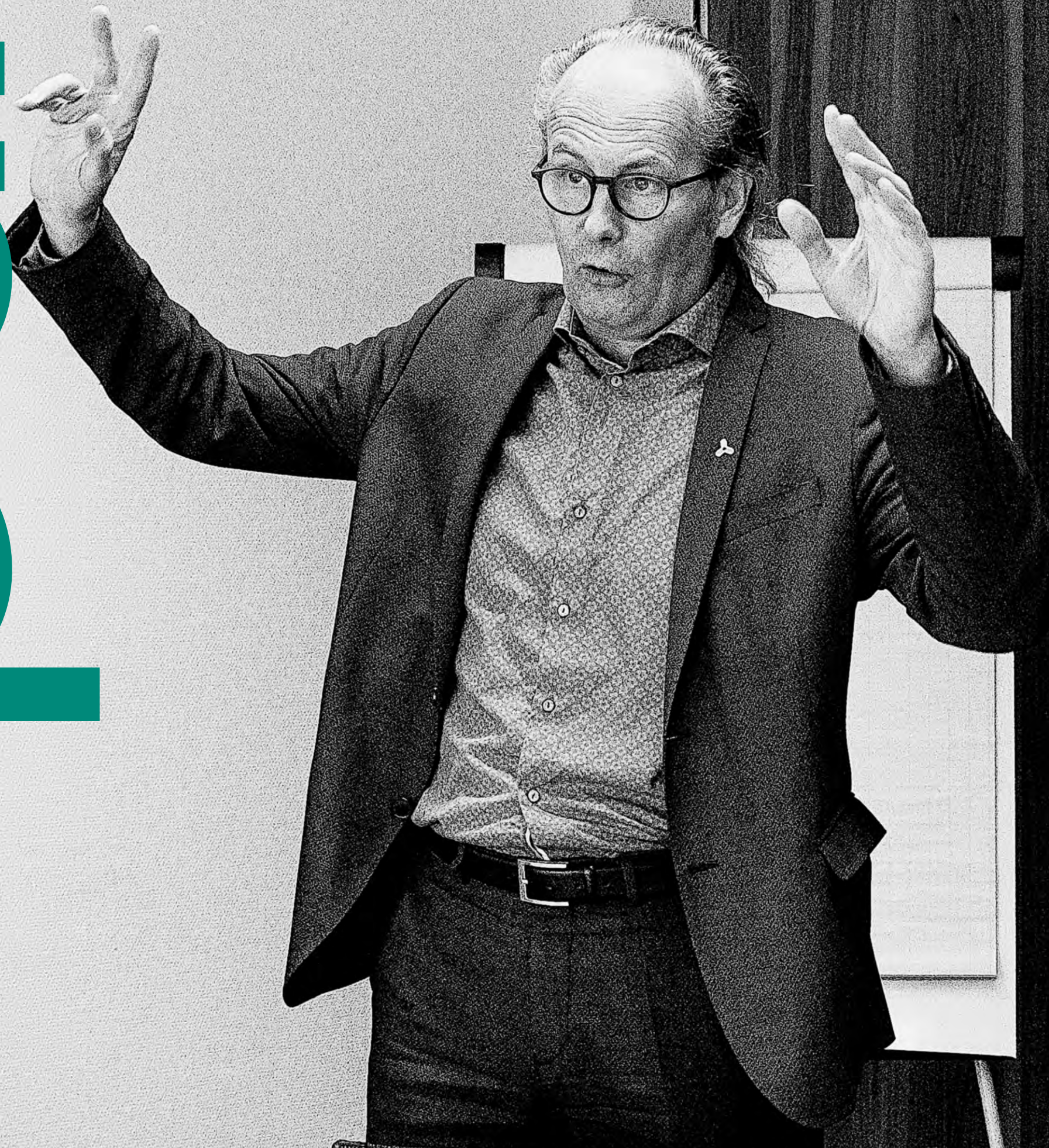


d'Lëtzeburger **Land**

Land



Unabhängige Wochenzeitung für Politik,
Wirtschaft und Kultur

#09 66. Jahrgang 1. März 2019



5 453000 174663



4,00€

Zizanie en Albanie

Les élections sociales réservent des surprises: la Chambre de commerce est gênée par un bug électoral, l'Aleba risque de perdre sa représentativité sectorielle

Das Sakrament der Herrschaft

Das dynastische System der CSV ist kaputt. Aber sie kann sich nichts Anderes vorstellen, als mittels eines dynastisch bestimmten Landesvaters zu herrschen

„Wir werden damit zum Vorbild“

Gespräch mit Energieminister Claude Turmes (Grüne) über den Klima- und Energieplan der Regierung

Foto: Sven Becker

Zizanie en Alebanie



Roberto Scolati en octobre 2014. Il venait alors d'être élu président de l'Aleba

Bernard Thomas

Roberto Scolati aura été un président faible et fragilisé. Dès les débuts, il était évident que la relève précipitée de Marc Glesener, l'éternel chef de l'Association luxembourgeoise des employés de banque et assurance (Aleba), n'allait pas aller de soi. En octobre 2014, lors du passage du règne, Scolati et son nouveau bureau exécutif encaissaient un tiers de votes négatifs. Une année auparavant, aux élections pour la Chambre des salariés, Scolati avait fini dernier de la liste, avec un très faible nombre de suffrages nominatifs. Dans la pratique, ce seront le secrétaire général Laurent Mertz (KBL) et le vice-président Gilles Steichen (State Street) qui se partageront les dossiers stratégiques. Le premier s'occupa de la communication, le second des négociations autour de la nouvelle convention collective. Avec Scolati, ces deux ex-cadres, libérés à plein temps en tant que délégués du personnel, formaient une sorte de triumvirat.

À l'inverse de ses prédécesseurs Eugène Storck et Marc Glesener, qui avaient réussi à s'imposer en interne grâce aux puissantes délégations du personnel de la Bil respectivement de la KBL qu'ils présidaient, Roberto Scolati ne pouvait s'appuyer sur aucun fief syndical. Au sein de sa propre entreprise, la Banque de Luxembourg, il n'avait ainsi pas réussi à se faire réélire en tant que président de la délégation en 2013. Scolati semblait donc étrangement isolé et exposé. Quand, l'été dernier, des rumeurs sur des irrégularités financières dans l'Amicale des employés commençaient à être semées dans la Banque de Luxembourg, la légitimité de Scolati était ébranlée. Fin janvier, alors que les préparatifs pour les élections sociales tournaient à plein, l'Aleba décide d'expédier un communiqué laconique à la presse annonçant le retrait de Scolati du poste de président pour « raisons de santé ».

Ce ne sera qu'un mois plus tard, dans une prise de position vis-à-vis de RTL-Télé, que la Banque de Luxembourg finira par démentir « certaines rumeurs » qui couraient sur la place bancaire : « Monsieur Scolati n'a pas fait l'objet d'une enquête ou d'une procédure disciplinaire internes ». À propos de l'Amicale des employés, la Banque de Luxembourg concède « certains écarts procéduriers [...] au niveau du suivi administratif de tâches confiées notamment à Monsieur Scolati ». Celui-ci aurait d'ailleurs reconnu « un manque de rigueur ». Expression de la méfiance qui règne au sein de la délégation du personnel à la Banque de

Luxembourg, une partie des délégués Aleba a fait scission et vient de déposer une liste « indépendante ». Scolati, lui, ne se représentera plus, bien qu'il soit – pour l'instant du moins – employé de la banque. (Contacté par le *Land*, Roberto Scolati n'a pas souhaité commenter.)

Au même moment que l'annonce de la démission du président, perçait la nouvelle que deux permanents, dont le responsable du service juridique, avaient été licenciés peu avant les fêtes de Noël. Les serrures du local, au coin du boulevard Royal et de l'avenue Monterey, avaient été changées le 24 décembre. (En signe de protestation, une collaboratrice de longue date, qui a atteint l'âge de la retraite, démissionne à son tour.) Selon nos informations, la démission de Scolati et la mise à pied des deux permanents seraient indirectement liées. Le bureau exécutif de l'Aleba accusant les deux permanents d'avoir profité de la déstabilisation du président pour négocier avec lui un avenant à leur contrat de travail.

Les permanents licenciés ont retenu les services de Jean-Jacques Schonckert, un avocat médiatique qui aura rapidement monté l'affaire en spectacle. L'Aleba, elle, a fait le choix de se faire représenter par Louis Berns, un associé d'Arendt & Medernach qui défend d'ordinaire les intérêts du grand capital. Les syndicalistes connaissent bien ce spécialiste du droit du travail pour être régulièrement confrontés à lui lors des négociations de plans sociaux dans les banques. Laurent Mertz revendique le droit pour l'Aleba de librement choisir son avocat « comme le fait toute entreprise au Luxembourg ». L'ensemble du comité exécutif suit désormais la stratégie de communication définie par Louis Berns : Refus de communiquer sur les licenciements. Bien que ceux-ci concernent un tiers des permanents du syndicat.

Avec des cotisations mensuelles de 11,95 euros par mois, l'Aleba se targue d'être « le syndicat le moins cher du Grand-Duché de Luxembourg ». Or l'Aleba fait face au tarissement d'une source de financement qui avait beaucoup compté pour elle : les sièges dans les CA des grandes banques. La loi sur la cogestion, introduite en 1974 contre l'opposition farouche des organisations patronales, stipule que chaque entreprise occupant plus de mille salariés doit réserver un tiers des sièges de

son CA aux représentants du personnel. En 2009, le juriste Wolfgang Heinze en déduisait « einen Einflussgewinn jedes einzelnen Arbeitnehmervertreters und in jedem Fall einen Prestige- und Informationsvorsprung ». Mais un mandat d'administrateur dans le CA d'une grande banque, cela rapporte également : au minimum 25 000 euros de rémunération par an et par mandat.

L'Aleba refuse de fournir des indications sur la part de tantièmes reversée au syndicat. « C'est une information stratégique sur laquelle je ne peux pas communiquer », dit son secrétaire général, Laurent Mertz. Au LCGB, la part reversée à la fédération syndicale serait de cinquante pour cent, explique le président du syndicat chrétien Patrick Dury. « Chez nous, personne ne devient riche dans un CA », assure le président de l'OGBL, André Roeltgen. Les rémunérations des CA dépassant un certain montant seraient à transférer au syndicat.

Il y a dix ans, l'Aleba totalisait une quinzaine de postes d'administrateur ; entretemps, ce nombre a été divisé par deux. De plan social en plan social, la KBL (où l'Aleba occupait à un moment sept sièges) ne totalise plus que 710 employés. En août 2017, ce passage en-dessous de la barre des mille salariés a conduit à l'expulsion des cinq derniers représentants du personnel siégeant dans le CA. Quant à la Société générale Bank & Trust (1 280 salariés), elle a réussi à trouver une combine qui lui permet de ne pas payer de tantièmes aux représentants du personnel.

La succession de Roberto Scolati devrait se décider aux élections pour la Chambre des salariés. Les scores et les placements des candidats pouvant livrer une légitimité au prochain président. Aux dernières élections, l'Aleba avait frôlé de près la catastrophe. Dans le Groupe 4 « secteur des services financiers et de l'intermédiation financière » (taux de participation : 34 pour cent), le syndicat n'avait réuni que 50,39 pour cent des voix, suivi par l'OGBL (32,3) et le LCGB (17,3).

Or, cette désormais très courte majorité constitue la condition de sa représentativité, qui, elle, lui donne le droit de signer seule des conventions collectives. Si l'Aleba perdait donc 0,4 point de pourcentage, sa représentativité sectorielle pourrait être remise en question. La loi ne prévoit pas d'automatisme pour ce cas de figure. Ce serait donc d'abord une ques-

Au sein de sa propre entreprise, la Banque de Luxembourg, Roberto Scolati n'avait pas réussi à se faire réélire à la tête de la délégation en 2013. Démuni d'un fief syndical, le président de l'Aleba restait donc étrangement isolé et exposé

tion politique. Or, en absence d'une presse amie et de relais politiques, l'Aleba ne peut pas s'attendre à un traitement de faveur de la part du ministre du Travail, Dan Kersch (LSAP). Le syndicat revendique pourtant quelque 10 000 membres. Ce serait, assure Laurent Mertz, le « vrai chiffre » qui n'inclurait pas les pensionnés (contrairement au nombre de 14 000 avancé habituellement par Glesener).

Le syndicat reste dominant dans la plupart des banques. Mais l'érosion est perceptible, surtout dans les grandes banques de détail. À commencer par la BGL où, depuis qu'un président de délégation froissé avait rejoint le LCGB, l'Aleba n'a plus réussi à remettre pied, sa liste stagnant autour de seize pour cent. À la Bil, l'Aleba ne totalise que 41 pour cent des votes. À la KBL, son score était passé de 87,5 à 64 pour cent aux dernières élections. C'est dans les petites et moyennes banques que l'Aleba défend son hégémonie. Aux managers anglosaxons, l'étiquette Aleba fait moins peur que celle du LCGB ou de l'OGBL, perçus comme cinquième colonne d'un pouvoir plus vaste et incontrôlable.

L'OGBL mène une campagne très agressive, et dit viser la majorité dans le secteur. Quant au LCGB, il joue les troisièmes rôles ; Vincent Jacquet, le secrétaire syndical longtemps en charge du secteur financier, vient de quitter le syndicat pour rejoindre SD Worx, un prestataire de services en matière de ressources humaines.

Or, l'OGBL n'aura pas réussi à significativement augmenter le nombre de listes, qui pouvaient être déposées jusqu'à lundi. Véronique Eischen en donne la faute aux « pressions » exercées par les directions. Des « menaces » auraient ainsi été faites à l'encontre de candidats qui voulaient se présenter sous l'étiquette OGBL. En juin 2017 sur la *Radio 100,7*, le directeur de l'ABBL, Serge de Cillia, qualifiait l'OGBL de « stramm, zentralistesch an dogmatisch ». Le syndicat emploierait des « méthodes des années 1980, directement issues de la guerre froide ». (Assis à ses côtés dans le studio, Roberto Scolati avait acquiescé : « Je ne peux que le confirmer ».) Pour le patronat bancaire, le « syndicat n° 1 » reste donc un épouvantail.



Les cartons de l'ex-président Marc Glesener, avant son départ en octobre 2014

Aux prochaines élections sociales, l'Aleba risque de perdre sa représentativité sectorielle

Chambre de commerce – Rétro-ingénierie d’un bug électoral



Lumière et transparence : les locaux de la Chambre de commerce

Les jeux sont faits

Bernard Thomas

À la sortie du bureau de vote, Nicolas Henckes, le directeur de la Confédération luxembourgeoise du commerce (CLC), avait des sueurs froides. Il ne disposait d'aucune certitude que la liste qu'il venait de déposer pour les élections à la Chambre de commerce remplissait effectivement les critères. Le directeur de l'Union luxembourgeoise de l'économie sociale et solidaire (Uless), Jean-Christophe Burkel, ayant déposé sa liste concurrente quelques semaines plus tôt, les enjeux étaient, pour une fois, réels. « Ni la CLC ni l'Uless n'auront droit au moindre vice de forme, écrivait le *Land* il y a deux semaines. Car si une liste était considérée incomplète, elle serait intégralement rejetée, ce qui assurerait au concurrent un tiers des sièges à la Chambre de commerce ». Cette règle draconienne doit empêcher la prolifération de micro-listes particularistes et prévenir une balkanisation de la chambre patronale. Or, combinée à une procédure pédantesque et embrouillée, son effet est de rendre la tenue d'élections quasi impossible.

Ce qui devait arriver arriva. Ce mardi, les fonctionnaires du ministère de l'Économie chargés des élections ont radié trois candidats (sur un total de 24) figurant sur la liste « dissidente » menée par Burkel. Ceux-ci seraient en fait des ressortissants d'une autre chambre patronale, à savoir celle des métiers. Christophe Kremer, le chargé de direction de Coopérations-Sociétés coopératives, est un des trois candidats recalés. Située à Wiltz, l'asbl gère des ateliers protégés produisant des biscuits et exploitant une brasserie. Elle collabore avec la Chambre de commerce pour l'encadrement de ses apprentis du restaurant, mais est ressortissante de la Chambre des métiers. Il s'avère que Kremer avait confondu la chambre patronale à laquelle son asbl était affiliée.

L'affaire des recalés aura révélé l'existence d'un angle mort des chambres patronales : les doubles affiliations. Ce cas de figure se pose lorsqu'une entreprise artisanale a des activités commerciales sans rapport direct avec son corps de métier. (Par exemple des supermarchés qui font du traiteur ou de la pâtisserie.) Une fois par an, vers avril-mai, la Chambre de commerce et la Chambre des métiers tiennent

un conciliabule pour se répartir les nouveaux adhérents. Une opération de « clearing » rendue nécessaire par le mode d'affiliation de la Chambre de commerce qui fait régulièrement le balayage du Registre de commerce et des sociétés, enrôlant tous les nouveaux immatriculés.

La liste Uless étant incomplète, l'ensemble des candidats proposés par la CLC ont d'office été nommés « membres élus ». Tout comme ceux des autres organisations patronales – ABBL, Fedil, ACA et Horesca – qui avaient chacune déposé une liste dans leur groupe sans avoir à y craindre la concurrence. Du côté de la CLC, on retrouve les « usual suspects » du patronat autochtone comme Fernand Ernster, Laurent Schonckert (Cactus), Jos Sales (Sales-Lentz) ou Marianne Welter (Arthur Welter). Comme pour prouver que l'Uless n'avait pas le monopole du social et du solidaire, la CLC a également présenté Karin Federspiel, vice-présidente de la Copas et directrice médicale de Zitha Senior (dans le conseil d'administration duquel on retrouve Michel Wurth). La CLC a donc préféré choisir sa propre candidate, voulant éviter que l'ancien « insider » Burkel – qui avait été la main droite de Wurth à l'UEL – ne finisse par jouer au trouble-fête à la Chambre de commerce.

Les modalités byzantines du scrutin – elles se basent sur un règlement de 1924 – rappellent le système censitaire, destiné à protéger l'entre-soi de la notabilité patronale. Elles semblent avoir été moins pensées pour faciliter les élections que pour les empêcher. Dans les faits, elles favorisent une cartellisation. En 2014, seules 4 932 entreprises (sur un total de quelque 85 000) avaient pris la peine de s'inscrire sur les listes électorales. Une des difficultés techniques réside dans le fait que les ressortissants des chambres patronales sont des personnes morales, tandis que les électeurs sont des personnes physiques. Ce sont les communes qui doivent confectionner – avec l'aide de la Chambre de commerce – les listes électorales des PDG exerçant le droit de vote au nom de leur entreprise. Ces listes sont ensuite déposées « à l'inspection du public » dans les 102 mairies du Grand-Duché. (Elles ont été « arrêtées et clôturées définitivement » le 7 février.)

Jean-Christophe Burkel avait fait le tour d'une bonne vingtaine de communes pour s'y assurer que ses 24 candidats étaient inscrits sur ces listes des électeurs. Mais il semble avoir oublié de vérifier qu'ils étaient bien membres de la Chambre de commerce. C'est ici que se situe le bug du système. Ni les communes, ni le bureau de vote, ni, surtout, la Chambre de commerce n'ont contrôlé que les électeurs qui s'étaient inscrits de leur propre initiative (en fournissant les statuts de leur entreprise) étaient bien des ressortissants de la Chambre de commerce. Aucun avertissement sur une non-éligibilité n'avait donc été adressé en amont à Burkel, qui, dès le 13 février, avait déposé sa liste qu'il supposait complète et conforme. Ce n'était qu'une fois trop tard, au lendemain de la date limite pour les dépôts, que le bureau de vote a informé le président de l'Uless, Robert Urbé, que la liste entière était rejetée pour vice de forme.

Burkel crie au scandale et ne décolère pas. Il évoque « un énorme problème démocratique » et une « décision honteuse et illégale ». Et de promettre : « S'il n'y a pas d'élections, il y aura un procès ». Par rap-

port à une assez inaudible campagne qui se serait cantonnée au Groupe 1, la croisade judiciaire qui s'annonce pourrait développer une dynamique autrement plus puissante. Et déboucher sur une remise en cause de la légitimité même de la nouvelle plénière de la Chambre de commerce. Pour une institution associée au processus législatif, ceci ne serait pas une mince affaire. La procédure lancée par Burkel pourrait également retarder la tenue de l'assemblée constituante. Et donc la présidence du candidat Luc Frieden à laquelle les patrons luxembourgeois semblent s'être résignés. Même le « gilet jaune du patronat », Robert Dennewald, semble avoir calmé ses ardeurs anti-Frieden. Dans la matinale de la *Radio 100,7*, il a souhaité « ganz vill Chance an d'är Funktioun » à celui qui avait été un « ministre formidable ».

Faute d'alternatives crédibles d'abord. Les candidats potentiels – « présentables », luxembourgo-phones et bien connectés dans les milieux politiques – ne sont pas légion. Dans le groupe commerce, on retrouve Laurent Schonckert, mais on voit mal l'employé des Leesch expliquer aux détenteurs de la « Carte

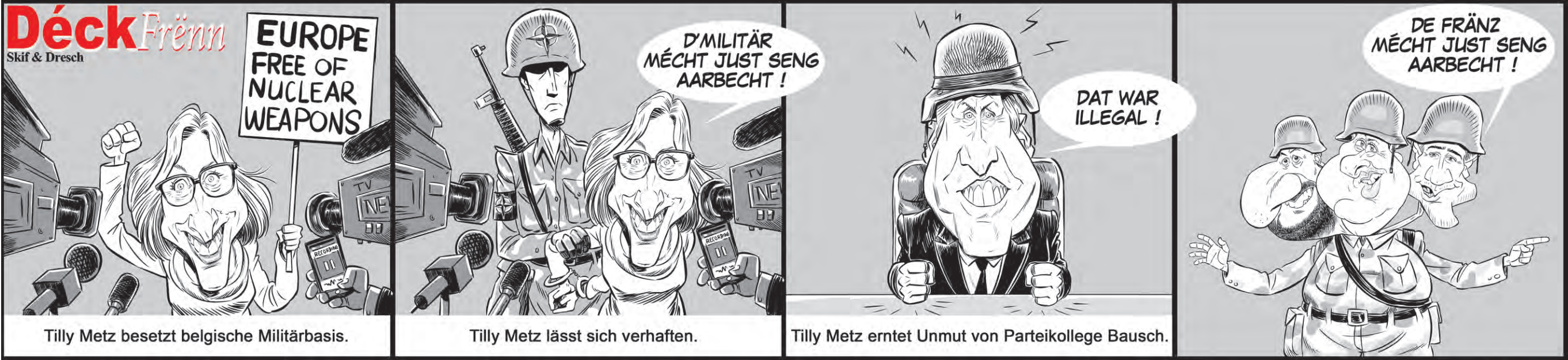
Cactus » que leurs traitements de fonctionnaires seraient trop élevés. Dans le groupe industrie, on retrouve Roland Bastian « head of country » d'Arce-lor-Mittal, mais cet ingénieur de formation est resté un parfait inconnu pour le grand public.

Comparé aux lourdeurs formalistes caractérisant les (non)-élections à la Chambre de commerce, le mode de scrutin à la Chambre des métiers paraît limpide. En 2006, elle avait revu de fond en comble son système électoral. Les « gérants qualifiés » des entreprises (c'est-à-dire les porteurs de l'autorisation d'établissement) sont inscrits automatiquement sur les listes électorales. Les candidats se présentent individuellement dans leur groupe de métier sans devoir concocter de liste complète. En avril 2017, on a voté pour la première fois dans chacun des six groupes électoraux : 64 candidatures avaient été déposées pour 24 mandats effectifs. Avec 4 296 bulletins envoyés, le taux de participation était de 33,3 pour cent. Le directeur de la Chambre des métiers, Tom Wirion, évoque un processus de régénération : « Cela fait du bien à une institution. »



Patrick Gahleiters

Les modalités électorales à la Chambre de commerce rappellent le principe du système censitaire : préserver l’entre-soi des notables patronaux



Édito

La mariée mise à nu par ses prétendants même

josée hansen

On a comme une impression de déjà-vu lorsque Robert Garcia prend la parole pour militer pour la sauvegarde de la Halle des soufflantes en particulier et du patrimoine industriel du Sud du pays en général. Parce que Garcia, l'élú local écolo de Dudelange, ancien député et directeur des Rotondes à la retraite était surtout coordinateur général de Luxembourg et Grande Région – Capitale européenne de la culture 2007. Et occupa à ce titre la Halle des soufflantes à Esch-Belval avec de grandes expositions-événements, comme notamment *All we need*. Donc, quand il appelle désormais de ses vœux une sauvegarde et une rénovation pérenne de cette même Halle, de préférence dès cet automne pour y abriter le quartier général de l'année culturelle de... 2022, on se sent forcément comme dans *Groundhog Day* (Harold Ramis, 1993), ce film dans lequel Bill Murray se réveille tous les matins au même jour, incapable d'avancer dans le temps. Sommes-nous à nouveau en 2007 ? Pourquoi lui ? Pourquoi toujours le même sujet ?

C'est que, effectivement, on n'avance pas du tout dans ce domaine depuis le début du millénaire. Même douze ans après l'année culturelle, qui en avait montré la beauté majestueuse, la Halle des soufflantes est loin d'être en sécurité. Malgré des publications scientifiques, des pétitions et des engagements d'historiens, d'architectes et d'anciens ouvriers du site soulignant son importance pour comprendre le fonctionnement de

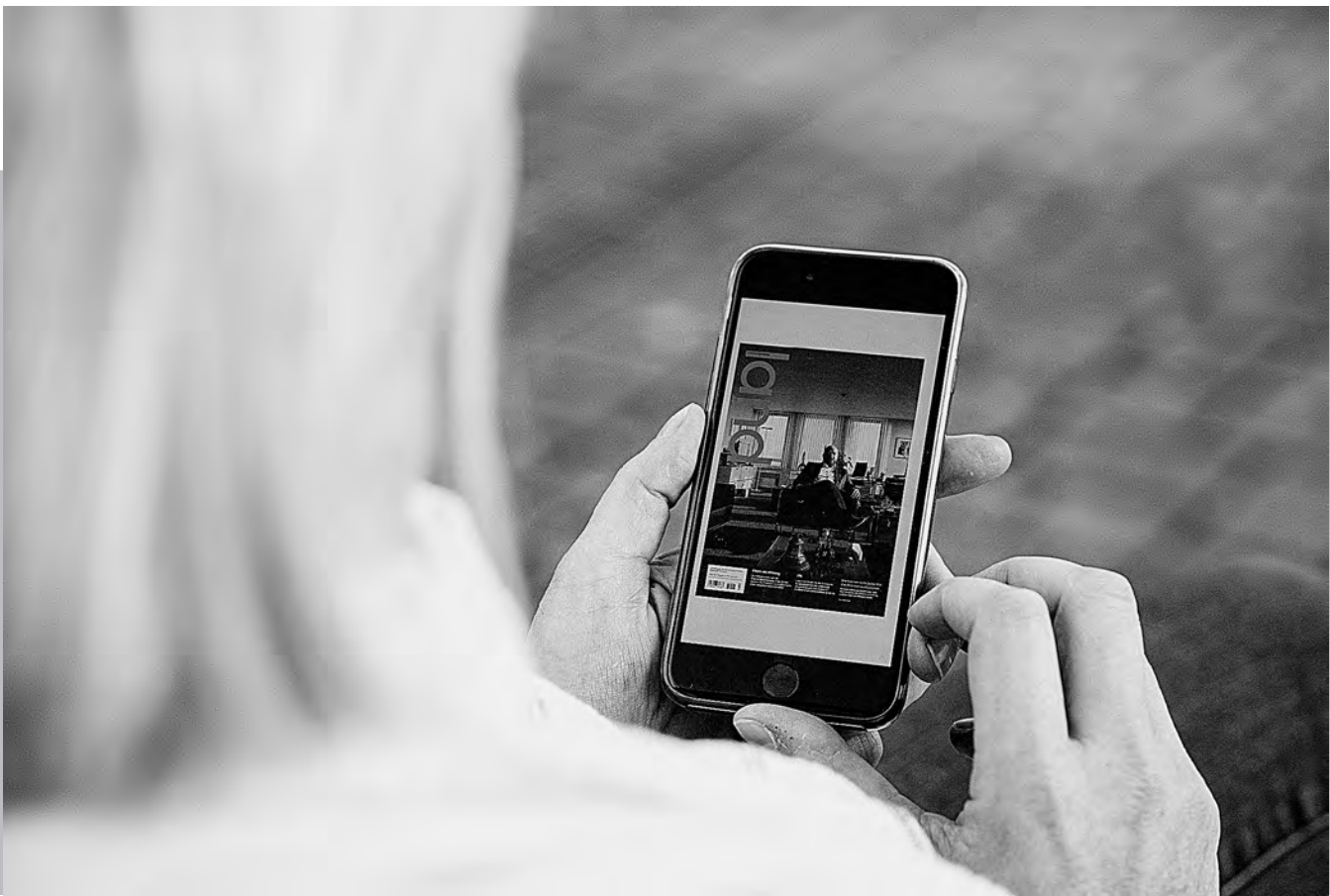
l'ancienne usine, malgré son inscription sur l'inventaire supplémentaire des Monuments nationaux et dans le *Bid book* pour l'année culturelle et malgré une année européenne du patrimoine, 2018, qui n'aura strictement servi à rien. Le Service des sites et monuments nationaux s'est exprimé contre une sauvegarde, préférant investir dans la restauration de la halle de Differdange, et le précédent gouvernement ne la porta pas dans son cœur. Parce que c'est de gros sous qu'il s'agit. Les estimations les plus improbables circulent pour sa survie, selon le degré de rénovation voulu, de cinq à cinquante millions d'euros. Est-ce que la nouvelle ministre de la Culture, Sam Tanson (Déi Gréng), qui a déclaré la protection du patrimoine comme une de ses priorités politiques, arrivera à faire débloquer cette somme ? Aujourd'hui, vendredi 1^{er} mars, le groupe de travail *Eise/Stol* présidé par Robert Garcia et qui réunit ONGs et organismes publics, organisera un colloque sur la seule Halle des soufflantes, suivi de trois autres débats plus larges sur le patrimoine industriel d'ici mai.

Or, ce qui frappe, c'est que le ministère de l'Économie socialiste soit complètement absent du débat. Pourtant, il faudrait sortir de la logique que tant que l'industrie est en activité, elle n'est que pollution et nuisance – la création d'une initiative citoyenne contre l'implantation d'une nouvelle usine est immédiate, voir Fage ou Knauf –, alors

qu'à l'arrêt, ces bâtiments deviennent des cathédrales culturelles bienvenues, comme la Tate Modern à Londres. Cela ne serait ni réaliste ni finançable. C'est donc de reconversion qu'il faut parler désormais : implanter de nouvelles activités économiques dans les anciens bâtiments industriels. C'est bien le ministère de l'Économie et non celui de la Culture qui soutient financièrement la Kreativfabrik 1535^e à Differdange : parce que désormais, il est reconnu que les activités créatives ne sont pas juste un loisir de certains, mais un secteur économique dynamique. Belval est attractif pour toute la région, y compris de l'autre côté de la frontière, parce que l'État y a investi un milliard d'euros dans la construction de l'Université du Luxembourg, mais aussi, via la société mixte Agora, la création des réseaux pour que puissent s'y implanter des commerces et se construire des complexes de logements. À la fin du mois, la même Agora attaquera la friche de Schiffange, plus petite, certes, mais constituant néanmoins une importante réserve foncière pour le Sud. Jeudi prochain seront dévoilés les noms des équipes interdisciplinaires qui débattront de contraintes environnementales, de concepts mixtes, de démarches participatives et d'initiatives innovantes.

La muséification de tout le Sud industriel serait une erreur, année culturelle ou pas. C'est de vie, de travail et d'activité quotidienne que la région a besoin pour se redresser.

Seit dieser Woche gibt es das *Lëtzebuurger Land* nicht nur auf Papier gedruckt und elektronisch für iPad, sondern auch für iPhone. Abonnenten, die die Zeitung auf ihrem Apple-Telefon lesen wollen, können die entsprechende Anwendung kostenlos im App Store herunterladen. Die Web-Adresse lautet: <https://itunes.apple.com/lu/app/land-for-iphone/id1450181496?mt=8>, einfacher geht es mit dem QR-Code auf Seite 17 dieser Nummer. rh.



blog

Personalie

Personalien

Politik

Gesellschaft

Verkehr

Gesellschaft

Benny Berg



gehörte zur letzten Generation sozialdemokratischer Arbeiter, die von der Werkbank über den Gewerkschaftsapparat bis in das Parlament und in die Regierung aufstiegen. Nach Kriegsende begann er als 15-Jähriger eine Lehre als Dreher und arbeitete dann in der Düdelinger *Schmelz*. Erst im Ausschuss des Werkes, dann der Arbed, wurde er anschließend Funktionär des OGBL-Vorläufers LAV. 1969 wurde er als LAV-Präsident zum ersten Mal für die LSAP in das Parlament gewählt und gehörte zum linken Flügel, als die rechte SdP sich abspaltete. 1974 war er als Minister für die Sozialreformen der DP/LSAP-Koalition zuständig. Als er die Existenz einer schwarzen Kasse im Mondorfer Thermalbad und Interessensvermischung beim Bau von Kupferdächern für eine Tennishalle in Mondorf und für sein Privathaus vorgeworfen bekam, musste er 1988 das Gesundheitsressort abgeben. Ein Untersuchungsausschuss erklärte später die Anschuldigungen für haltlos, doch er hörte auf und wollte auch nichts mehr von seiner Partei wissen. Vergangene Woch verstarb Benny Berg im Alter von 87 Jahren. rh.

Xavier Bettel,

Premierminister (DP), erhielt Anerkennung für sein Outing auf politischem Parkett: Bettel hatte am Rande des ersten Gipfels der EU mit der Arabischen Liga Anfang der Woche im ägyptischen Scharm El-Scheich vor Staats- und Regierungschefs sowie hochrangigen Diplomaten freimütig erzählt, er sei mit einem Mann verheiratet und wäre daher in vielen der repräsentierten Länder vom Tode bedroht. Als Reaktion soll er eisiges Schweigen und stille Freude erhalten haben, twitterte ein Korrespondent des *Zweiten Deutschen Fernsehens*. Im Gastgeberland Ägypten steht auf Homosexualität nicht die Todesstrafe, gleichwohl werden Homosexuelle wegen „Unzucht“ verfolgt und verhaftet. ik

Pierre Gramegna,

Finanzminister (DP), nennt die von den Grünen im Europaparlament in Auftrag gegebene Studie *Effective Tax Rates of Multinational Enterprises in the EU* für oberflächlich und der Luxemburger Gesetzgebung nicht mehr gerecht. Der Wirtschaftswissenschaftler Petr Janský verglich den Bilanzgewinn multinationaler Firmen in Luxemburg mit ihren Steuerabgaben und kam zum Schluss, dass der Effektivsteuersatz nur 2,1 Prozent ausmache (*d'Land*, 8.2.2019). Auf Anfragen von Abgeordneten meint der Minister, dass Auslandsgewinnen keine Rechnung getragen werde, Einnahmen aus Lizenzen nicht dem Regelsteuersatz unterlägen und es irreführend sei, aus der Summe der Gewinne und der Summe der Steuerabgaben einen Durchschnittssteuersatz zu errechnen, statt des Durchschnitts aus den Effektivsteuersätzen der einzelnen Firmen. rh.

Happy Few

15 907 Privatpersonen besitzen 72,5 Prozent des potenziell nutzbaren Baulands von insgesamt 2 959 Hektar, Stand 2016. Das ermittelte das Forschungsinstitut Liser im Auftrag des Wohnungsbauministeriums, das eine parlamentarische Anfrage der LSAP-Abgeordneten Franz Fayot und Yves Cruchten nach Details über den Baulandbesitz beantworten wollte. Das kam 2016 einem Vermögenswert von insgesamt 13,5 Milliarden Euro gleich. Die „Top ein Prozent“ dieser Besitzer – also 159 – vereinen fünf Prozent des Gesamtwerts aller Erstwohnsitze im Land auf sich, mit im Schnitt drei Millionen Euro Wert pro Erstwohnsitz, sowie 20 Prozent des Gesamtwerts sämtlicher anderen Immobilienvermögen, mit einem Durchschnittswert von 19,5 Millionen Euro pro Immobilie. Schätzungsweise konzentriert ist damit ein Viertel des Gesamtwerts von Immobilien, den Privatpersonen besitzen, auf 159 Leute konzentriert, was 21,4 Millionen Euro an Grundstücksvermögenswert für jeden dieser Happy Few entspricht. 16,6 Prozent der disponiblen Baulandfläche sind in der Hand von moralischen Personen, davon 14,9 Prozent in den Händen von Privatgesellschaften. Unter diesen 746 Gesellschaften ist der Besitz (442 Hektar) und dessen Wert ungleichmäßiger verteilt als bei Privatpersonen. Die obersten ein Prozent (acht) dieser Gesellschaften vereinigen einen Vermögenswert von 1,6 Milliarden Euro auf sich. Wohnungsbauministerin Sam Tanson (Grüne) meinte bei der Vorstellung der Resultate, das „Problem“ für die Mobilisierung von Bauland sei nicht „die Oma, die ein Grundstück für die Enkel zurückhält“. pf

The White Man's Burden

Auf Kritik stößt die geplante Reform der Auslandseinsätze der Armee. Nach dem im Sommer hinterlegten Gesetzentwurf soll der Marschbefehl für einen Auslandseinsatz nicht mehr von der Benachrichtigung des Staatsrat und der Fraktionspräsidenten im Parlament abhängig werden. Die Friedens- und Solidaritätsplattform warnt vor einem „Blankoscheck“ für Militäreinsätze gegen Krisen aller Art auch ohne UN-Mandat, déi Lénk sieht einen „Paradigmenwechsel“. rh.

Blick zurück nach vorn

Am 8. März ist Internationaler Frauentag und auch dieses Jahr lädt das Bündnis JfF aus Frauenorganisationen, Gewerkschaften und anderen Initiativen zu einem Rundtischgespräch am 10. März „Feminismus im Wandel“ ein. Die Diskussionsrunde, die das neue Buch des Cid *Mit den Haien streiten: Frauen und Gender in Luxemburg seit 1940* vorstellen soll und einen Ausblick auf frühere und heutige Feminismen geben will, wird von alten Häsinnen bestritten: Maddy Mulheims-Henkel, einst Regierungsrätin im ersten Frauenministerium unter Schwarz-Rot, die Genderforscherin Christel-Baltes Löhr der Uni Luxemburg, sowie die grüne Gemeinderätin und ehemalige politische Sprecherin des Fraueninformationszentrums Cid Christa Brömmel. Außerdem ruft die Plattform zu einer Demo am 8. März um 12 Uhr ab Hauptbahnhof in Luxemburg-Stadt auf und lädt zwei Tage später ein zu einem feministisch-künstlerischen Begleitprogramm ab 11.30 Uhr in der Abtei Neumünster (www.cid-fg.lu). ik

Eine Herausforderung

„Kein Problem, sondern eine Herausforderung“ seien die aktuellen Gegebenheiten im Bahnverkehr. Das ist die Botschaft der CFL-Direktion, die schon seit 2018 intensiver über die Pünktlichkeit der Züge kommuniziert. 2018 waren 89 Prozent der Züge „pünktlich“, also kamen höchstens sechs Minuten zu spät an. Acht Prozent hatte mehr Verspätung, 1,2 Prozent fielen teilweise aus, 1,9 Prozent ganz. Bahn-Generaldirektor Marc Wengler warb am Donnerstag um Verständnis: Das Netz sei überlastet, es werde quasi überall gebaut, aber bei weitgehend aufrecht erhaltenem Betrieb. Dass die Bauarbeiten innerhalb von fünf Jahren abgeschlossen sein sollen, sei europaweit einzigartig, bringe 2024 einen „Quantensprung“, bis dahin aber „Herausforderungen“. Im April 2019 gehe das neue Viadukt Pulvermühle in Betrieb und die Zweigleisigkeit am Ausgang der Stater Gare Richtung Sandweiler wird Wirklichkeit. Ende 2019 wird in Trier die „Weststrecke“ eröffnet und zwischen Luxemburg und Trier kann das Angebot wachsen. Die CFL bekämen dafür kurzfristig zwei neue Triebwagen geliefert, „mehr war so schnell nicht drin“. Eine Abmachung zwischen Luxemburger und französischer Regierung sehe Verbesserungen an der Metzger Strecke vor, vor allem auf französischer Seite: Die Elektrifizierung soll erneuert, Bahnsteige sollen verlängert, Parkplätze angelegt werden. Luxemburg beteilige sich mit 100 Millionen Euro. Für die CFL „als Unternehmen“ sei von „strategischer Priorität“, die Information der Passagiere zu verbessern, versicherte Wengler. Daran werde ständig gearbeitet. pf

Eins zu drei

Die Verbraucherzeitschrift *De Konsument* hat landesweit die Preise von Croissants verglichen. Bei Lidl in Petingen fand sie die billigsten für 0,49 Euro und bei Naturata in Esch-Alzette und Oberweis auf dem Flughafen die teuersten für 1,75 Euro. Bei Delhaize kosteten die Hörnchen in Schengen 0,75 Euro, in Differdingen 0,70 Euro und an der Schuweiler Q8-Tankstelle 1,10 Euro. Namur rechnete 1,40 Euro in Esch-Alzette und 1,30 Euro in der Belle Etoile. Bei Cactus kosteten die Croissants in der Belle Etoile 0,75 Euro, ebendort als Schnéckert 0,85 Euro und Um Juck 1,00 Euro. rh.

Nachtrag

In der *Land*-Beilage Immobilien vom 15. Februar reagierte Wohnungsbauministerin Sam Tanson (Déi Gréng) auf die Aussage von Wirtschaftsminister Etienne Schneider (LSAP) im *Land*-Interview eine Woche vorher, die Grünen müssten „innerparteilich klären, ob der Wohnungsbau wichtiger ist oder der Erhalt des Roten Milans“. Schneider habe ihr „versichert, das nicht so gesagt und gemeint zu haben“. Da Interviews nicht notwendigerweise in der Sprache geführt werden, in der sie abgedruckt werden, oft gekürzt und redigiert werden müssen, um leserlich zu sein, legt das *Land* Interviews, die im Frage-Antwort-Stil in direkter Rede abgedruckt werden, den Gesprächspartnern vorab zur Autorisierung vor. Schneider und seine Mitarbeiter haben das am 8. Februar erschienene Gespräch nach ein paar Änderungen am 7. Februar via E-Mail und telefonisch freigegeben.

Das Sakrament der Herrschaft

Romain Hilgert

Die CSV steckt weiter in Schwierigkeiten. Auf den ersten Blick sieht es so aus, als ob sie unter Personalproblemen litte: Die Wahl eines neuen Parteipräsidenten vor vier Wochen bescherte ihr nicht den starken Mann, den manche erhofft hatten, weniger einen charismatischen Führer, als wieder einen bedächtigen Landesvater, der im Innern die Mitglieder mit Güte und Strenge führen und nach außen die Partei als eherne Institution neben Thron und Altar personifizieren soll. Kurz, der die Rolle des CSV-Patriarchen im Purpurgewand des Staatsministers als Landesvaters spielen sollte, wie Joseph Bech, Pierre Dupong, Pierre Werner, Jacques Santer, Jean-Claude Juncker... Bloß dass die CSV keinen Staatsminister und damit kein Gewand mehr hat, der Kaiser nackt ist.



Generalsekretär Félix Eischen

So lief die Vorstandswahl Ende Januar schief. Denn so lange die CSV regierte, das heißt das christlich-soziale 20. Jahrhundert von 1918 bis 2013 hindurch, funktionierte sie dynastisch: Der amtierende rechte, danach christlich-soziale Staatsminister hatte ein gewichtiges Wort mitzureden, wenn es hieß, im engsten Kreis den Parteipräsidenten und den Fraktionspräsidenten auszuwählen, die die Öffentlichkeit und die Parlamentsmehrheit von der Weisheit und Unausweichlichkeit seiner Entscheidungen zu überzeugen hatten. Bei Wahlen war der Patriarch an der Spitze der Regierung diskussionslos der natürliche Spitzenkandidat für seine eigene Nachfolge. Auf der Höhe seiner Laufbahn nahm er einen vielversprechenden Nachwuchspolitiker in seine Regierung auf, der quer zu allen Klassen, Bauern und Arbeitern, Beamten und Unternehmern, eine konservative Volkspartei zu verkörpern versprach, treu zum Großherzog, zum Bischof und zur Arbed, später zu den Banken, zur EU und zur Nato. Es war immer ein Mann, fast immer ein Rechtsanwalt, der schon Wahlkämpfe geführt hatte und eine oder zwei Legislaturperioden lang die Kulissen des Parlamentarismus in der Kammer oder im Parteiapparat kennengelernt hatte. Der Staatsminister machte ihn eine oder zwei Legislaturperioden lang zum Minister, neuerdings zuerst zum Staatssekretär, am besten zum strategisch entscheidenden Finanzminister, um ihn das Regierungshandwerk zu lehren. Danach vertraute er ihm die Führung der Regierungsgeschäfte und des CSV-Staats an,

mit seinen Ministern, seinen christlich-sozialen Verwaltungschefs, seinen konservativen Massenorganisationen, seinen klerikalen Sturmtruppen und seiner staats- und parteierhaltenden Presse.

Im Laufe eines Jahrhunderts kam selbstverständlich manchmal etwas dazwischen, ein frühzeitiger Tod, eine Wahlniederlage, ein Weltkrieg, ein EU-Amt. Aber irgendwie wusste die CSV-Spitze sich immer zu reproduzieren, so lange sie an der Spitze der Regierung stand. Selbst als sie 1974 das Amt des Premierministers kurz verloren hatte, blieb Pierre Werner nach der Rückkehr der CSV eine Legislaturperiode lang Premier, um seine Nachfolge zu sichern.

Doch 2013 ging alles schief: Als CSV-Premier Jean-Claude Juncker stürzte und sich nach den Wahlen in Richtung Brüssel aufmachte, hatte er – aus Zeitmangel, aus Überdruß, aus Rache – keine Nachfolge vorbereitet. Manche Anwärter waren des langen Wartens müde geworden, sein einstiger Thronfolger, der ewige Prince Charles, Luc Frieden, hatte sich mit allerlei Affären diskreditiert. Seither sind fünf Jahre vergangen und die CSV ist nicht weitergekommen. Sie hat noch immer keinen Staatsminister, der einen neuen Landesvater bestimmen könnte. Mangels eines starken Mannes hatte der verwaiste Nationalvorstand den stillen Claude Wiseler einen Wahlkampf lang zum glücklosen Spitzenkandidaten gemacht. Anders als dynastisch zu funktionieren, lag außerhalb der Vorstellungskraft der Partei. Nicht einmal ein Parteipräsident fand sich in den Reihen ihrer respektablen, wenn auch schon arg verbrauchten Parteiprominenz. Naturgemäß beflügelte ein solches Machtvakuum Außenseiter, und plötzlich hatten die darin ungeübten Parteidelegierten nicht zu ratifizieren, sondern zu entscheiden: Eine knappe Mehrheit wählte Frank Engel. Sein Konkurrent, Serge Wilmes, erkannte die Wahl nur formal an und setzt seinen Wahlkampf öffentlich fort. Vielleicht wartet er als Gegenpapst darauf, dass Engel sich als Steve Bannon der CSV verrennt und wie Fernand Kartheiser als Präsident der ADR endet.

Das dynastische System der CSV ist seit Jean-Claude Juncker kaputt. Aber sie hat kein anderes, als mittels eines dynastisch bestimmten Landesvaters zu herrschen. Trotzdem ist das Problem der CSV nicht personell oder höchstens oberflächlich. Der italienische Philosoph Antonio Gramsci beschrieb, wie Parteien „die Oberhand gewinnen, sich durchsetzen und sich in dem gesamten gesellschaftlichen Bereich verbreiten, wobei sie nicht nur die Einheit der wirtschaftlichen und politischen Ziele, sondern auch die intellektuelle und moralische Einheit bestimmen und alle Fragen, um die gerungen wird, nicht auf die korporative Ebene, sondern auf eine ‚universelle‘ Ebene stellen und damit die Hegemonie einer wesentlichen sozialen Gruppe über eine Reihe untergeordneter Gruppen einrichten“ (*Gefängnishefte*, 13, §17).

Das dynastische System der CSV ist seit Jean-Claude Juncker kaputt. Aber sie kann sich kein anderes Mittel vorstellen, als mittels eines dynastisch bestimmten Landesvaters zu herrschen

Fast ein Jahrhundert lang war es der CSV gelungen, hegemonial zu sein, ihre Politik so durchzusetzen, dass ein großer Teil der Öffentlichkeit glaubte, genau diese Politik zu wollen, ein anderer Teil sie als unvermeidlich im allgemeinen Interesse wenigstens akzeptierte, die meisten aber, einschließlich der meisten anderen Parteien, nicht imstande waren, sich eine grundlegend andere Politik vorzustellen, und sie deshalb als so selbstverständlich empfanden, dass sie sie gar nicht als Politik wahrnahmen. Das war Hegemonie in selten erreichter Vollendung. Eine Politik, die im Zeichen der Mäßigung und der Warnung vor Experimenten die Hierarchie von Arbeit und Müßiggang, von Armut und Reichtum zementierte, die gesellschaftlichen Zwang unter dem Deckmantel von Sicherheit, Sparsamkeit und Familienwerten ausübte, die Arbeitern, Bauern, Beamten, Geschäftsleuten und Rentnern sozialstaatliche und ständische Zustände im Innern machte, damit die Exportwirtschaft und die Steueroase umso ungehinderter nach außen blühen konnten.

„Die ‚normale‘ Ausübung der Hegemonie auf dem klassisch gewordenen Gebiet des parlamentarischen Regimes“, ist laut Antonio Gramsci dadurch charakterisiert, „dass der Zwang auf den Konsens der Mehrheit gestützt scheint, so wie ihn die angeblichen Organe der öffentlichen Meinung – Zeitungen und Vereine – ausdrücken“ (13, §37). Im Parlament, im Staatsrat, an der Spitze der Verwaltungen, mit Unterstützung des *Luxemburger Wort*, der Kirche, des LCGB, der Caritas, der Pfadfinder, dichtender Studienräte und konservativer Historiker konnte die CSV ihre Hegemonie auch ideologisch ausüben, nicht als platte Parteipropaganda, sondern als angebliche Selbstverständlichkeit, als Abbild des gesunden Menschenverstands. Die paternalistische Führung durch einen christlich-sozialen Landesvater wurde weit über die CSV-Wählerschaft hinaus ein Jahrhundert lang als die naturgegebene, unvermeidliche Herrschaftsform in diesem Land angesehen wie



Kandidat Serge Wilmes und Präsident Frank Engel auf dem Nationalkongress im Januar

das gottgewollte Sakrament der Herrschaft zu Zeiten des Absolutismus.

Laut Antonio Gramsci, „repräsentieren doch bestimmte Parteien unter bestimmten gegebenen Bedingungen eine einzige soziale Gruppe genau in dem Maße, wie sie eine balancierende und schiedsrichterliche Funktion zwischen den Interessen ihrer Gruppe und denen anderer Gruppen ausübt und die Entwicklung der von ihr repräsentierten Gruppe durch den Konsens und die Unterstützung verbündeter – wenn nicht sogar

durch die Zustimmung von definitiv feindlichen Gruppen – abzusichern vermag“ (13, §21). Im Parlament hatte die Rechtspartei nur bis 1925 die absolute Mehrheit. Deshalb war ihre fast hundertjährige Hegemonie nur möglich, weil LSAP und DP ihre Politik bis auf Kleinkram teilten und ihr immer als Koalitionspartner abwechselnd zu einer parlamentarischen Mehrheit verhalfen.

Doch nun schwindet die Hegemonie der CSV. Die Gesellschaft als Dienstleistungsgesellschaft des Finanzkapitals wurde weltoffener, liberaler, individualistischer, toleranter, gebildeter, rücksichtsloser, die Kirchen leerten sich, *RTL* hat selbst in den Dörfern das Meinungsmonopol des *Luxemburger Wort* zerstört. Pünktlich mit dem Aufkommen des Neoliberalismus vor 30 Jahren begann der Stimmenanteil der sich verzweifelt modernisierenden und anpassenden CSV zurückzugehen, nur kurz unterbrochen vom Triumph ihres politischen Wunderkinds Jean-Claude Juncker 2004 und vom Sicherheitsbedürfnis nach der Finanz- und Wirtschaftskrise 2009. Mit dem Sturz ihres letzten Landesvaters 2013 war das Schwinden der christlich-sozialen Hegemonie nicht mehr zu vertuschen. Doch größte Parlamentsfraktion hin oder her, je länger die CSV in der Opposition ist, je umstrittener ihre Führung ist, um so mehr erscheint die Staatspartei ohne Staat nicht mehr als Hüterin des großen nationalen Ganzen, sondern ihrer kleinen parteipolitischen Händel. 2018, als sie unerwartet den niedrigsten Stimmenanteil ihrer Geschichte erzielte, hatten die Wähler plötzlich entdeckt, dass die Hegemonie der CSV ein Anachronismus geworden ist, weil eine liberalere Gesellschaft sich genauso gut in liberaleren Parteien wiedererkennen kann.



Fraktionspräsidentin Martine Hansen



CSV-Führung ohne Führung

Der paternalistische CSV-Premier wurde ein Jahrhundert lang als naturgegebene Regierungsform in diesem Land angesehen

Gespräch mit Energieminister Claude Turmes (Grüne) über den Klima- und Energieplan

„Wir werden damit zum Vorbild“

Fragen: Peter Feist

Bis Ende des Jahres muss jedes EU-Land einen „Nationalen Klima- und Energieplan“ (NECP) aufstellen und darin zeigen, wie es zur Erfüllung der Klimaschutzziele der EU bis 2030 beitragen will. Nationale Klimaschutzpläne gab es in der Vergangenheit schon. Im NECP dagegen müssen nicht nur Maßnahmen zur Senkung des Treibhausgasaufkommens festgehalten werden, sondern auch zum Ausbau der erneuerbaren Energien und zum Energiesparen. Die drei Aspekte werden innerhalb einer neu geschaffenen „Energie-Union“ der EU zusammengedacht. Für Luxemburg hielt der Regierungsrat vor drei Wochen fest, das Treibhausgasaufkommen bis 2030 um 50 bis 55 Prozent zu senken. Der Energieverbrauch soll um 40 bis 44 Prozent sinken, der Anteil erneuerbarer Energien am Verbrauch auf 23 bis 25 Prozent steigen. Die Ziele sind so weitreichend, dass sie nicht einzuhalten wären ohne Bruch mit der Tankgeschäftsnische. Die aber bringt der Staatskasse jährlich weit über eine Milliarde Euro ein. Das Interview mit Claude Turmes wurde einen Tag vor der öffentlichen Vorstellung der NECP-Ansätze am Mittwoch durch ihn und Umweltministerin Carole Dieschbourg (Grüne) geführt.

d'Land: Herr Turmes, Sie sind der erste Energieminister, der den Energieverbrauch des Landes um 40 Prozent senken will. Ganz schön verwegen.

Claude Turmes: Im Zeitalter des Klimaschutzes braucht man eine ehrgeizige Energiepolitik, und in einem Land mit starkem Wirtschafts- und Bevölkerungswachstum, das zugleich seine Klimaziele erreichen will, ist Ultra-Effizienz ein Muss. Natürlich ist das eine Herausforderung. Doch wenn wir ehrlich sind, müssen wir uns ihr stellen.

Im Moment steigt der Energieverbrauch aber.

Deshalb müssen wir in allen Bereichen effizienter werden: in der Industrie, bei den Gebäuden und vor allem im Verkehr.

40 bis 44 Prozent Verbrauchssenkung sollen 2030 erreicht sein. Für 2020 besteht ebenfalls ein Ziel: Maximal 49,292 Terawattstunden dürfte Luxemburg dann verbrauchen, so steht es im Klima- und Energiepaket der EU von 2009. Laut jüngsten Statistiken lag der Verbrauch schon 2017 nicht weit entfernt davon. Was passiert, wenn die Vorgabe nicht eingehalten wird?

Wir könnten von der EU-Kommission vor dem EU-Gerichtshof verklagt werden und am Ende Strafen zahlen müssen. Dass wir die Vorgabe einhalten werden, ist nicht selbstverständlich. Vor allem weil der Tanktourismus in den letzten zwei Jahren wieder massiv zugenommen hat, in erster Linie bei den LKW. Unter anderem deshalb gelang es den Grünen in den Koalitionsverhandlungen, die beiden anderen Parteien zu überzeugen, nach fünf Jahren Stillstand nun doch an die Stellschrauben beim Tanktourismus zu gehen.

Was bedeutet das? Mehr als die Erhöhung der Spritakzisen um ein bis zwei Cent pro Liter, von der Sie und Finanzminister Pierre Gramegna (DP) schon gesprochen haben?

Der Tanktourismus ist ein heikles Thema. Man sieht das auch daran, dass dazu leider in den letzten fünf Jahren im Grunde kein Fortschritt erreicht werden konnte. Die gute Nachricht ist die, dass wir in der neuen Koalition mit dem Finanzminister vereinbart haben, in dieser Legislaturperiode stärker zu handeln. Weil das Thema politisch so heikel ist, und auch gesellschaftspolitisch heikel, man braucht ja nur über die Grenze nach Frankreich zu den Gilets jaunes zu schauen, wollen wir es vorsichtig angehen. Wichtig ist: Nach fünf Jahren, in denen nichts unternommen wurde, machen wir nun endlich einen ersten Schritt. Es ist ein kleiner Schritt, den wir demnächst mit dem Budgetgesetz gehen werden, aber auf ihn werden kontinuierlich weitere Schritte folgen.



Claude Turme

„Wie groß der Verlust für die Staatskasse sein wird, wenn viele Leute Strom tanken statt Sprit, bleibt auszurechnen. Die Frage, Strom stärker zu besteuern, stellt sich für mich aktuell nicht“

Der Klima- und Energieplan (NECP) der Regierung ist sozusagen der Masterplan bis 2030. Im Entwurf dazu steht auch, das Treibhausgasaufkommen soll um 50 bis 55 Prozent gesenkt und der Anteil erneuerbarer Energien am Endverbrauch auf 23 bis 25 Prozent erhöht werden. Gibt es schon einen strukturierten Ansatz, um dahin zu gelangen, oder soll er erst in den nächsten Monaten im Dialog mit den interessierten Kreisen ausgearbeitet werden?

Der Plan ist ambitiös und verantwortlich. Er hat zwei Stufen. Im Moment verfügen wir über einen provisorischen Plan, für den die Regierung sich auf diese Ziele geeinigt hat. Luxemburg wird damit zum Vorbild. Bis Ende des Jahres haben wir Zeit, die Ziele um noch detailliertere zu ergänzen. Die liegen im Grunde auf der Hand: Es sind Maßnahmen zur Steigerung der Energieeffizienz, Maßnahmen im Bereich der erneuerbaren Energien, und es sind vor allem auch Maßnahmen zum Ausbau der Elektromobilität. Sie ist wahrscheinlich das wirksamste Mittel zur Erfüllung der 2030-Ziele.

Die Regierung hofft, dass durch die wieder eingeführten Kaufprämien dieses Jahr tausend batteriegetriebene Autos und tausend Plug-in Hybridautos

neu angeschafft werden. Das wäre gegenüber 2018 eine Verdoppelung, aber noch immer weit weg von den 40 000 Elektroautos, die sich 2010 die damalige Regierung für das Jahr 2020 vorstellte. Wie schnell kann die Elektromobilität etwas bringen?

Grundsätzlich ist jedes Elektroauto, das eines mit Verbrennungsantrieb ersetzt, ein Fortschritt. Einerseits ist es drei bis vier Mal effizienter, andererseits steigert es die Nutzung erneuerbarer Energien, denn der Strom an den Chargy-Ladesäulen ist wie der für die Haushalte schon heute hundert Prozent erneuerbar. All das verbessert auch unsere Klimabilanz, deshalb ist die Elektromobilität ein so zentraler Punkt unserer Klima- und Energiepolitik. Neben den Maßnahmen, die wir national ergreifen, hat die EU, nicht zuletzt auch dank der politischen Mitwirkung Luxemburgs und von Umweltministerin Carole Dieschbourg, der Autoindustrie im vergangenen Jahr strenge Vorgaben zur Senkung des CO₂-Ausstoßes ihrer Neuwagenflotten gemacht. Zwangsläufig werden dadurch mehr Elektroautos und auch erschwinglichere Modelle auf den Markt kommen. Jeder Experte sagt, das größte Hindernis für die Elektromobilität sei der

Preis der Autos. Nun werden die Hersteller gezwungen, preiswertere anzubieten.

Ist Luxemburg und ist Europa eingerichtet auf einen starken Zuwachs an Elektroautos, zum Beispiel, was die Infrastruktur betrifft?

Dass ein Infrastrukturproblem bestehe, wird in der Regel von den Autoherstellern als Argument vorgeschoben. Luxemburg ist heute schon unter den Top drei der EU-Länder bei der Infrastruktur. Neben dem öffentlichen Chargy-Netz werden wir uns bemühen, ultraschnelle Ladesäulen an Tankstellen einrichten zu lassen, damit sehr schnell nachgeladen werden kann. Und wir haben durch eine Verordnung dafür gesorgt, dass Apartmenthaus-Neubauten mit einem Leerrohr versehen werden müssen, durch das ein Kabel für Ladesäulen gezogen werden kann: Sollen dort in zwei oder drei Jahren Elektroautos geladen werden, erfordert das keine Umbauarbeiten. In Luxemburg ist die Infrastruktur kein Argument, das vom Kauf eines Elektroautos abhalten könnte. Und in Europa gibt es mittlerweile mehr als 100 000 öffentliche Ladesäulen. Smartphone-Apps sagen einem, wo sie zu finden sind.

Zurzeit werden viele Straßen aufgerissen, um Rohrleitungen zu wechseln und Internet-Glasfaserkabel zu verlegen. Erhält jedes Haus einen Stromanschluss, der stark genug ist, um Elektroautos nachzuladen?

Generell sind die Netze leistungsfähig genug. 40 000 Elektroautos würden ungefähr zwei Prozent unseres Strombedarfs entsprechen. Sämtliche Häuser haben einen Dreiphasen-Wechselstromanschluss, das ist nicht in allen Ländern so. Was die Kupferkabel hergeben, wird durch die Haushalte noch nicht voll ausgenutzt. Es besteht also Spielraum. Eine andere Frage ist die, wie wir den Stromverbrauch zum Laden managen. Mit Netzbetreiber Creos sind wir über ein neues Regelwerk im Gespräch, das für intelligentes Nachladen in Apartmenthäusern und Bürogebäuden sorgen soll. Stehen acht Elektroautos nebeneinander, müssen nicht alle gleichzeitig mit maximaler Leistung geladen werden, sondern man kann das steuern. In solcher Netz-Intelligenz und bei intelligenten Zählern ist Luxemburg schon jetzt ein Vorreiter in Europa. Unser Ansatz lautet: Langsam laden daheim, da hat man sechs bis acht Stunden Zeit und kommt mit sieben bis elf Kilowatt Leistung aus. Plus eine begrenzte Zahl ultraschneller Stationen. Das ist ein gutes Angebot und für die Organisation des Stromnetzes am besten.

Wie schnell ist ultraschnell? Zwanzig Minuten?

Der technische Stand im vergangenen Jahr waren rund 15 Minuten, mittlerweile sind es vielleicht nur neun. Die Entwicklung der Elektromobilität ist ein Riesenanreiz für Innovationen, auch bei der Ladetechnik.

Nehmen wir an, die Elektromobilität entwickelt sich so. Luxemburg käme dann seinen Zielen näher, aber der Staatskasse entgingen Einnahmen, weil diese Autos kein Benzin oder Diesel tanken. Wie ersetzt man den Einnahmehausfall?

Wie groß er wäre, bleibt auszurechnen. Das ist eine der Antworten, die wir im endgültigen NECP geben werden. Dazu wird, wie von der EU vorgeschrieben, eine makrowirtschaftliche Analyse angefertigt. Sie wird auch die Kosten eines Nicht-Handelns berücksichtigen. Bedenken muss man aber: Die Elektromobilität kommt so oder so. Durch die neuen EU-Regeln werden die CO₂-Emissionen von PKW und LKW bis 2030 um 30 bis 40 Prozent sinken müssen. Dass dies einen Einfluss auf die Einnahmen aus den Spritakzisen haben wird, ist eine Wahrheit, der wir uns eh stellen müssen.

Dann müsste man den Strom besteuern, um das auszugleichen.

Diese Frage stellt sich für mich aktuell nicht.



Der Vorfürstand von Luxmetering zu intelligenten Strom- und Gaszählern. Bis Ende 2020 soll im Grunde jeder Verbraucher einen haben

Halten Sie es für politisch durchsetzbar, Strom für Autos von Strom zu trennen, den die Haushalte für Elektrogeräte nutzen, und beide unterschiedlich zu besteuern? Strom ist in Luxemburg ziemlich preiswert, weil auf ihn kaum Steuern erhoben werden.

Theoretisch ist alles möglich, aber das ist reine Spekulation.

An den Tankstellen wird nicht nur Kraftstoff verkauft, sondern auch im Vergleich mit den Nachbarländern billigerer Tabak, Alkohol und Kaffee. Das Geschäft funktioniert im Paket. Pierre Gramegna hat vor zwei Wochen auf eine parlamentarische Anfrage, was die Regierung zu den Tabakpreisen plane, erwidert, der Kampf gegen den Tabakmissbrauch gehe weiter; vor allem das sehe der Koalitionsvertrag vor. Folgt daraus, dass die Regierung sich nicht einig ist, was zu tun ist, obwohl sie das eigentlich für den endgültigen Klima- und Energieplan bis Jahresende wissen müsste?

Ich verstehe, dass Sie versuchen, nachzufragen. Das ist auch ein politisch wichtiger Punkt. Für mich ist ziemlich evident, dass die Einnahmen sinken werden. Aber jetzt schon sagen zu wollen, wie stark der Rückgang wann ausfiele und was daraus folgen sollte, wäre Kaffeesatzleserei. Wichtig ist, dass wir uns vorbereiten. Zudem sollten wir uns immer bewusst sein, wie groß unsere Verantwortung im Kampf gegen den Klimawandel ist – und wie gewaltig die Kosten des Nicht-Handelns.

2016 sagte die Umweltministerin, denkbar sei die Auftrennung der Akzisen im so einträglichen Dieselgeschäft in LKW-Diesel und Privat-Diesel. Dafür könnten unterschiedliche Steuersätze eingeführt werden.

Das ist einer der Ansätze, die die interministerielle Arbeitsgruppe zum Tanktourismus diskutiert.

Kann Luxemburg sich mit seinem Energieverbrauch und seinen Effizienzzielen das Google-Datenzentrum leisten? Google hat bei Creos eine Anschlussleistung von 100 Megawatt ab 2020 und 260 Megawatt ab 2030 angefragt. Rechnet man Letztere auf ein Jahr hoch, kommt man in die Nähe eines Verbrauchs, den Ihr Vorgänger Etienne Schneider (LSAP) vor anderthalb Jahren öffentlich nannte: mehr als alle Elektroöfen von Arcelor-Mittal hierzulande.

Luxemburg ist laut allen Statistiken das Land mit den meisten Smartphones pro Kopf der Bevölkerung. Wenn die Daten der Luxemburger nicht hier gespeichert werden, dann irgendwo anders. Wir sind ein Finanzplatz, wir wollen aus wettbewerbspolitischen Gründen bei der Industrie 4.0 mit vorne sein. So gesehen, würde die Frage sich stellen: Steht dieses Datenzentrum hier oder im Ausland? Das wäre eine ziemlich philosophische Frage.

Vielleicht aber werden wir Versorgungskapazität für das Datenzentrum freischaufeln müssen, wenn der Endverbrauch sinken soll.

Für die Vorgabe im Jahr 2020 ist das bestimmt kein Problem, denn bis dahin steht das Datenzentrum noch nicht.

Aber die Herausforderung bleibt: Luxemburg muss deutlich effizienter werden.

Und ich möchte, dass das Datenzentrum energieeffizient wird. Uns liegt aber noch immer kein formelles Dossier von Google vor. Erst wenn ein Antrag zur Betriebsgenehmigung gestellt wurde, wird man sehen, wie effizient es ein soll und wo sein Strom herkommt. Dann befindet man sich in einem Rechtsstaat und kann gegebenenfalls Einfluss auf das Projekt nehmen. Ministerin Dieschbourg und ich informieren uns derzeit recht genau über Vorzeige-Datenzentren mit hohen Umwelt- und Energiestandards. Positiv finde ich, dass Google ein Vorreiter im internationalen Konsortium Renewable 100 ist: Wird ein Datenzentrum gebaut, dann mit einer Stromversorgung zu hundert Prozent erneuerbar.

„Ich weiß nicht, ob irgendein Energieminister auf der Welt festlegen kann, wie viele Videos sich die Leute anschauen. Ich kann dafür sorgen, dass Datenzentren effizient sind und mit erneuerbaren Energien betrieben werden. Die Frage wird sich bei Google stellen, falls das Unternehmen nach Luxemburg kommt“

Eine philosophischere Frage für den grünen Energieminister: Eine große US-amerikanische Studie über den Strombedarf von ICT-Anwendungen schrieb vor ein paar Jahren, eine Stunde Video-Streaming verbrauche so viel Strom wie zwei nicht effiziente Kühlschränke in einem Jahr. Nicht der PC oder das Smartphone verbraucht so viel, sondern das Datenzentrum, aus dem die Videodatei abgerufen wird. Ist das für Sie die neue Industrie, die wir brauchen und die wir begleiten müssen, oder zeichnet sich da eine ungute Entwicklung ab?

Ich weiß nicht, ob irgendein Energieminister auf der Welt festlegen kann und soll, wie viele Videos sich die Leute anschauen und wie viele Fotos sie in sozialen Netzen teilen. Wir haben eine rasante Entwicklung, auf die wir uns einstellen müssen. Sie betrifft Lifestyle-Fragen und Freiheiten, dazu möchte ich mich als Politiker nicht zu weit aus dem Fenster lehnen. Ich kann aber dafür sorgen, dass Datenzentren effizient sind und mit erneuerbaren Energien betrieben werden. Die Frage wird sich bei Google stellen, falls das Unternehmen nach Luxemburg kommt.

Luxemburgs Energieversorgung soll laut Koalitionsvertrag „so schnell wie möglich“ zu hundert Prozent auf erneuerbaren Quellen basieren. Die Rede ist außerdem vom tout électrique, also dass demnächst für sämtliche Zwecke nur Elektroenergie verbraucht würde. Wie kann das versorgungstechnisch klappen? Der Wind weht nicht immer, die Sonne scheint nicht immer, und es gibt sehr große Verbraucher, die ständig viel Strom benötigen.

Eine Versorgung zu hundert Prozent aus erneuerbaren Quellen und mit einem hohen Anteil an Strom wird tatsächlich die Zukunft sein – mit Wind- und Solaranlagen in ganz Europa, darunter Offshore-Windparks im Baltikum und in der Nordsee. Lösen muss man das Problem der „Winterflaute“, dazu werden Speicher nötig sein, vermutlich Wasserstoffspeicher. Westeuropa wird bis 2030 voraussichtlich schon 55 bis 60 Prozent an grünem Strom haben. Luxemburg wiederum ist ein auf seine Fläche bezogen überproportional großer Industriestandort, hat einen mehr als überproportional großen Flughafen, hat einen mehr als überproportionalen Transportsektor, inklusive Treibstoffexport. Umgelegt auf einen tout électrique würde daraus ein extremer Flächenbedarf für Solar- und Windanlagen folgen.

Das heißt, Eigenversorgung zu hundert Prozent aus erneuerbaren Quellen wäre Utopie?



Ladeeinrichtung für Elektroautos in einer Tiefgarage in Luxemburg-Stadt

Wenn ich richtig informiert bin, kam Luxemburg um 1915 zum letzten Mal ohne Stromimporte aus. Das wird in Zukunft nicht anders sein. Was wir tun werden: Im Land selbst so viel wie möglich umsetzen. Wir werden die Windkraft-Erfolgsgeschichte der letzten Jahre weiterschreiben. Wir werden in der Photovoltaik viel mehr machen – mit einem Solar-Masterplan, den wir dieses Jahr vorstellen werden und der auch Solarenergie-Genossenschaften berücksichtigt und die Energieautonomie von Leuten mit eigenem Photovoltaik-Panel. Wir werden für Unternehmen große Solarstrom-Projekte ausschreiben und werden wesentlich mehr Solarenergie auf öffentlichen Gebäuden produzieren.

Zweiter Punkt: Der Importstrom, den wir überwiegend aus Deutschland beziehen, ist in seiner Zusammensetzung heute teilweise grün. Wir werden versuchen, auch mit industriellen Großverbrauchern zu vereinbaren, dass sie nicht länger vor allem Kohle- oder Atomstrom einkaufen, sondern Langfrist-Verträge über den Bezug von erneuerbarem Strom abschließen, denn auch sie tragen eine Verantwortung. Google könnte dabei ein Vorbild sein. Perspektivisch wird Westeuropa ein Teil der Welt sein, der als erster in Richtung hundert Prozent erneuerbare Energien geht. Ich meine, dass auch vor den Küsten der Niederlande und Belgiens recht schnell Offshore-Windparks entstehen werden. Ich bin dabei, konzeptuell zu prüfen, ob Luxemburg sich daran beteiligen könnte. So entstünde ein Umfeld an erneuerbaren Ressourcen, aus dem auch unser Land schöpfen könnte.

Die NECP der EU-Staaten sollen innerhalb der europäischen Energie-Union verwirklicht werden. Heißt das, die Staaten sollen stärker kooperieren als bisher? Könnte einer, der seine Ziele doch nicht erfüllt, das durch Investitionen in anderen Ländern kompensieren?

Seine Hausaufgaben soll jeder machen, wir auch. Aber das Kernstück der Energie-Union ist ihre governance. Als Europaabgeordneter war ich Berichterstatter zum EU-Regelwerk darüber. Darin ist sichergestellt, dass es mehr Möglichkeiten zur Zusammenarbeit gibt. Dieses Jahr hat Luxemburg



den Vorsitz des Pentalateral Forum, ihm gehören neben den Benelux-Ländern, Deutschland und Frankreich auch die Schweiz und Österreich an. Kommenden Montag treffen sich die Vertreter dieser Länder und besprechen, was man aufgrund der jeweiligen NECP gemeinsam machen kann. Die Energie-Union bietet ein neues europäisches Instrument, das es zum Beispiel für Luxemburg einfacher machen wird, in belgische Offshore-Windparks zu investieren.

Der Rifkin-Bericht hatte vor zwei Jahren viele Aussagen zur Energie gemacht. Die Rede war von einem „Upgrade“ der Energieinfrastruktur, einer großen Initiative zur energetischen Sanierung von Altbauten, auch von Elektromobilität. Vorgerechnet wurde, welchen volkswirtschaftlichen Nutzen das hätte und was dazu investiert werden müsste. Sind diese Szenarien relevant für den NECP? Und wenn ja: Wurde darüber nachgedacht, was an öffentlichen Mitteln bereitgestellt werden könnte, wenn andererseits die Staatseinnahmen aus dem Tankstellengeschäft sinken werden?

Ob wir weniger Mittel zur Verfügung haben werden, wissen wir noch nicht. Der Rifkin-Prozess

ist für mich ein grüner Modernisierungsprozess, der auch weitergehen wird. Etienne Schneider hat ihn gut gesteuert. Der NECP wird auf guten Ideen und ersten Umsetzungserfolgen des Rifkin-Prozesses aufbauen, in manchen Bereichen wird er eventuell noch weiter gehen. Damit werden wir viel Innovation und neue nachhaltige Geschäftsmodelle für Luxemburg anstoßen.

Zwölf Jahre, sagt das Intergovernmental panel on climate change, blieben noch zum Handeln. Wo wird Luxemburg in zwölf Jahren sein?

Als einer, der dazu Ende der Achtzigerjahre aktiv zu werden begann, teile ich die Analyse des IPCC. Die Klimafrage ist die wichtigste im 21. Jahrhundert. Ob es einen Planeten ohne riesige klimatische Verwerfungen geben wird oder nicht, ist grundlegend für alles andere. Klimaschutz ist die größte Herausforderung für die nächsten zehn Jahre. Wir haben noch die Chance, umzusteuern, und ich werde daran mit voller Kraft arbeiten. Die Jugendlichen, die jetzt jede Woche auf die Straße gehen, zeigen uns, worum es geht: um nichts weniger als um ihr, um unser Überleben.

Endenergieverbrauch

Mit Energieeffizienz ist die Senkung des „Endenergieverbrauchs“ gemeint. Darunter fallen sämtliche Energieströme zum Verbraucher, Strom aus der Steckdose ebenso wie Gas für die Heizung oder an Tankstellen gezapftes Benzin und Diesel. 2009 erließ die EU ein Klima- und Energiepaket, das auch Effizienzvorgaben macht: 2020 dürfte der Endenergieverbrauch in Luxemburg höchstens 49,292 Terawattstunden betragen. 2017 lag er bei 48,846 Terawattstunden und hatte in jenem Jahr um 3,5 Prozent zugenommen. Allein am Bevölkerungswachstum kann das nicht liegen: In den drei Jahren zuvor war der Endverbrauch rückläufig. Doch in die Bilanz geht der „Transport“ zu rund 60 Prozent ein, inklusive Tanktourismus. Laut Statec wurden 2017 elf Prozent mehr Benzin getankt als 2016 und 0,83 Prozent mehr Diesel, was vielleicht auch am gestiegenen Interesse an Benzinautos liegt. Insgesamt ist der Dieselverbrauch aber nach wie vor viel höher als der von Benzin. An Letzterem wurden 2017 rund 301 000 Tonnen verbraucht, an Diesel 1,62 Millionen Tonnen. 2018 dagegen wurde allein bis Ende des dritten Quartals mit 1,54 Millionen Tonnen beinahe so viel Diesel verbraucht wie im ganzen Jahr zuvor. Der Benzin-Trend sah mit bis dahin 244 000 Tonnen moderat aus.

CONSTRUCTEUR D'AVENIR

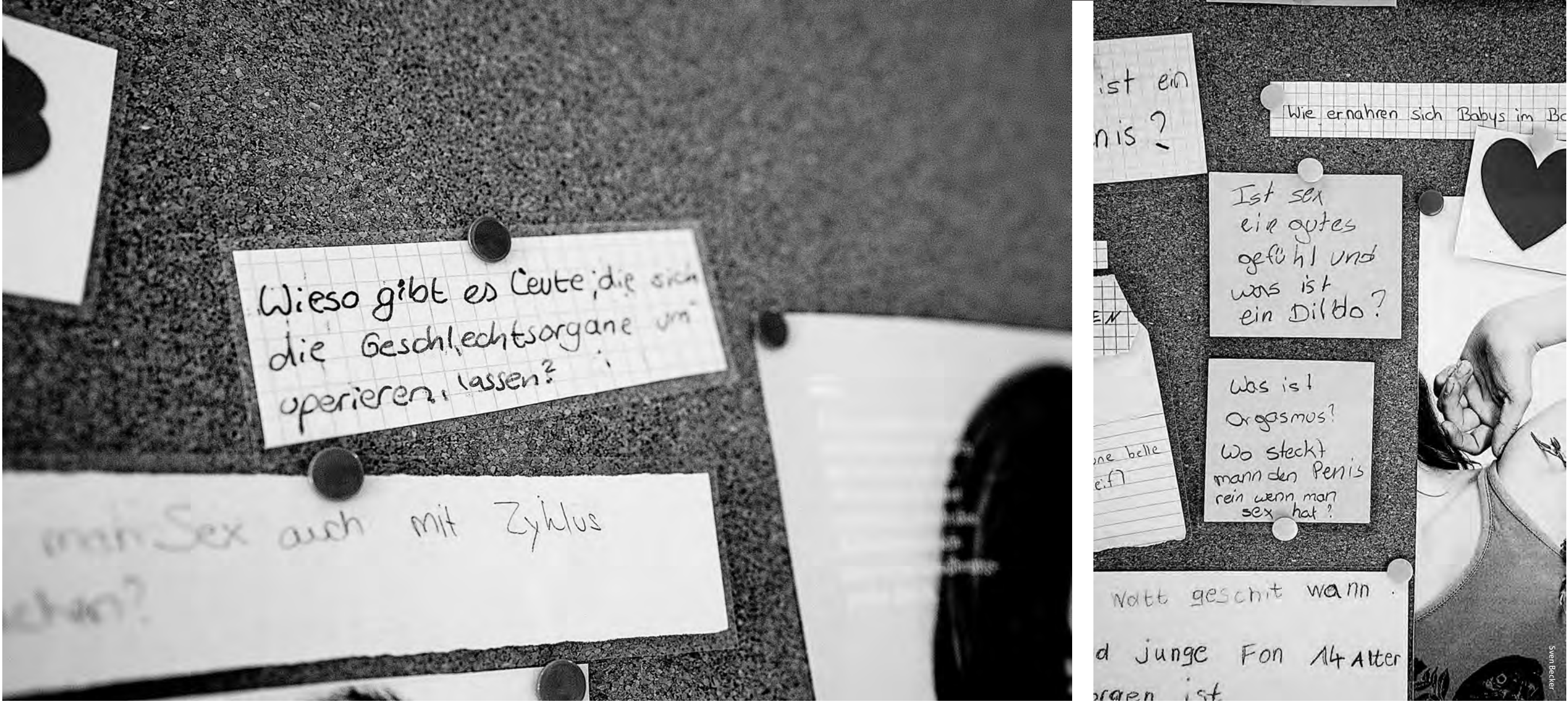
MIR MAACHEN ZUKUNFT

ELECTIONS SOCIALES / SOZIALWALEN 2019

VOTEZ
WIELT

LISTE LÉSCHT

1 elsoc.lu



Sexualaufklärung ist ein Teilbereich des Aktionsplans zur sexuellen und affektiven Gesundheit

Der neue Aktionsplan zur sexuellen Gesundheit ist fast wie der alte. Was fehlt, sind Einzelaktionen mit konkreten Akteuren

Ines Kurschat

Schwarz glänzten die Limousinen in der Sonne. Gleich vier Minister waren am Dienstagmittag zur Konferenz über die sexuelle und affektive Gesundheit in Walferdingen erschienen. Die Eröffnungsrede vor voll besetztem Auditorium auf dem Bildungscampus Edupôle hielt in gewohnt schmissiger Weise Gesundheitsminister Etienne Schneider (LSAP). Sein Ministerium koordiniert und verantwortet den Aktionsplan zur sexuellen und affektiven Gesundheit, der an diesem Tag vor ExpertInnen vorgestellt wurde.

Pädagogisch war der Auftritt von Bildungsminister Claude Meisch (DP), der die Rolle der Eltern in der Sexualerziehung und -aufklärung ihrer Kinder unterstrich, sowie die von Schule und Kindergarten. Es gehe darum, diese „altersgerecht“ und im Sinne der Offenheit und der Toleranz zu gestalten. Parteikollegin und Familienministerin Corinne Cahen sprach über sexuelle Minderheiten und das Operationsverbot an minderjährigen Intersexuellen, das die Koalition plant, ein Teilaspekt der sexuellen Gesundheit, von Cahen in einem eigenen Aktionsplan adressiert. Und Tina Bofferding, Ministerin für Chancengleichheit (LSAP) betonte ihrerseits, wie wichtig egalitäre gewaltfreie Beziehungen seien.

Eine Evaluation, die keine ist

Dann war der Ministerreigen vorbei, die Limousinen rauschten noch vor der Pause davon. Der Gesundheitsminister und der neue Chef des Gesundheitsamts sowie die geladenen Experten aus zahlreichen Organisationen blieben. Man habe „eine Evaluation des alten Plans“ vorgenommen, erklärte Redner Bechara Georges Ziadé, der Yolande Wagener an der Spitze der Abteilung Schulmedizin abgelöst hat. Der alte sei „gut gewesen.“ Konkretes zum Plan und seine Umsetzung sagte er nicht. Die Konferenzteilnehmenden hatten den neuen Aktionsplan ausgehändigt bekommen: Die zweite Auflage fällt mit fünf Seiten deutlich schlanker aus als die erste von 2013 bis 2016 (verlängert bis 2018), die neun Seiten umfasste.

Auf Anfrage des *Land*, besagte Evaluation des Vorgängers einzusehen, korrigierte sich Ziadé wenig später. Es habe keine „echte Evaluation“ gegeben. Vielmehr habe ein deutscher Experte mit Leuten aus der Praxis gesprochen und eine Zwischenbilanz gezogen. Das *Land* wollte eine schriftliche Synthese dieser Unterredungen, allerdings gab es laut Ministerium kein zitierbares

Dokument. Der Experte habe Verbesserungen bei der interministeriellen Gouvernance angeregt, so Ziadé weiter. Zu den Maßnahmen, die der Vorgängertext vorgesehen hatte, zählte ebenfalls, die interministerielle Zusammenarbeit mit einer Koordinationszelle zu stärken. Ein Team von Experten sollte Indikatoren entwickeln, um die Effekte der verschiedenen Aktionen zu analysieren. Jetzt stellt sich heraus: Weder wurden besagte Indikatoren entwickelt, noch scheint es eine Gruppe zu geben, die derzeit daran arbeitet.

Die Themenbereiche 2013 bis 2016/2018 reichten von Bonne Gouvernance über Information und Sensibilisierung, Kompetenzförderung, über Zugang, Diversifizierung, Dauer des Angebots bis hin zur Evaluation – die Gliederung wurde im neuen Plan beibehalten. Was in der verschlankten zweiten Auflage fehlt, sind jedoch konkrete Einzelmaßnahmen zur Umsetzung mit klar benannten Zuständigkeiten. Im alten Plan standen der Zeitraum, waren die verantwortlichen Vereine und Akteure sowie das jeweils zuständige Ministerium benannt. Im neuen fehlen diese Präzisionen, stattdessen steht dort beispielsweise unter der Überschrift Information und Sensibilisierung: Förderung der affektiven und sexuellen Gesundheit in sämtlichen schulischen Einrichtungen sowie in den Betreuungsstrukturen. Aber wer das wie umsetzen soll, zumal wenn es private Schulen und Kindergärten betrifft, steht dort nicht. Unter dem Titel „Stärkung der Kompetenzen“ ist wohl die Fort- und Weiterbildung des Lehrpersonals gelistet, aber die strittige Frage, ob allein das Lehrpersonal Schüler über Sexualität aufklären sollen oder geschultes Personal vom Planning Familial oder anderen Fachdiensten, wie in der Vergangenheit, wird nicht geklärt.

Dabei sind Auftrag und inhaltliche Stoßrichtung dieselben und unverändert: Die Weltgesundheitsorganisation WHO beschreibt sexuelle und affektive Gesundheit als „Zustand des körperlichen, emotionalen, mentalen und sozialen Wohlbefindens in Bezug auf die Sexualität und nicht nur das Fehlen von Krankheit, Funktionsstörungen oder Gebrechen“; auf der Definition baut der Luxemburger Mehrjahresplan auf. Sexuell gesund zu sein, bedeutet demnach, sich wohl im und mit dem eigenen Körper zu fühlen und adäquate Gesundheits- oder Beratungsdienste erhalten, sollte dies nicht der Fall sein. Es existieren unterschiedliche Ansätze, um die sexuelle Gesundheit zu fördern: in der Erziehung, wenn es darum geht, Werte gesunder und einvernehmlicher Sexualität

zu vermitteln, juristisch, wenn es darum geht, das Recht der Selbstbestimmung und körperlichen Unversehrtheit abzusichern und diesbezügliche Verstöße zu ahnden, in der Gesundheitsversorgung, wenn beispielsweise durch sexuelle Gewalt Traumatisierte Unterstützung brauchen oder Frauen unerwünscht schwanger werden.

Was macht das Cesas?

Weil das Feld der sexuellen Gesundheit weit und die Zahl der Akteure groß ist, und weil das Thema nicht ohne politische Brisanz ist, schließlich zählen ideologisch umkämpfte Themen wie die Abtreibung dazu, hat die Regierung 2017 das nationale Referenzzentrum für die Förderung der affektiven und sexuellen Gesundheit, Cesas, ins Leben gerufen. Es soll sich mit Vertretern der vier Ministerien konzertieren, Fortbildungen für Fachpersonal anbieten, BürgerInnen helfen, neutrale, wissenschaftlich valide Informationen zu bekommen sowie Akteure und Aktivitäten, die bislang teils lose vernetzt waren, zusammenbringen. Allerdings ist fraglich, ob das Zentrum diese Funktion derzeit optimal erfüllt. „Die Kernkompetenzen sind im Aufbau“, sagte die Cesas-Direktionsbeauftragte Isabel Scott; die Vernetzung der Teilbereiche sei „eine Herausforderung“, die Zeit brauche. Laut Aktionsplan wird unter dem Stichwort „Entwicklung und Verstärkung des Netzwerks zur Zusammenarbeit mit den verschiedenen Bereichen und den implizierten Fachpersonen“ speziell das Cesas aufgeführt.

Seit seiner Gründung ist öffentlich nicht viel über die konzeptuelle und zusammenführende Netzwerkfunktion des Cesas bekannt geworden. Auf der Konferenz in Walferdingen präsentierte dessen Leitung eine Broschüre der Akteure, die im Netz nachzulesen ist. In Zusammenarbeit mit Fachorganisationen und fanden Konferenzen rund um die sexuelle und affektive Gesundheit statt. Aber welche Gesamtstrategie die Akteure verfolgen und umsetzen, um sexuelle Gesundheit zu fördern und welche Impulse und welches fachliches Input das Cesas dabei leistet, ist für externe BeobachterInnen schwer zu erkennen.

Konferenz ohne Kontroverse

Auch die Konferenz am Dienstag brachte nicht viel Erhellendes. Statt sich zu Aktionen für den neuen Plan zu äußern, bestehende Lücken benennen und so eine kritische Rezeption des Plans zu ermöglichen, hielten Organisationen wie Femmes

Auf der Fachkonferenz in Walferdingen wurde nicht kontrovers diskutiert. Dabei gibt es durchaus größeren Klärungsbedarf, etwa bei der so genannten sexuellen Assistenz

en détresse oder die Aidsberodung Impulsreferate über ausgewählte Initiativen und Projekte, die deren Stellenwert im Aktionsplan unklar blieb. Herausforderungen wurden kaum angesprochen, eine kontroverse Fachdiskussion gab es nicht.

Dabei gäbe es fünf Jahre nach der Vorstellung des ersten Plans allerlei zu klären. Denn um den neuen Aktionsplan zu erstellen, waren vor zwei Jahren Arbeitsgruppen zu verschiedenen Themenschwerpunkten ins Leben gerufen worden, die über die weitere Vorgehensweise und konkrete Projekte beraten sollten. MedizinerInnen, SozialarbeiterInnen und andere Sachverständige sind keineswegs alle einer Meinung. Es gibt unterschiedliche inhaltliche Vorstellungen, je nach Zielgruppe. Und es gibt philosophische Gegensätze. Und die betrifft nicht nur den viele Jahre lang hart umkämpften Schwangerschaftsabbruch.

Ein kontroverses Thema sind beispielsweise sexuelle Dienstleistungen für Menschen im Alter oder Menschen mit Behinderungen. Von den einen als Weg gepriesen, Personen, die sich selbst nicht berühren können oder sonst Schwierigkeiten haben, Sex zu erleben, eine selbstbestimmte Sexualität zu erlauben, lehnen andere, wie das Planning familial dies ab. Sie sehen darin eine Kollision mit der sexuellen Selbstbestimmung von Frauen: In Ländern, in denen es die Sexualassistenz gibt, werden die Dienste vornehmlich von Männern gefordert und beansprucht und von Frauen geleistet. Der weibliche Körper wird zur käuflichen Ware.

Nicht einmal Behindertenvereine sind sich bei dem Tabuthema einig: Als der an Muskelschwund

erkrankte französische Aktivist Marcel Nuss den ungehinderten Zugang für Behinderte zur Prostitution forderte, konterte die Behindertenorganisation Femmes pour le dire, femmes pour agir mit der Forderung nach einer „tiefgründigen Reflexion“ über die menschliche Sexualität. „En aucun cas la prostitution, quel que soit son habillage, ne peut constituer une réponse“, schrieb deren Präsidentin Maudy Piot. Die Antwort könne nicht eine zusätzliche Dienstleistung sein, sondern „l'ouverture de l'environnement en termes de réelle accessibilité, pour permettre la multiplication des opportunités de rencontres, comme par exemple dans les lieux de loisirs“.

Selbstbestimmung: wie, für wen?

Mit der Sexualassistenz, so ihre Kritik, entledige sich die Mehrheitsgesellschaft ihres schlechten Gewissens, dass sie solche Räume nicht nur nicht schafft, sondern oft sogar behindere. Nicht-behinderte und behinderte Menschen begegneten sich kaum, viele Behinderte leben in Einrichtungen, die sie selten verlassen, um unter andere Menschen zu kommen. Auch im Heim sind sie nicht selten vereinzelt und isoliert, was die Gefahr erhöht, dass sie Opfer unerwünschter sexueller Aktivitäten oder Missbrauch werden, ein weiteres Tabu in der Debatte um sexuelle Gesundheit bei Menschen mit Behinderungen. Eine diesbezügliche Arbeitsgruppe wird von Info-Handicap koordiniert. Doch außer der Idee einer Partnerbörse stockt der Reflexionsprozess, der sich als schwierig, weil kontrovers entpuppt.

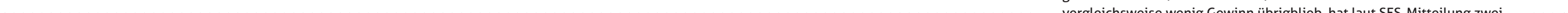
Ähnlich delikater ist die Debatte um Sexualität im Alter, die vor Jahren von der Confédération des organismes prestataires d'aides et de soins (Copas) angestoßen wurde, aber bis heute zu keinem Konsens im Sektor geführt hat: Sollen Seniorenheime männliche Bewohner zu Bordellen fahren, damit sie dort sexuelle Bedürfnisse ausleben? Welches Bild von Sexualität und Beziehungen steht dahinter, wenn davon ausgegangen wird, Menschen, oder vielmehr Männer hätten ein Recht auf Sexualität, das um den Preis der Vermarktung des weiblichen Körpers erfüllt werden muss? Was bedeutet diese Sichtweise für andere Männer, die Schwierigkeiten haben, Zugang zu Frauen zu finden? Es sind Fragen wie diese, die einer Klärung harren. Aktionsplan hin oder her – niemand scheint bisher einen Weg gefunden zu haben, wie diese konfliktträchtigen Themen angegangen und professionelle weiterführende Haltungen gefunden werden können, die dann in konkreten Aktionen münden.

Aus alt mach neu



1/2

ticker



Fusionen

Die Banque Raiffeisen teilte diese Woche mit, mit den 13 letzten noch nicht in die Bank integrierten lokalen Kassen zu fusionieren. Diese Nachricht schob die Bank in die hinteren Abschnitte einer Pressemitteilung über die Schaffung eines konsultativen Beirates, den die Bank als moderne Innovation verkaufen möchte. Dabei reduziert sie aber im Gegenzug die Zahl der Mitglieder im Verwaltungsrat, die dort über ein Stimmrecht, also reale Macht verfügen. Wie aus den Fusionsprojekten hervorgeht, besitzen die Kassen so einiges an Immobilien, die in den Besitz der Bank überführt werden. Im Gegenzug stellt die Bank die Ausstellung von Aktien von je 25 Euro das Stück in Aussicht. Wie viele sie davon aushändigen wird und wie das den Kapitalschlüssel der anderen Genossenschaftsmitglieder/Aktionäre, darunter die Post, beeinflussen wird, dazu äußerte sich die Raiffeisen in ihrer Mitteilung nicht. ms

Aggressiv

Nachdem EU-Kommissar Pierre Moscovici am Dienstag herzlich in Luxemburg empfangen wurde, legte die EU-Kommission am Donnerstag ihren nicht ganz so herzlichen Länderbericht im rahmen des Europäischen Semesters für Luxemburg vor. Denn darin attestiert sie Luxemburg gesunde Staatsfinanzen und geht für 2019 von einem Wirtschaftswachstum von 2,5 Prozent aus. Sie sagt aber auch, dass die Renten riskierten, die Staatsfinanzen aus dem Gleichgewicht zu bringen, und rät deshalb, das Renteneintrittsalter und die Beiträge zu erhöhen. Außerdem nimmt die Kommission darin wieder die Luxemburger Steuergesetze unter Beschuss: „Luxembourg’s tax rules appear to be used by multinationals engaged in aggressive tax planning structures, but some steps are taken to limit such practices.“ Schritte, die, wie es weiter heißt, der Umsetzung europäischer und internationaler Initiativen entsprechen. ms

Transparence – mode d’emploi

Ébahis, les députés semblent découvrir leur propre code de conduite « en matière d’intérêts financiers et de

conflits d’intérêts ». Le passage, croustillant, se cache dans un procès-verbal de la Commission des Finances et du Budget (Cofibu) du 14 décembre 2018. Alors que les parlementaires examinaient la transposition de l’Anti-Tax Avoidance Directive (Atad), le député et avocat d’affaires Laurent Mosar (CSV) propose une motion hyper-technique, censée protéger les sociétés de titrisation « orphelines ». Tout d’un coup, Franz Fayot (LSAP) somme Laurent Mosar « d’indiquer la source de la modification du texte de la motion ». On lit dans le PV : « Il s’ensuit un débat animé sur l’obligation des députés de déclarer les contacts qu’ils ont eu avec des représentants d’intérêts publics ou privés ». À Sven Clement (Pirates) de sortir le code de conduite et d’en lire des passages aux collègues réunis. Notamment l’article 5 qui stipule que « dans la mesure où les interventions du représentant d’intérêts sont susceptibles d’avoir un impact direct sur un texte législatif en discussion, le député en fait mention lors des débats en commission et le rapporteur, le cas échéant, dans son rapport écrit. »

Franz Fayot admettra avoir mené des discussions « avec des représentants d’intérêts privés » mais ne pas les avoir déclarées « puisque, contrairement au membre du groupe parlementaire CSV, il ne propose pas de modifications allant dans le sens de ces représentants ». Enfin, Gilles Roth (CSV) lèvera le suspens expliquant que le texte de la motion « ressort d’une discussion menée avec un cabinet d’avocats ». Soudain, certains membres de la Cofibu



retrouvent leur mémoire et « déclarent avoir également été contactés, d’autres non ». (Embarrassés, les députés du DP préféreraient se taire.) Le PV ne mentionne pas de quelle étude d’avocats il s’agissait. Contactés par le Land, ni Mosar ni Roth n’ont souhaité donner plus de précisions sur ce point. Le premier explique qu’il aurait évidemment déclaré des prises de contact s’il s’était agi « de l’ABBL ou de l’Alfi qui auraient fait du lobbying officiel ». « Si une personne me dit : ‘Fais attention, un secteur économique risque de s’en aller vers l’Irlande’, je ne le vois pas comme du lobbying », estime de son côté Gilles Roth. » bt



Les employés de Cargolux débarqués

Coup de tonnerre sur le Cargocenter. La Direction de l’aviation civile (DAC) demande à Cargolux de se mettre en conformité au regard du droit international applicable au transport aérien et plus précisément de revoir l’autorisation donnée à ses employés d’utiliser les vols commerciaux à des fins privées. Depuis des années, la pratique est tolérée et interprétée comme un avantage implicite à l’embauche au sein de la compagnie de fret aérien. Les 1 436 salariés de l’entreprise (selon le dernier décompte officiel) voyagent à moindres frais en s’installant dans les six sièges placés dans la cabine des Boeing 747. Mais bénéficier gratuitement du réseau de 90 destinations prendra fin le 15 mars. Suite à l’un de ses audits, la DAC a enjoint le sixième acteur mondial du secteur de mettre fin à son interprétation des règles en vigueur. Selon le point 8.5 de l’annexe 18 à la convention relative à l’aviation civile internationale (amendée pour la dernière fois en 2011), « aucune marchandise dangereuse ne sera transportée dans une cabine occupée par des passagers ni dans le poste de pilotage d’un aéronef ». Contacté, le département communication de Cargolux souligne que la

limitation des vols loisir des salariés s’appliquera sur les transports de « certains biens dangereux ». « Il n’y a pas d’interdiction générale », précise la sibylline communication du groupe. Parmi les salariés on comprend que dans les faits, compte tenu des marchandises transportées et des difficultés à aligner les emplois du temps personnels sur la nature des vols, une très grande majorité d’entre eux leur deviendront inaccessibles. La direction de Cargolux espère pouvoir clarifier les règles dans l’intérêt de ses salariés lors d’une réunion de l’organisation civile internationale de l’aviation au cours du mois d’avril. Pso

La SPTF, un PPP pour le SPM. WTF?

Les ministres en charge de la Coopération, Paulette Lenert (LSAP), et des Finances, Pierre Gramegna (DP), ont célébré mardi l’arrivée à Luxembourg d’un nouvel acteur de l’économie sociale (et de la siglaison). Bienvenue a été souhaitée au bureau européen de la SPTF, la Social Performance Task Force, une organisation non gouvernementale et non lucrative qui se destine à l’élaboration d’un « langage commun » aux parties prenantes de la finance inclusive et responsable. La SPTF, financée par des donations étatiques et par ses membres issus du secteur financier, travaille à la convergence des initiatives engagées en matière de traçabilité et de mesure de l’efficacité dans la microfinance (crédits et services bancaires aux personnes en marge) et les investissements respectueux de normes sociales voire environnementales. On parle de SPM. Pour Social Performance Management. Le fraîche-ment installé chef du ESPTF-Europe et ancien responsable des investissements de la fondation Crédit Agricole-Grameen (banque pionnière du microcrédit qui a valu à son fondateur Muhammad Yunus le prix Nobel de la Paix), Jürgen Hammer, compare la nécessité d’élaboration de ces normes à celles – IFRS – édictées en 2001 par les comptables pour harmoniser l’élaboration des bilans des sociétés. « Les acteurs financiers exigent de la responsabilité (accountability) » et celle-ci ne passe que par un « langage commun », martèle-t-il. Comment rendre compte aux investisseurs de l’efficacité des rendements sociaux de l’argent qu’ils ont placé à

so viel Gewinn wie 2017 hatte der Satellitenbetreiber SES am Ende des Geschäftsjahres 2018 übrig: nur noch 292,4 Millionen Euro. Dabei war der Umsatz mit rund zwei Milliarden Euro ungefähr gleich hoch wie im Vorjahr und auch das Ergebnis vor Zinsen, Steuern und Abschreibungen fiel um nur 5,2 Prozent auf 1,255 Millionen Euro. Dass am Ende vergleichsweise wenig Gewinn übrigblieb, hat laut SES-Mitteilung zwei Hauptursachen: 2018 machte SES eine Steuergutschrift von rund 42 Millionen Euro geltend, während sie im Vorjahr 130,6 Millionen Euro betragen hatte. Außerdem nahm SES vergangenes Jahr Wertberichtigungen in Höhe von 156,4 Millionen Euro vor, während es 2017 nur 40,3 Millionen Euro waren. SES will dennoch eine unveränderte Dividende von 80 Cent pro Aktie auszahlen. ms

propos ? A partir de quand une obligation verte (*green bond*), telles que celles cotées et promues à la Bourse de Luxembourg, peut-elle se considérer verte sans être taxée de *greenwashing* ? Est-ce que les applications digitales, garantissant l’accès aux crédits à des personnes exclues des circuits bancaires classiques, ne placent pas ces dernières dans une situation de surendettement ? Le bureau européen de la Social Performance Task Force, pour l’heure composé du seul Jürgen Hammer, veillera à codifier ces pratiques sur le Vieux continent depuis le Luxembourg. Installée à la Maison de la microfinance (rue Glesener à Luxembourg-Ville) SPTF-Europe collaborera localement avec la Banque européenne d’investissement, l’association des fonds, la Bourse de Luxembourg ou encore le régulateur la Commission de surveillance du secteur financier. La Commission européenne (Bruxelles) et l’Organisation de coopération et de développement économiques (Paris) ne sont pas très loin non plus. « Il est important pour notre pays de promouvoir l’investissement responsable et de s’y positionner très clairement en tant que plateforme reconnue », fait valoir la ministre de la Coopération. « C’est un grand moment pour la microfinance luxembourgeoise et pour la microfinance tout court », se félicite encore son collègue de la rue de la Congrégation. Les 300 000 euros investis par chaque ministère plus les 300 000 à la charge de la SPTF (sur trois ans) permettent au gouvernement de faire coup double. Ce partenariat public privé, ou PPP, permet à l’État de répondre à son engagement en matière d’aide au développement et de développer son propre centre financier. (photo : Pso) Pso



Lehren aus Lettland

Michèle Sinner

Es ist nicht ganz auszuschließen, dass es nächsten Donnerstag in Frankfurt zu Verlegenheitsszenen kommen könnte und zwei Dutzend der wichtigsten europäischen Bankiers in den exekutiven Höhen des Zentralbankturms auf die Spitzen ihrer blank polierten Schuhen starren. Denn möglicherweise könnte dort Ilmars Rimsevics nach einem Jahr unfreiwilliger Abwesenheit zur Ratssitzung erscheinen und die Kollegen vielleicht ein wenig unsicher sein, wie sie den lettischen Zentralbankgouverneur begrüßen sollen.

Sollte es so weit kommen, wäre das ausgerechnet darauf zurückzuführen, dass der Europäische Gerichtshof den Anträgen der Europäischen Zentralbank (EZB) sowie Rimsevics selbst stattgab. Am Dienstag entschieden die Richter auf Kirchberg, Lettland, dessen Anti-Korruptionsbehörde Knab vor einem Jahr die Untersuchung einleitete, die Ende Juni 2018 zu Rimsevics' Anklage wegen Bestechung führte, habe keine hinreichenden Anhaltspunkte vorgelegt, um die Sanktionen zu rechtfertigen, die den Zentralbankgouverneur daran hinderten, sein Amt auszuüben. Denn noch vor der Anklage hatten die lettischen Autoritäten Rimsevics unter anderem Reiseverbot erteilt, was es ihm seit vergangem Februar unmöglich machte, an den EZB-Ratssitzungen in Frankfurt teilzunehmen. Nach der EuGH-Entscheidung erschien Rimsevics am Mittwoch in Riga prompt bei der Zentralbank zur Arbeit, wie ein Sprecher der Bank Nachrichtenagenturen gegenüber bestätigte. Da Lettland vom EuGH angeordnet wurde, die Sanktionen aufzuheben, sind Rimsevics Auslandsreisen nicht länger verboten, auch wenn er für einen Ausflug nach Frankfurt noch eine Genehmigung einholen müsste.

Mitten im Brexit-Wahnsinn, vier Monate vor den Europawahlen und pünktlich zum 20. Jubiläum der Einheitswährung, stärkt der Fall Rimsevics nicht unbedingt das Vertrauen in die Europäischen Institutionen. Denn er könnte nach den Eurokrisen und verheerenden Sparprogrammen des vergangenen Jahrzehnts manchen Beobachter zur Schlussfolgerung verleiten, dass das Führungspersonal in den EU-Institutionen nicht nur moralisch, sondern auch im unübertragenen Sinne korrupt ist.

Zentralbankgouverneur Rimsevics wird laut EuGH-Unterlagen von der lettischen Staatsanwaltschaft vorgeworfen, sich von einer privaten Bank eine Reise auf die russische Halbinsel Kamtschatka zum Fischen bezahlt zu haben lassen. Er soll sich außerdem darauf eingelassen haben, sich im Gegenzug für 500 000 Euro bei der Bankenaufsicht einzusetzen und tatsächlich 250 000 Euro angenommen haben – die Bank, hieß es aus Lettland, sei mit Rimsevics Ergebnissen nicht zufrieden gewesen und habe deshalb nur das halbe Schmiergeld bezahlt. Verurteilt ist Rimsevics, der alle Vorwürfe bestreitet, allerdings bisher nicht und deshalb gilt nicht nur für ihn die Unschuldsumutung.

Dieser Umstand brachte die EZB in die missliche Lage, seinetwegen vor den EuGH ziehen zu müssen, um klären zu lassen, ob die Sanktionen gegen ihn einer Amtsenthebung entsprechen, die nach Artikel 14.2 der Statuten des Europäischen Zentralbanksystems (EZSB) und der EZB nur zulässig ist, „wenn er die Voraussetzungen für die Ausübung seines Amtes nicht mehr erfüllt oder eine schwere Verfehlung begangen hat“ und ansonsten als Angriff auf die Unabhängigkeit des Zentralbankiers zu werten ist – in diesem Falle durch die Regierung Lettlands. Für die EZB war die Frage umso dringlicher, da es die Sanktionen Rimsevics unmöglich machten, seiner Stellvertreterin seine Stimmrechte zu übertragen. Daher mussten die Anwälte der EZB bei der Verhandlung in Kirchberg vergangenes Jahr peinlicherweise einräumen, dass die Zentralbank durch Rimsevics Abwesenheit bei den Ratssitzungen die Beschluss- und dadurch ihre Handlungsunfähigkeit riskierte, wenn das notwendige Abstimmungsquorum nicht erreicht werden könne – keine gute Situation für eine Zentralbank, deren Vertreter den Finanzmarktteilnehmern ansonsten zu verstehen geben, dass sie allzeit bereit sind, alles zu tun, um den Euro zu bewahren. Daher beschloss der EuGH bereits Ende vergangenen Juli, dass die Stimmrechte Rimsevics übertragen werden müssten.

Nun ist davon auszugehen, dass eine ganze Menge Leute in den Chefetagen der unterschiedlichen EU-Institutionen wütend auf die lettischen Behörden sind. Denn aus dem EuGH-Urteil geht klar hervor, dass die Richter die Vertreter der lettischen Regierung mehrmals darum baten, irgendeinen Anhaltspunkt zu erbringen, um die Sanktionen zu rechtfertigen. Sie wären demnach nicht ungeneigt gewesen, Rimsevics eine „schwere Verfehlung“ zu attestieren – auch ohne rechtskräftige Verurteilung in einem Strafverfahren vor einem lettischen Gericht. Doch die Letten zierten sich, verwiesen angesichts der Nachfrage der EuGH-Richter auf das Ermittlungsgeheimnis. In den 44 Dokumenten, die sie vor EuGH vorlegten, konnten weder die Generalanwältin, noch die Richter einen triftigen Hinweis für Rimsevics Bestechlichkeit finden. Nachdem die Generalanwältin bereits ihre Schlussanträge gestellt hatte, wollten sie im Januar plötzlich neue Informationen liefern, ohne das mündliche Verfahren wieder zu eröffnen, änderten dann ihre Meinung, wollten das mündliche Verfahren wiederaufnehmen, gaben aber keinen Hinweis, was sie als Beleg einbringen könnten. Darauf entschied der EuGH, ohne neue Hinweise den am Dienstag verkündeten Beschluss zu fassen.

Das dürfte auch die EZB verärgern. Denn ihr Chef Mario Draghi hat es bisher tunlichst vermieden, Solidarität mit Rimsevics zu bekunden. Bei der Pressekonferenz nach der EZB-Ratssitzung, die am 14. Juni 2018 zwei Wochen vor der Anklage Rimsevics in Riga stattfand – ohne Gastgeber – sagte Draghi: „the ECB is not taking any side on this.“ Bei Anhörungen im Europaparlament (EP) drei Wochen später erklärte Draghi, die Entscheidung, vor den EuGH zu ziehen, sei nicht dazu gedacht, die strafrechtliche Ermittlung

in Lettland zu behindern. Er habe dies in zwei separaten Briefen an den lettischen Premier und Finanzminister explizit dargelegt. „This is where we stand. The first thing is to see the national investigation is continuing. Since then, since we made this reference to the European Court of Justice, there has been an indictment, if I'm not mistaken, and the situation is in evolution in the country itself.“ Die Frage der Europaabgeordneten Pervenche Berès, ob er etwas von den Korruptionsvorwürfen vor der Suspendierung Rimsevics gewusst habe, ließ Draghi unbeantwortet bis der Sitzungspräsident Berès das Wort wegnahm.

Kein Vertrauensvotum in den Kollegen Rimsevics, der immerhin seit 2001 Zentralbankgouverneur ist und mit dem Draghi, der selbst seit 2005 Zentralbankämter ausübt, die vergangenen 14 Jahre zusammengearbeitet hat. Diese Haltung ist umso bemerkenswerter, denn für den griechischen Kollegen, Yannis Stournaras, legte er 2017 vor demselben EP-Ausschuss die Hand ins Feuer, nannte ihn „ein zuverlässiges Mitglied des EZB-Rates“ trotz einer Razzia der griechischen Anti-Korruptionsbehörden im Büro von Stournaras Frau, nachdem der Zentralbankchef versucht hatte, bei maroden Banken durchzugreifen.

Auch Rimsevics hat versucht, sich mit dem Argument zu verteidigen, er habe Feinde in der lettischen Bankenlandschaft, weil er versucht habe, dort aufzuräumen. Vor dem EuGH argumentierte er, der Zeuge, auf den sich die Letten bei ihren Korruptionsvorwürfen berufen, sei nicht vertrauenswürdig, denn er sei 2016 selbst wegen Geldwäsche verhaftet worden. Er habe Rimsevics im Gegenzug für die Einstellung der Ermittlungen gegen ihn belastet. Bei der Bank handelt es sich um Trasta Komercbanka, deren Lizenz die EZB 2016 entzog, nachdem sie im Zentrum des in den Medien „Russian Laundramat“ getauften Skandals um die Wäsche von aus Russland stammenden Milliardenbeträgen gestanden hatte.

Da in den vergangenen Jahren und Monaten immer mehr Fälle von Geldwäsche in lettischen Banken bekannt wurden, ist allerdings zweifelhaft, dass unter der Führung der langjährigen Leitfigur der lettischen Finanzbranche Rimsevics irgendetwas aufgeräumt worden wäre. Vergangenen November kam es zu Anklagen gegen Danske Bank, die über Lettland rund 200 Milliarden Euro gewaschen haben soll – ein Riesenskandal. Tage vorher meldeten öffentlich-rechtliche Medien in Riga, die Anti-Korruptionsbehörde verdächtige Rimsevics nun auch im Zusammenhang mit der ABLV. *Lsm.lv* berichtete, Knab glaube, dass Rimsevics Falschinformationen über die Bank an die US-Behörden geliefert habe, um sich dafür zu rächen, dass sie sein Angebot, ihre Interessen im Ausland gegen Bezahlung zu vertreten, ausgeschlagen habe.

Das US-amerikanische Finanzministerium schloss ABLV im Februar 2018 wegen vermeintlicher Verstöße gegen amerikanische Nordkorea-Sanktionen vom Dollar-Verkehr aus und besiegelte dadurch ihr Schicksal. Nachdem die ABLV Notkredite (Ela) er-

Die lettische Korruptionsbehörde Knab glaubt, Rimsevics habe Falschinformationen über die ABLV an die US-Behörden geliefert, um sich dafür zu rächen, dass die Bank sein Angebot, ihre Interessen im Ausland gegen Bezahlung zu vertreten, ausgeschlagen habe

halten hatte, wurden ihr alle Zahlungen untersagt und sie ging freiwillig in Liquidation. Ihre Filiale in Luxemburg, deren Abwicklung Luxemburger Gerichte verhinderten, obwohl der Europäische Resolutionsmechanismus beschlossen hatte, für die ABLV-Gruppe bestehe kein Rettungsbedarf, ringt noch immer ums Überleben. Ihr Gläubigerschutz wurde Anfang Februar bis Juli verlängert, um die Übernahmeverhandlungen mit der Duet Group abschließen zu können, wie ABLV in Riga mitteilte.

Der Fall ABLV offenbarte noch andere Probleme für die EZB und die Aufsicht der europäischen Banken. Denn die EZB ist nicht für die Durchsetzung der Anti-Geldwäscheregeln zuständig. Als nach der Finanzkrise die Europäische Bankenaufsicht gegründet wurde, blieb diese Kompetenz bei den nationalen Aufsichtsbehörden. Das wiederholten Vertreter der EZB und der bei ihr angesiedelten, Gemeinsamen Bankenaufsicht SSM nach im Fall ABLV mehrmals. Doch dass die Beträge die nach Riga flossen, das sich als Brückenkopf der ehemaligen UDSSR-Mitglieder in der EU verstand, groß genug waren, dass auch die für die Liquidität zuständigen Zentralbanken aufmerksam hätten werden können, zeigt ein Bericht des Policy Department for Economic Scientific and Quality of Life Policies des Europaparlaments von vergangem Dezember. Demzufolge schrumpften die Aktiva bei den lettischen Banken vom zweiten auf das dritte Quartal 2018 schlagartig um zehn Prozent (2,5 Milliarden Euro).

Nach dem Fall ABLV beeilten sich die Behörden in Riga tatsächlich, das Problem Geldwäsche anzugehen. Sie erließen ein Gesetz, das den Banken verbot, Gelder von Briefkastenfirmen anzunehmen, deren Herkunft nicht eindeutig geklärt ist. Daraufhin fiel der Prozentsatz der Einlagen ausländischer Kunden von rund 40 Prozent Ende 2017 (vor dem ABLV-Skandal) auf 20 Prozent im November 2018. Die

Behörden, hieß es in Erklärungen zur Maßnahme, hätten mit der rasanten Entwicklung der lettischen Bankenbranche nicht mithalten können, die zuständigen Stellen im Kampf gegen die Geldwäsche seien unterbesetzt und Sanktionen rar gewesen.

Der Fall Rimsevics und die Probleme am Finanzplatz in Riga sind für Luxemburg daher nicht nur als Mitglied der Währungsunion von Interesse, über die Rimsevics nun theoretisch wieder bis zum Ende seiner Mandatszeit Ende 2019 mitbestimmt. Sondern auch als kleines Land mit einem Finanzplatz internationaler Ausrichtung – an dem mitunter größere Mengen Geld gewaschen werden. Denn diese Woche erklärte der lettische Außenminister Edgars Rinkēvics im öffentlich-rechtlichen Radio, der Kampf gegen die Geldwäsche sei eine Frage der nationalen Sicherheit. Als Nato-Mitglied an der Grenze des früheren Besetzers Russland, ist man in Riga sicherlich sensibler dafür, wenn der große Bruder riskiert, sich für die kleinen Geschwister in Europa nicht die Hände schmutzig machen zu wollen. Doch darüber hinaus legen demnächst die Kontrolleure des Europarat-Gremiums gegen Geldwäsche und Terrorismusfinanzierung Moneyval ihren Fortschrittsbericht über die Aufräumarbeiten am Finanzplatz in Riga vor. Deswegen unterstrich Rinkēvics, es sei nicht nur wichtig Gesetze gegen Geldwäsche zu erlassen. Sie müssten auch durchgesetzt werden. Und nachdem der EuGH Rimsevics am Dienstag erlaubte, den Dienst bei der Zentralbank wieder anzutreten, ärgerte sich Premierminister Krisjānis Kariņš über die Langsamkeit der lettischen Justiz: „Wie kann es sein, dass ein solcher Prozess mehr als zwölf Monate braucht?“, wurde er zitiert.

Dererlei Einsichten könnten demnächst auch in Luxemburg geäußert werden. Laut Kalender der Financial Action Task Force FATF, besser unter ihrem französischen Kürzel Gafi bekannt, sollen deren Kontrolleure voraussichtlich nächstes Jahr wieder hier vorbeischauen. Sie werden sich sicherlich auch dafür interessieren, ob Luxemburg die Anti-Geldwäschebestimmungen effizient durchsetzt, wie der CSV-Abgeordnete Laurent Mosar schon vor einem Jahr im *Land* warnte. Von besonderem Interesse dürfte dabei der Fall der Banque Rothschild Luxemburg sein, über die dreistellige Millionenbeträge aus dem malaysischen Staatsfonds 1MDB abgezweigt wurden und die dadurch in einen der bisher größten Korruptions- und Geldwäscheskandale weltweit verwickelt ist. Obwohl die CSSF Rothschild bereits im Sommer 2017 einen Bußgeldbescheid über rund neun Millionen Euro schickte, ist es bisher nicht zu Anklagen oder einem Prozess gekommen. Vergangenen Juli forderte die EU-Kommission Lettland und Luxemburg zusammen mit anderen Ländern auf, die vierte Anti-Geldwäsche-Richtlinie vollständig umzusetzen. Lettland spürte und legte einen Aktionsplan vor. Luxemburg wurde von der EU-Kommission im November vor dem EuGH verklagt, unter anderem, weil das Register für die wirtschaftlichen Eigentümer fehlte, das am dem heutigen Freitag endlich operativ sein soll.

Der wegen Korruption angeklagte Zentralbankgouverneur Ilmars Rimsevics ist wieder im Dienst. Für Luxemburg ist das nicht nur als Euro-Land relevant, sondern auch als internationales Finanzzentrum



Die Richter vom EuGH am Dienstag bei der Urteilsverkündung auf Kirchberg. Sie forderten Lettland eindringlich auf, Anhaltspunkte zu geben, die Rimsevics Fehlverhalten und die Sanktionen gegen ihn rechtfertigen würden. Doch die Letten zierten sich und die Richter hoben daraufhin die Sanktionen gegen ihn auf



La mondialisation est en perte de vitesse

Slowbalisation



Un porte-conteneurs, symbole de la mondialisation

Georges Canto

Mauvaise surprise pour les 7 000 ouvriers de l'usine Nissan de Sunderland, dans le nord-ouest de l'Angleterre. Début février, le constructeur automobile japonais a révélé qu'il n'y produirait pas la nouvelle version de son *crossover* « X-Trail » destinée au marché européen. L'étonnant dans l'affaire n'est pas la décision elle-même, mais plutôt que la fabrication de la voiture allait être assurée par son usine de Kyushu au Japon ! À peine deux semaines plus tôt, Philips avait annoncé la fermeture prochaine de son usine de biberons de Glemsford, non loin de Cambridge, dont la production sera rapatriée aux Pays-Bas.

Dans les deux cas, la relocalisation est directement liée au Brexit, mais elle illustre bien un phénomène apparu il y a déjà quelques années, et qui, même s'il reste encore limité, participe selon de nombreux économistes d'une remise en cause de la mondialisation, une évolution que l'observateur de tendances néerlandais Adjiedj Bakas a nommée « slowbalization ». Le 26 janvier 2019, l'hebdomadaire britannique *The Economist* y a consacré sa couverture, avec le dessin... d'un escargot.

La mondialisation ne va pas reculer, mais son rythme va considérablement ralentir par rapport à son âge d'or communément situé entre 1990 et 2010. Ce qui risque de confronter la planète à des problèmes inédits. L'aspect le plus visible du phénomène est la contraction des échanges, déjà visible depuis plusieurs années, mais accentué au cours des mois récents, comme l'ont montré les chiffres publiés par l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en janvier dernier.

La base 100 de son indice trimestriel des échanges commerciaux est la tendance de long terme du commerce mondial. Or il était en janvier au niveau de 96,3, le plus bas depuis mars 2010 ! Déjà au trimestre précédent, il ne s'élevait qu'à 98,6. À l'évidence, la dynamique du commerce mondial s'essouffle. Les indices pour les commandes à l'exportation (95,3), le fret aérien international (96,8), la production automobile (92,5), les composants électroniques (88,7) et les matières premières agricoles (94,3) sont les plus touchés, avec les valeurs les plus faibles depuis la crise financière. Mi-février, l'OMC a diminué de 0,2 point ses perspectives de croissance pour le commerce mondial en 2019, avançant un chiffre de 3,7 pour cent, qui sera probablement abaissé une nouvelle fois dans les mois à venir.

Entre 1990 et 2008 les échanges mondiaux étaient passés de 39 à 61 pour cent du PIB mondial, mais la proportion n'était plus que de 58 pour cent en 2018. Les investissements transfrontaliers des sociétés ont baissé encore plus nettement, passant de 3,5 à 1,3 pour cent du PIB entre 2007 et 2018, alors qu'entre 1985 et 2005, ils avaient augmenté deux fois plus vite que le commerce et que la production. La tendance est clairement au ralentissement, ce que l'OMC qualifie de « perte d'élan ».

Cette évolution est liée à des facteurs conjoncturels, comme l'affaiblissement de la croissance mondiale. Selon le rapport « Global Economic Prospects » publié par la Banque mondiale en janvier 2019, la croissance mondiale serait de 2,9 pour cent cette année contre trois pour cent en 2018.

Une diminution apparemment dérisoire mais qui s'inscrit dans une tendance de long terme. Le chiffre de 2018 a déjà été légèrement inférieur aux prévisions. En 2019 la croissance devrait être de seulement deux pour cent dans les économies avancées, contre 2,2 pour cent en 2018. Dans les économies émergentes et en développement, elle devrait rester stable mais à un taux de 4,2 pour cent, plus faible que prévu, pour cause de ralentissement de la demande extérieure, d'accroissement des charges d'emprunt, d'incertitudes politiques et de pressions des marchés financiers sur certains grands pays. Mais le ralentissement de la croissance n'est pas seulement une cause de la « slowbalization » (que le quotidien québécois *Le Devoir* a traduit le 25 janvier par « moudialisation »). Il en est aussi une résultante.

Le second facteur conjoncturel tient aux tensions commerciales entre les États-Unis, la Chine et l'Union européenne. L'administration américaine menace de porter de 10 à 25

Les multinationales tentent de limiter les risques politiques et les coûts d'une dispersion excessive de leur organisation productive. Elles préfèrent désormais une intégration régionale plutôt que mondiale

pour cent les droits de douane sur 200 milliards de dollars de produits chinois importés aux États-Unis. L'UE craint l'instauration, par les États-Unis, de taxes douanières sur les importations de voitures, pour des raisons de « sécurité nationale ». Elle met elle-même en place, comme outre-Atlantique, des mesures de contrôle des investissements étrangers. Même si, selon le quotidien français *Les Echos*, « on reste pour l'instant surtout dans le discours », il règne un climat d'incertitude très pénible, qui jusqu'à présent a surtout pesé sur les mouvements de capitaux (les investissements chinois en Europe et aux États-Unis ont chuté de 73 pour cent en 2018).

Mais il faut aussi compter avec des raisons structurelles, qui sont appelées à persister, remettant ainsi en cause la mondialisation telle qu'on l'a connue au cours des dernières décennies. Le ralentissement de la croissance de l'économie chinoise va durer. En 2018, la croissance a été de 6,6 pour cent, selon les chiffres officiels publiés le 21 janvier, contre 6,8 pour cent en 2017, avec une prévision de 6,2 pour cent en 2019. Elle baisse régulièrement depuis 2010, où elle atteignait encore 10,6 pour cent. Son niveau actuel, dont de nombreux pays se satisferaient, est le plus bas depuis trente ans.

La montée en puissance de la Chine avait boosté le commerce mondial, mais le pays change de modèle économique. Historiquement fondé sur l'exportation à cause de la faiblesse des coûts salariaux, il est recentré sur l'énorme marché intérieur. La hausse progressive des rémunérations (les salaires des ouvriers et ingénieurs de l'industrie ont doublé en cinq ans) a en effet permis l'émergence d'une très vaste classe moyenne avide de consommation, au prix d'une croissance plus faible. « Le reste du monde perd un formidable moteur de croissance que rien ne semble pouvoir remplacer à court terme » écrit l'éditorialiste des *Echos* Jean-Marc Vittori.

La stratégie des grandes entreprises mondiales est également en train de changer, sous l'effet de plusieurs facteurs. Le coût des transports a, semble-t-il, cessé de diminuer, et, sauf exceptions*, leur rapidité n'a pas progressé. Les coûts salariaux ont augmenté dans de nombreux pays émergents et en développement, et leurs systèmes productifs peuvent de plus en plus se passer des apports étrangers. Les multinationales sont aussi soucieuses de limiter les risques politiques et juridiques (pillage de leurs procédés de fabrication dans des pays où la propriété intellectuelle est mal protégée) et de réduire les coûts d'une dispersion excessive de leur organisation productive, en préférant désormais une intégration régionale plutôt que mondiale.

Par-dessus tout elles veulent être plus proches de leurs principaux marchés, qui restent ceux des pays développés dont elles sont originaires. Elles ont ainsi la possibilité de livrer plus vite leurs clients, ce qui est déterminant surtout quand il s'agit de répondre aux mouvements de mode.

Ces stratégies de repli sont en cohérence avec les souhaits des opinions publiques des pays développés et de certains gouvernements qui considèrent que la mondialisation est arrivée au bout de sa logique et génère plus d'inconvénients que d'avantages, notamment en termes d'emplois et d'inégalités sociales ou territoriales. Aux États-Unis existe un puissant lobby, The Reshoring Initiative, pousse aux relocalisations : Il a l'oreille de Trump, ardent défenseur des rapatriements de productions, au besoin par la menace et la contrainte. Mais dans ce pays la vague de relocalisations a commencé bien avant son élection. En Allemagne, elle devient significative dans l'industrie automobile, le caoutchouc et le plastique, le textile, la mécanique, la chimie et l'électronique. Un mouvement qui provient essentiellement d'opérations antérieurement délocalisées en Chine.

Pour autant, la « slowbalisation » est elle-même porteuse de menaces. Les pays en phase de rattrapage économique seront pénalisés, car ils mettront plus de temps à rejoindre le niveau de vie des pays développés. Cela ne sera pas sans conséquences sociales et politiques intérieures mais aussi sur les migrations. Selon la Banque Mondiale, « en 2019, la croissance ne suffira pas à réduire l'écart de revenus par habitant avec les économies avancées dans environ 35 pour cent des marchés émergents et des économies en développement et dans 60 pour cent des pays confrontés à des situations de fragilité, de conflit et de violence ». Pour sa directrice générale la bulgare Kristalina Georgieva, il existe un risque que soient ainsi compromis « les progrès accomplis par la communauté mondiale dans la réduction de l'extrême pauvreté ».

Quant aux pays développés, s'ils récupèrent des implantations, elles ne créeront que peu ou pas d'emplois. En 2015 le rapatriement, très médiatisé, de la production des baskets Adidas en Allemagne et aux États-Unis s'est fait dans des usines ultra-robotisées (*speed-factories*), où 160 personnes hautement qualifiées peuvent fabriquer, en trois fois moins de temps, la même quantité que mille ouvriers chinois auparavant. Très peu d'emplois

créés d'un côté (et sans certitude qu'ils profitent aux populations locales) et beaucoup d'emplois détruits de l'autre, le solde mondial est clairement négatif.

De plus, selon *The Economist*, il existerait une tension entre un modèle industriel et commercial plus « régional » et un système financier toujours mondialisé, ce qui pourrait être à la source de nouveaux désordres. Comme trop peu de choses ont été faites pour en atténuer les coûts, la mondialisation est encore souvent vue négativement, mais la « slow-balisation » pourrait finalement se révéler « plus méchante et moins stable ».

* En 2016 a été inaugurée une liaison ferroviaire dite « Route de la soie » entre Wuhan en Chine et Lyon en France, via la Russie et l'Allemagne. Le train parcourt les quelque 11 500 kilomètres en quinze jours alors qu'une livraison en bateau prend quarante à cinquante jours, mais le nombre de containers transportés est limité (une quarantaine lors du premier voyage) et la fréquence des trajets est encore faible.

Chronique Internet

Géants du Net climaticides

Jean Lasar

On le sait, l'empreinte carbone des géants du Net est tout sauf négligeable. Nous cliquons allègrement sur nos smartphones en nous abandonnant béatement à l'illusion que la consommation d'énergie liée à ces clics se résume à la charge, en bas voltage, de ce téléphone. En réalité, nos requêtes, publications et commandes entraînent une consommation d'énergie considérable, que ce soit par le biais des centres de serveurs disséminés à travers le monde ou, dans le cas d'Amazon, des dispendieux déplacements de camionnettes dépêchées pour boucler le « dernier kilomètre ».

Ce qui est moins connu, c'est que Google, Amazon et Microsoft, loin de mettre en pratique leur discours officiel de lutte contre le changement climatique, sont en réalité les auxiliaires zélés de l'industrie des énergies fossiles. Une récente enquête de la publication *Gizmodo*, intitulée « How Google, Microsoft, and Big Tech Are Automating the Climate Crisis », jette une lumière crue sur cet aspect peu reluisant de leur activité.

Google, Amazon et Microsoft sont les auxiliaires zélés de l'industrie des énergies fossiles

Pour situer l'enjeu, *Gizmodo* cite la création par Rockwell Automation et Schlumberger Limited, deux grands groupes fournissant des services et des équipements aux compagnies pétrolières, de la « joint venture » Sensia appelée à « faire avancer les technologies digitales et l'automatisation sur les champs pétroliers », afin de permettre aux compagnies pétrolières, à grand renfort d'intelligence artificielle, de communications entre machines et de techniques de détection, d'extraire davantage de pétrole et de gaz tout en employant moins de main d'œuvre – une perspective qui est évidemment aux antipodes d'une attitude soutenable à l'égard de la crise climatique. Citant des accords passés l'an dernier par Google, Microsoft et Amazon pour participer à ces efforts, *Gizmodo* estime que ces trois entreprises sont intimement liées aux efforts irresponsables en cours pour intensifier la production d'énergies fossiles.

Michael Mann, un des climatologues les plus en vue, fameux pour avoir créé le « hockey stick », élégante illustration de la forte augmentation des températures globales de ces dernières décennies, n'y est pas allé par quatre chemins : « C'est en effet dérangeant de voir l'industrie technologique aider à faire reculer la civilisation vers l'âge fossile alors même qu'elle prétend représenter les technologies les plus avancées supposées nous guider vers l'avenir. Cela révèle en définitive le caractère amoral des intérêts *corporate* », a-t-il commenté.

L'an dernier, Google a recruté, en toute discrétion, un employé de longue date de BP, Darryl Willis, pour diriger une nouvelle entité baptisée « Google Cloud Oil, Gas, and Energy » et censée être le « partenaire privilégié du secteur de l'énergie ». Citant la publication spécialisée *Rigzone*, *Gizmodo* rapporte que Gogle Cloud et le groupe français Total ont signé un accord pour développer conjointement des solutions d'intelligence artificielle pour l'analyse de données de sous-sol pour l'exploration et la production de pétrole et de gaz.

Un autre partenariat a été passé avec une banque texane, Tudor, Pickering, Holt & Co, afin d'aider l'industrie pétrolière de la région de Houston à « rester compétitive alors que les véhicules électriques et les sources d'énergie renouvelables gagnent des parts de marché ». On ne saurait être plus clair : Google s'engage aux côtés de l'industrie pétrolière pour contrer les technologies d'avenir, comme en témoignent aussi des accords passés avec Baker Hughes, une autre auxiliaire des géants pétroliers, et Schlumberger. Google est par ailleurs en discussion avec Aramco, le monstre pétrolier saoudien, pour construire un hub technologique et des centres de serveurs. Avec Anadarko Petroleum, entreprise américaine d'exploration et de production pétrolière, Google a selon le *Financial Times* conclu un accord pour utiliser l'intelligence artificielle afin d'« analyser de vastes quantités de données sismiques et opérationnelles pour trouver du pétrole, maximiser la production et augmenter l'efficacité ». Que reste-t-il du slogan « Don't Be Evil » de Google, demande rhétoriquement *Gizmodo*. Amazon, qui compte Shell et BP parmi ses clients, et Microsoft, proche de Chevron et BP, ne sont pas en reste. Les géants technologiques participent activement à la destruction de la planète.

Zu Gast

Für mehr Kaufkraft

Im Monat Januar ging der Preisindex um 0,9 Prozent zurück. Dafür gibt es eine einfache Erklärung, und die heißt Winterschlussverkauf. Während mehreren Wochen sollen insbesondere die Preise für Kleidung und Schuhe um durchschnittlich 15,6 Prozent billiger gewesen sein als knapp einen Monat zuvor, aber dennoch höher als im Januar 2018. Hauptsächlich hat der Preisrückgang damit zu tun, dass viele Kaufhäuser ihren Lagerbestand, den sie ansonsten ganz hätten abschreiben müssen, zu extrem niedrigen Preisen anboten.

Doch die Freude war nur von kurzer Dauer, und bereits Anfang Februar meldeten sich die höheren Preise für Kleidung und Schuhe mit voller Wucht zurück.

Nun dürfte im Januar nicht jedermann neue Kleider und Schuhe gekauft haben, so dass der Winterschlussverkauf längst nicht bei allen positive Auswirkungen auf die Kaufkraft hatte. Einen weitaus größeren und längerfristigeren Impakt, wenn auch in negativer Hinsicht, hatte die Erhöhung der Strompreise zum 1. Januar 2019. Das statistische Amt spricht von einer durchschnittlichen Erhöhung um 4,2 Prozent für die Konsumenten, was insbesondere für das Portemonnaie der vielen Haushalte ganz schön happig ist, die ohnehin bereits Schwierigkeiten hatten, die beiden Enden am Monatsende zusammenzubekommen. Und damit sind nicht die Herren in Nadelstreifen und die Damen mit Perlenohrringen aus den oberen Wirtschafts- und Politiketagen gemeint.

Manche werden nun einwenden, es gebe ja noch immer den Index. Aber der hilft denen, die heute Schwierigkeiten haben, über die Runden zu kommen, auch nicht in allen Fällen weiter. Denn beim Index handelt es sich erstens um eine verspätete und zweitens eine teilweise Anpassung der Löhne und Renten an die Preisentwicklung, die immer nur dann erfolgt, wenn der semestrielle Durchschnitt des Index eine gewisse Fälligkeitsquote überschritten hat.

Und das kann manchmal sehr lange dauern, da es – abgesehen von einer direkten Manipulation, wie sie während der vergangenen zwanzig Jahre wiederholt von Regierung und Chamber beschlossen wurde – genügend Schrauben gibt, an denen gedreht werden kann, um den Erfall einer Indexbranche von 2,5 Prozent hinauszuzögern. Und von der Auszahlung einer Vorschuss-Indexbranche, wie sie die KPL, aber auch die Konsumentenschutzorganisation ULC fordert, will die Regierung bekanntlich nichts wissen.

Gegenwärtig sieht es jedenfalls nicht nach einer Indexbranche aus. Doch selbst wenn eine solche Ende 2019 oder Anfang 2020 erfallen sollte, wird das voraussichtlich die einzige für lange Zeit bleiben, was die Gas- und Strompreise, die Mieten, die medizinischen Dienstleistungen, die Müllabfuhr und viele Lebensmittel des täglichen Bedarfs nicht daran hindern wird, weiter munter in die Höhe zu klettern.

Das wird sich dann wiederum negativ auf die Kaufkraft aller Lohnabhängigen auswirken, aber besonders stark auf Menschen mit niedrigem Einkommen, auf Mindest-lohnbezieher, einkommensschwache Familien mit Kindern und Alleinerziehende. Ganz zu schweigen von den vielen, die auf eine Teuerungszulage angewiesen sind, die seit 2009 nicht mehr an die Inflation angepasst wurde und seither deutlich an Wert verloren hat.

Politisch ist das so gewollt, denn seit der Abschaffung des Preisamtes gibt es kaum noch privatwirtschaftliche Waren und Dienstleistungen, deren Preise vom Staat beschränkt werden, was aber in den Augen der Kommunisten notwendig und, neben einer deutlichen Erhöhung des Mindestlohns und der kleinen Renten, ein Mittel wäre, um dem Kaufkraftschwund entgegenzuwirken. Ali Ruckert

D’Lëtzebuerger Land sicht säin nächste Gérant (F/M) CDI

Zënter 1954 ass d’Lëtzebuerger Land eng politesch, économesch a kulturel onofhängeg Wochenzeitung.

- D’Land ass do fir:
- Dem Lieser Schlüsselen zem Verständnis vun eiser Gesellschaft ze ginn
 - Meinungsbildend am politeschen Débat ze sinn
 - Onofhängeg an objektiv Informatiounen ze ginn, dei komplett a bis dohin onveröffentlecht sinn

- D’Land verflicht sech ze enger:
- Excellenter journalistescher Qualitéit
 - Politescher an économescher Onofhängegkeet an Handlungsfräiheet
 - Ästhetescher Zeitung

Als Gérant sollt Dir Äert Talent fir d’Gestioun, Produktioun an d’Diffusion vun der Zeitung abréngen. Dir bréngt Kenntnis vum Zeitungssecteur ze Lëtzebuerg mat a sidd responsabel fir d’Editioun vun der Zeitung: de Verkaf iwert Abonnementer a Kiosken, d’Pressehëllef, Régie publicitaire, d’Dréckerei, Fournisseuren, d’Personal an d’Konten vun der s.à r.l. Dir sidd direkt dem Conseil d’Administratioun ënnerstallt.

Als Journalist schreift Dir gären a schafft mat um Inhalt vun der Zeitung duerch wöchentlech Analysen iwert Politik, Économie oder Kultur. Als Journalist sidd Dir mat Kandidat fir d’Fonktioun vum Chefredakter, deen dëst Joer vun der Redatiounsequip gewielt gëtt.

- Dir hutt Spaass a Flexibilitéit un der Aarbecht an enger Equip vun néng Leit
- Dir schwätzt a schreift Lëtzebuergesch, Franséisch, Däitsch an Englesch
- Dir bréngt eng Inspiratioun mat, fir dem Land séng wirtschaftlech a politesch Onofhängegkeet weiderzedroen.

Dir fänkt am Laf vum Joer un an schafft an enger Iwergangszäit mat dem aktuellen Gérant zesummen, deen um Enn vum Joer an d’Pensioun geht.

Schreift eis, firwat Dir gär géift bei eis schaffen, an Äre Liewenslaf un de Stephan Kinsch, President vum Conseil d’Administration vum Lëtzebuerger Land, per Mail: sk@bebop.lu oder per Post un d’Lëtzebuerger Land s.à r.l., 59 Rue Glesener, L-1631 Luxembourg. De Stéchedatum, fir d’Kandidaturen eranzeginn, ass de 15. Mäerz 2019.

Die kleine Zeitzeugin

Karl, ein Knicks

Michèle Thoma

Er mochte Kühe. Jetzt ist es endgültig um mich geschehen, wer bekennt sich schon zu Kühen, diesen mampfenden, dampfenden Muttermonstern, außer einer Milliarde Hindus natürlich?

Und dann *er*, von dem man eher eine Affinität zu Schwanenhalschwänen erwarten würde oder zu Antilopinnen. Nein, Kühe! Dabei schaute er treuherzig, aus tiefster Kuhseele, durch seine Sonnenbrille. Doch obschon er Kühe mochte, puderte er seine, wie er meinte, kuhfarbenen Haare – in Luxemburg nennt man das kuhblond, eine wenig gehypte Haarfarbe – weiß. Man muss es mit der Liebe ja auch nicht übertreiben.

Ja, kaum hat er seine Seele ausgehaucht, geht es mir wie vielen andern, denen er plötzlich, welch eine Erscheinung!, hochdosiert am Bildschirm erscheint. Ich bin eine Fanin.

Dabei habe ich keine Ahnung von seiner Mode, hab überhaupt keine Ahnung von Mode, Twiggy war die letzte Influencerin, die meinen Dress Code wesentlich prägte, danach gab es den Jutesack, den echten aus der Scheune der Großmutter, absolut tragbar. Aus dem Müll Gefischtes, damals schon trendy, aber nur in Fundi-Kreisen. Ökologisch, ökonomisch.

Was die perverse kapitalistische Mode-Industrie trieb, fand in einem parallelen Universum statt, die Skulpturen, die Weibern auf den Schädel gepflanzt wurden, die Kostümchen, die verzweifelten Einfälle wie beim Kinderfasching, die Bestrebungen, Frauen zu Aliens oder Comic-Figuren aufzurüsten, später auch Männer, Skelette mit Firlfanz zu behängen. Die diversen Lösungen, alle auf los!, die ausgegeben wurden, barock oder puristisch oder wieder zurück in dieses oder jene Jahrzehnt. Der ganze Kostüm-Karneval, für sowas gab es nicht mal mehr ein Achselzucken, Eva- und Adamskostüm reichten mir im Wesentlichen, der Rest war nur klimatischer Notwendigkeit geschuldetes Accessoire.

Hin und wieder, herumstreunend zwischen Bildschirmbildern, war ich ihm schon begegnet. Karl, wie ich ihn seit den Kühen nenne. Wobei, darf ich das überhaupt, außer unter vier Kuhaugen, ist das nicht ein Übergriff, posthum auch noch? Diesem Kon-Zen-trierten gegenüber, diesem hundertprozentig Präsenten gegenüber, von einer egal wie gewandeten, hochgradig zerstreuten Prokrastiniererin?

Was Karl sagte, hatte es in sich. Und wie er es sagte. Der Mann in Schwarz mit dem weißen Haarschwanz, sein Gewicht, großes Thema, hat er reduziert auf das Wesentliche, alles hat er reduziert auf das Wesentliche. Selbst die bei Interviews servierten Plauder-Häppchen waren *al dente*, er war ein großer Meister des kleinen Talks.

Der Aufrechte, immer in Schale, zusammengehalten von seiner Schale, seiner Rüstung. Kopf hoch, das Löwen-Antlitz über dem Vaternörder. Die Fingerkuppen aus schwarzem Leder ragend wie in einem schlechten Psycho-Thriller.

Der schwarze Ritter, der Asket, der Mönch der Mode, Ausschweifungen, wie man früher sagte, können wir uns höchstens zusammenfantasieren. Der Über- Mensch, wie Joop im Nach-todzustand fabuliert. Der preußische Junker, das Ethos heißt Arbeit. Der Zen-Buddhist, seine Zeit ist jetzt. Der Priester für Ungläubige, wie er einmal scherzte. Der, der einen Vogel mit seiner Katze hatte. Der Eremit in seiner Luxus-Suite, der Muttersohn, der Liebende. Der liebte, bis dass der Tod ihn schied und darüber hinaus, Asche zu Asche. Diese Erscheinung in einer Welt des Scheins. Die Disziplin der Eleganz, etwas, was man Haltung nennt.

Und trotzdem der Unterhaltsamste. Der mit dem Witz, den Pointen, der mit einer Handbewegung etwas vom Tisch wischte, einer unnachahmlichen.

Der Mann, der allein war, allein sein konnte. *Splendid Isolation*. Trotzdem treu Gefährt_innen gegenüber. Ja, uff, toll, alles okay, aber war-



Karl Lagerfeld 2014 bei der Eröffnung eines Ladens des Modeunternehmens Fendi

Nach dem Tod? Dafür hatte er nur eine Handbewegung übrig, Leichtigkeit und Grandezza. Vorbei, weg damit

Sie zu entlassen, bringt er nicht über das Herz. Er geht einfach kaum noch hin.

Nach dem Tod? Dafür hatte Karl nur eine Handbewegung übrig, Leichtigkeit und Grandezza. Vorbei, weg damit. Dazu das *Pff!*, dieses verächtliche Luftausstoßen das er so meisterlich beherrschte. Das *Pff!*, das alles auflöst, alles löst sich in Luft auf, er wird sich aus dem Staub machen.

Seine Überreste, damit wollte er niemand belästigen, weg damit, *pfft!* Zum ersten Mal finde ich ein Schnauben unnachahmlich.

Ein Knicks vor dem Marquis de L., ich gehöre ja noch zu einer Degeneration, in der Mädelein das Kulturgut Knicks vermittelt wurde. Wenn sie im unhöfischen Luxemburger Ambiente diesen reizenden Dressurakt außer vor lila Bischöfen auch kaum je anbringen konnten.

Ein Knicks vor dem Marquis de L. kommt mir voll okay vor.

Sie zu entlassen, bringt er nicht über das Herz. Er geht einfach kaum noch hin.

Nach dem Tod? Dafür hatte Karl nur eine Handbewegung übrig, Leichtigkeit und Grandezza. Vorbei, weg damit. Dazu das *Pff!*, dieses verächtliche Luftausstoßen das er so meisterlich beherrschte. Das *Pff!*, das alles auflöst, alles löst sich in Luft auf, er wird sich aus dem Staub machen.

Seine Überreste, damit wollte er niemand belästigen, weg damit, *pfft!* Zum ersten Mal finde ich ein Schnauben unnachahmlich.

Ein Knicks vor dem Marquis de L., ich gehöre ja noch zu einer Degeneration, in der Mädelein das Kulturgut Knicks vermittelt wurde. Wenn sie im unhöfischen Luxemburger Ambiente diesen reizenden Dressurakt außer vor lila Bischöfen auch kaum je anbringen konnten.

Ein Knicks vor dem Marquis de L. kommt mir voll okay vor.

Gefundene Texte

Genusspaket

um spendete er die Chouette-Kohle nicht allen Katzen der Welt oder Straßenkötter_innen? Oder besser noch: Menschen? Mir zum Beispiel?

Ja, warum nicht? Wo er doch so reich war, mit Schlössern und Gütern gar. Aber dann sickern Wohltätigkeiten durch, Kind mit Krebs, Sorge Menschen gegenüber, die für ihn da waren. Güte und Treue, Fürsorglichkeit, altmodische Eigenschaften ohne Glamourfaktor. Die rührend schräge Geschichte eines immer islamischer werdenden Ehepaars, das eines seiner Landgüter betreut, die Weigerung der Frau, bei Anwesenheit eines Mannes zu bedienen.

Wir Stilisten gängiger Schönheit verfallen und dem Traum vom Leben als Genusspaket Kein Mängelgequengel (nicht jede Besserung ist eine Tugend) Keine Blitzpartien des Grauens stürzen unser Herz in Not. Auf kulinarischen Festen feiern wir das Fleisch kross und blutsaftig in seinem Sein planen beim Espresso die Revolution (des Prekariats) Jede Opferrolle liegt uns fern und der Tod ist kein Mysterium

Fritz Werf

Tourismus, demographische Verschiebungen und Klimawandel im alpinen Raum

Fragile Berglandschaft im Wandel

Charles Wey

Nach dem trockenen und heißen Sommer 2018 meldeten zu Beginn des neuen Jahres viele Regionen in den Alpen rekordverdächtige Schneemassen. Insbesondere in Bayern, Tirol, Vorarlberg und in der Ostschweiz nahm der außergewöhnliche Schneefall extreme Ausmaße an. Hier zeigte sich die große ökologische Fragilität der Berglandschaft im alpinen Raum: Ganze Täler wurden zeitweise von der Umwelt abgeschnitten, der Verkehr kam zum Erliegen und Lawinenunfälle häuften sich.

Im ostschweizerischen Appenzell kam es am 10. Januar zu einem Lawinnenniedergang auf der Schwälgalp. Glücklicherweise wurden lediglich drei Personen leicht verletzt, nachdem Schneemassen in das Restaurant des Hotels Sântis eingedrungen waren. Eine Woche später beschädigte eine zweite Lawine am Berg Sântis eine Stütze der Schwebebahn – der Betrieb muss für mehrere Monate eingestellt werden.

Während die beliebte Ausflugs- und Ferienregion im Kanton Appenzell-Ausserhoden unter den extremen Bedingungen litt, wurde der Start in die Saison 2018/19 in den meisten großen Schweizer Wintersportregionen weitgehend positiv bewertet. Frühzeitig einsetzender und ausreichender Schneefall in Kombination mit hervorragendem Wetter bescherte den Tourismusbetrieben nicht nur eine weiße, sondern vor allem eine einträgliche Weihnacht. So berichtete etwa der Zürcher *Tages-Anzeiger* am 2. Januar 2019: „Wintersportler fluten Skigebiete“. Der *Walliser Bote* wiederum beobachtete an den Feiertagen zur Jahreswende „wahre Völkerwanderungen“ in die großen Skigebiete Crans-Montana, 4 Vallées und Zermatt.

Im Kanton Graubünden konnte gar eine Steigerung der Gästezahlen um 5,5 Prozent gegenüber dem Vorjahr verzeichnet werden. „Praktisch alle Bündner Bergbahnen konnten nach den Neujahrsfestivitäten einen Besucherrekord verzeichnen“, sagte Martin Hug, Präsident der Bergbahnen Graubünden, der Regionalzeitung *Südschweiz*. Dabei sind gerade die Bündner Feriendestinationen nach einigen schwierigen Saisons auf einen anhaltenden Aufschwung im Wintertourismus angewiesen.

Diverse wirtschaftliche Entwicklungen haben den Schweizer Wintersportorten über das letzte Jahrzehnt hinweg zugesetzt. Allen voran die Finanzkrise und die darauffolgende Schwächung des Euro sowie die anhaltende Abwertung des russischen Rubel führten zu einem starken Rückgang der Gästezahlen aus den benachbarten EU-Ländern und aus Russland. Nicht zufällig setzte in der letzten Wintersaison eine leichte Erholung in der Branche ein – die Währungssituation hatte sich etwas entspannt. In Graubünden konnte insbesondere wieder ein Zuwachs an Übernachtungen deutscher Gäste verzeichnet werden.

Wirtschaftliche Konjunkturen haben allerdings keinen Einfluss auf einen weiteren Faktor, der den Bergbahnen im gesamten Alpenraum weit mehr und vor allem nachhaltiger zusetzt: die durch den Klimawandel bedingte Abnahme des Schneefalls.



Streifen aus Kunstschnnee auf der Piste in Savognin (Surses, Graubünden)

Die Schweizer Ortschaften reagieren mit unterschiedlichen Strategien auf die sich wandelnden klimatischen Bedingungen. Große Skigebiete setzen auf Festigung und Ausbau ihres Marktanteils. Kleinere entdecken die Idee der Nachhaltigkeit

Die Wetterbedingungen im Januar 2019 liefen einem allgemeinen, langjährigen Trend entgegen. Im gesamten, aber insbesondere im südlichen Alpenraum ist der Schneefall über einen längeren Zeitraum gesehen rückläufig, wie der Klimaforscher Wolfgang Schöner von der Universität Graz in einer gemeinsam mit dem Schweizer Schneeforschungsinstitut in Davos angefertigten Langzeitstudie aufzeigt. Ökonomen der Großbank Crédit Suisse gehen sogar davon aus, dass bereits 2035 nur noch eine Minderheit der Schweizer Skigebiete „natürlich schneesicher“ sein könnte. Dabei liegen die helvetischen Wintersportdestinationen im Durchschnitt in höheren Lagen als etwa die österreichische Konkurrenz.

In der Schweiz reagieren die Ortschaften mit unterschiedlichen Strategien auf die sich wandelnden klimatischen Bedingungen. Die großen Gebiete wie Davos oder St. Moritz in Graubünden, die Jungfrauregion im Berner Oberland und Zermatt im Wallis verfügen über Skipisten in hohen Lagen, was auch eine höhere Sicherheit auf ausreichend Schneefall bedeutet. Sollte der Schnee dennoch ausbleiben, kommen ökologisch fragwürdige Methoden, wie die Herstellung künstlichen Schnees, zum Einsatz. In Davos wird das so genannte Snowfarming mittlerweile sogar ganzjährig betrieben,



Davos und Parsenn mit Kunstschnnee, aufgenommen vom Schwarzhorn aus

um insbesondere die Langlauf-Loipen während der gesamten Wintersaison in Stand zu halten. Die genannten Destinationen haben darüber hinaus eine größere Marktmacht und folglich auch mehr strategische Möglichkeiten als kleinere Wintersportorte. So setzen die großen Skigebiete einerseits auf die Festigung und Erweiterung des Marktanteils am europäischen Wintertourismus, andererseits wird aktives Standortmarketing in den Amerikas und in Asien betrieben, um eine Kundschaft anzusprechen, die ihre Ferien unabhängig von Schnee- und Wetterbedingungen plant.

Urs Kessler, CEO der Jungfrauabahn aus dem Berner Oberland, beispielsweise tourte kürzlich durch China, Taiwan und Japan, um Reiseorganisatoren seine Region vorzustellen. Kessler hofft, asiatische Touristinnen und Touristen künftig auch für einen Wintersporturlaub im Berner Oberland begeistern zu können. Die Bergbahnen aus der weltbekannten Jungfrauaregion setzen allerdings nicht nur auf den ausländischen Tourismus, sondern werben auch aktiv um Schweizer Gäste, die weit weniger von den Währungsschwankungen tangiert werden. Im Auftrag des Unternehmens befragte am 11. Januar 2019 eine Werbeagentur Reisende am Hauptbahnhof Zürich über ihre bevorzugten Wintersportdestinationen. Sie wollte in Erfahrung bringen, ob die unlängst erfolgte Eröffnung zweier neuer Bergbahnen und die dadurch verkürzte Anreisezeit in Zukunft ein Argument wäre, sich für einen Aufenthalt im Berner Oberland zu entscheiden, statt die bei den Zürchern beliebten Gebiete in Graubünden aufzusuchen.

Die intensivierten Marketingbemühungen werden in den großen Skigebieten durch eine kontinuierliche Erweiterung des Angebots jenseits der klassischen Wintersportaktivitäten begleitet. In Zermatt etwa starten gefühlt im Zehnminutentakt Helikopter zu Besichtigungsfügen über die schneebedeckten Pisten hoch zum Matterhorn. Der Luxusort St. Moritz im Engadin setzt derweil bei den ausländischen Touristen voll auf die Karte „Exklusivität“. Im Rahmen der Vermarktung der Großregion Engadin als „Sehnsuchtsort“ soll der traditionelle Ruf als Nobeldestination gefestigt und weiterhin eine zahlungskräftige globale Elite angesprochen werden. Im Walliser Wintersportort Saas Fee hingegen haben die Bergbahnen versucht, sich mit günstigen

Saisonabonnements von der Konkurrenz abzuheben und insbesondere die Schweizer Kundschaft anzusprechen. Gemein ist all diesen Ansätze allerdings, dass sie auf einer Wachstumslogik basieren: indem sie entweder eine neue Klientel ansprechen, oder der Konkurrenz, allen voran jener mit weniger vorteilhaften geografischen Bedingungen, die Kunden streitig machen.

Kleinere Destinationen wie etwa Scuol im Unterengadin verfügen im Gegensatz zu den genannten Gebieten über geringere finanzielle und räumliche Möglichkeiten zur Vermarktung. Um nach wie vor vom Tourismus leben zu können, müssen solche Gemeinden alternative Strategien entwickeln. So haben sich im Unterengadin – das in punkto Wintersport in Graubünden stets im Schatten der großen Gebiete wie Davos oder St. Moritz stand – die Tourismusregionen Scuol und Samnaun mit dem Naturpark Val Müstair zusammengeschlossen, um ihr Angebot zu erweitern und sich effizienter zu vermarkten. Diese Strategie ist in ihren Grundsätzen jenen der Konkurrenzgebiete zwar ähnlich, unterscheidet sich jedoch in einem wesentlichen Punkt: Sie basiert auf der Idee der Nachhaltigkeit.

Anstatt das Angebot im Wintersport um neue Bergbahnen und Pisten zu erweitern oder zunehmend exklusive Produkte zu vermarkten, wird ein breiter abgestütztes, ganzjähriges Tourismuskonzept entwickelt, in dem der Sommertourismus einen wichtigen Kompensationsfaktor darstellt. So wird insbesondere auf den ökologisch verträglicheren Mountainbike- und Wandertourismus gesetzt. Zudem werden durch Kooperationen zwischen Bergbahnen, Hotels und lokalen Produzenten Synergien geschlossen, die der Region erlauben, mit den größeren Gebieten zu konkurrieren. So lässt sich an diesem Beispiel ein langsamer Abschied vom klassischen Wintersporttourismus beobachten. Mit diesem Ansatz könnte im Idealfall ein Konzept verwirklicht werden, das der renommierte österreichische Alpen-Geograf Werner Bätzing seit den 1990-er Jahren unter dem Begriff „ausgewogene Doppelnutzung“ artikuliert.

Gemäß Bätzing ist es unabdingbar, die wichtige Funktion der Alpen in Europa und der Welt in Bereichen wie Tourismus und Wasserkraft zu fördern, aber gleichzeitig die „Nutzung der eigenen Wirtschaftskraft der Alpen wie Landwirtschaft, Hand-

werk, lokale/regionale Arbeitsplätze im Rahmen regionaler Wirtschaftskreisläufe“¹ sicherzustellen. Die räumliche Konzentration des Tourismus sieht Bätzing dagegen als Gefahr für den Erhalt der hochsensiblen Kulturlandschaft im Alpenraum.

Während die Freizeitindustrie sich vor allem auf rund 300 Tourismuszentren konzentriert, entvölkern sich weite Teile der alpinen Landschaft. Die Alpen befinden sich in einem Spannungsfeld zwischen Verstädterung und Entsidlung. Dabei hat gerade die landwirtschaftliche Nutzung die alpine Kulturlandschaft über die letzten Jahrhunderte geprägt. Eine Verwilderung aber brächte keine ursprüngliche Natur zurück, sondern ginge auf Kosten der Artenvielfalt in einem der wichtigsten Naturräume des Kontinents. Laut Bätzing bedarf es gezielter struktureller Eingriffe im Alpenraum, um diesen Tendenzen entgegenzuwirken: einer angemessenen Agglomerationspolitik; der Schaffung von Arbeitsplätzen; der Stärkung regionalwirtschaftlicher Kreisläufe; der Konzentration auf ökologischen Tourismus sowie der gezielten Aufwertung umwelt- und sozialverträglicher Nutzungsformen. Vor allem der Klimawandel wird die große zukünftige Herausforderung für den Alpenraum darstellen, denn die extremen natürlichen Bedingungen im Hochgebirge fördern klimatische Veränderungen nur allzu deutlich zutage. Lösungsansätze müssen aufgrund der geografischen Lage notwendigerweise über nationale Grenzen hinweg erarbeitet werden.

In dem Sinne kann man im Alpenraum beobachten, was der französische Philosoph Bruno Latour in seinem Essay *Où atterir? – comment s’orienter en politique* allgemein feststellt: Die zentralen Fragen der Zeit hängen unmittelbar mit dem Umgang des Menschen mit seiner Umwelt zusammen². Angesichts der Fragilität der extremen Berglandschaft tate der Mensch gut daran, für den alpinen Raum Sorge zu tragen, statt ihn als Freizeitpark zu inszenieren und auszubeuten. Deshalb ist eine Abkehr von der Wachstumslogik, hin zu den ökologischen Herausforderungen notwendig.

¹ Werner Bätzing, *Orte guten Lebens*. Rotpunktverlag, Zürich 2015: S. 271

² Bruno Latour, *Où atterir? – comment s’orienter en politique*. La Découverte, Paris 2017



Claire Thill, la nouvelle présidente Sandy Artuso, Luc Caregari, les deux secrétaires Jacques Schiltz et Frédérique Colling ainsi que Jill Christophe, la vice-présidente (de gauche à droite) sont quelques-uns des membres du collectif eschois Independent Little Lies, qui vient de renouveler son comité (Linda Bonvini quittant la présidence) et de présenter son rapport d'activité pour l'année 2018 (disponible sur [ill.lu](#)). Une transparence exemplaire pour tout le secteur culturel qu'il faut saluer. On y apprendra par exemple qu'ILL a monté deux nouveaux spectacles, *Tod* de Jacques Schiltz et *Blackout* de Claire Thill, introduit le festival *Queer Little Lies* et développé sa *Biergerbühn*, ateliers pour jeunes, à Esch. Trois productions furent en tournée. ILL dispose désormais d'une convention avec le ministère de la Culture et d'une autre avec la Ville d'Esch pour un budget de dépenses de quelque 228 000 euros et 2 633 spectateurs. jh

Arts numériques



My better self

Bois, marteaux, scies, câbles, biceps et cerveaux : cela bossait dur dans le monde réel toute la semaine afin de monter les grands projets du festival *Multiplica* – *Une exploration des arts numériques*, qui aura lieu à partir de ce soir, vendredi 1^{er} mars, et jusqu'à dimanche aux Rotondes. Alors qu'il est impossible de lister ici toute la programmation (pour cela, se reporter sur [rotondes.lu](#)), on a néanmoins quelques recommandations d'installations à ne pas rater. Il y a d'abord la *Uncanny Valley* de la Luxembourgeoise Laura Mannelli (photo du haut, sb), une installation interactive et sonore, comprenant aussi une performance dansée, sur la rencontre entre l'humain et son avatar, dans une relation d'attraction/répulsion. Ensuite le *Great Indecision Council* de Romain Tardy, installé dans la Rotonde 2 : une installation lumineuse qui reprend en temps réel les mots les plus recherchés sur Google. Et le *Waterlight Graffiti* d'Antonin Fourneau où le public est invité à dessiner à l'eau sur un grand mur de diodes lumineuses. jh

Export



Change, now

Est-ce parce qu'ils sont abasourdis par le brouhaha de notre époque que les artistes s'intéressent désormais au langage sifflé ? Alors que Bidibul Productions vient de présenter la coproduction *Sibel* de Guillaume Giovanetti et Çağla Zencirci, qui raconte comment une jeune femme turque muette, Sibel, communique grâce au langage sifflé ancestral de sa région, le duo d'artistes plasticiens belgo-franco-luxembourgeois David Brognon et Stéphanie Rollin vient de réaliser une œuvre sonore qui a recours à un langage sifflé de la région de l'état mexicain d'Oaxaca. Ayant plusieurs fois déjà travaillé dans des communautés fermées (prisons, écoles), David Brognon et Stéphanie Rollin se sont immergés dans la région frontalière entre le Mexique et les Etats-Unis – là où Donald Trump voudrait ériger son fameux mur. Sur invitation du France Los Angeles Exchange et du Institute of Contemporary Art de Los Angeles, ils ont tenté de faire passer un message d'un côté du mur à l'autre – par langage sifflé. La phrase éponyme de l'œuvre *Maybe some of us will change this* est extraite de l'essai d'un élève sur la justice, mais peut aussi être interprétée comme un commentaire sur la politique migratoire de l'administration Trump. Le résultat de cette résidence (photo : B&R), une installation sonore, sera diffusée au ICA LA, mais aussi dans la Metropolitan High School et dans ville (à partir de la mi-mars : [theicala.org](#)). ih



Réalité virtuelle



Les caves en VR

Durant toute la durée du Luxembourg City Film Festival (du 6 au 17 mars), le Casino Luxembourg – Forum d'art contemporain en sera non seulement le quartier général, où l'on pourra se renseigner sur la programmation et acheter ses tickets. Mais ce sera aussi la centrale du cinéma de réalité virtuelle, le *VR Pavilion*, organisé par le Film Fund, en collaboration avec le festival et le Centre Phi de Montréal. Alors que les premières années, la VR ne se présentait que timidement, par des tests dans quelques



casques (photo : sb), et que l'année dernière, il fallait s'inscrire pour participer l'un après l'autre aux deux expériences immersives, ce pavillon s'étend de plus en plus. À tel point qu'il n'est plus besoin de s'inscrire et que les expériences se déroulent dans tous les espaces du Casino, jusque dans les caves dans lesquelles l'on fêta jadis les vernis-sages. Parmi les films les plus attendus, la coproduction luxembourgeoise *Fan Club* de Vincent Racalec (a_Bahn). jh

Politique



Autodafé

La bonne nouvelle d'abord : après des décennies de querelles et de débats, la Bibliothèque nationale pourra enfin déménager dans son nouveau bâtiment au Kirchberg, conçu par Bolles & Wilson (photo : TPC). La mauvaise : ce déménagement pourrait lui coûter cher en termes de fidélisation de ses lecteurs. La BNL vient d'annoncer ce mercredi qu'à cause de ce déménagement, elle se voit obligée de fermer l'accès à la majeure partie de ses fonds, y compris sa réserve précieuse, du 13 mars jusqu'à début août ! Soit cinq mois de fermeture, au moins. Lors de sa visite sur le chantier il y a un an, le Premier ministre et (alors encore) ministre de la Culture Xavier Bettel (DP) avait imaginé qu'une longue chaîne humaine aiderait symboliquement à ce déménagement en se passant les livres de main en main. En réalité, l'entreprise s'avère bien plus complexe que prévue, la BNL possédant plus de 1,8 million de documents physiques. Le déménagement commencera le 1^{er} avril et plus aucune date d'ouverture n'est annoncée. Heureusement que les lecteurs et, surtout, les étudiants pourront se rabattre sur la nouvelle Maison du livre à Belval (voir *d'Land* du 2/11/18), qui, elle, ne ferme que durant les jours fériés officiels. jh

Politique



« Lëschtteg a witzeg »

...comme amusant et rigolo devraient être les mots d'ordre de l'année culturelle 2022, décréta la coordinatrice générale Nancy Braun lors du lancement de l'appel à projets, hier, jeudi, à Belval. « On ne veut surtout pas que ce soit une corvée », ni pour les artistes ou porteurs de projets, ni pour les politiques impliqués, et encore moins pour le public. Ce grand raout qui réunissait tout ce que le Luxembourg compte de créatifs et d'institutionnels de la culture (photo : sb) pourrait constituer ce changement de cap que tout le monde appelait de ses vœux depuis fin 2017 et la descente aux enfers de l'ancienne équipe organisatrice. Nancy Braun et son directeur artistique Christian Mosar gardent le concept du *Remix* et se montrèrent décontractés et, surtout, inclusifs. Via cet appel à projets, dont les conditions et formulaires sont désormais disponibles sur le site [esch2022.lu](#), l'asbl ratisse large, invitant aussi bien des personnes privées que les asbls, les communes ou encore les institutions publiques (écoles, instituts culturels, etc) à soumettre des projets (uniquement via cette plateforme, papier interdit) qui pourront être financés à hauteur de cinquante pour cent par Esch 2022. Les intéressés ont jusqu'au 31 juillet pour ce faire, puis un comité de sélection (dont la composition n'est pas encore spécifiée) analysera les projets. L'année culturelle commencera le 22 février 2022 et s'étendra jusqu'au 22 décembre. jh



Streaming



Full of shit

Le capitalisme, c'est séparer les gens de leur argent, dit un des témoins à l'écran, et c'est exactement le sujet du documentaire *Fyre – The greatest party that never happened* de Chris Smith, actuellement disponible sur la plateforme *Netflix*. Le film est passionnant à plus d'un titre. Premièrement, parce qu'il raconte l'histoire d'un festival de musique qui devait être le plus branché de son époque, le Fyre Festival, annoncé pour avril 2017 sur une île des Bahamas. *Devait* – parce que le festival n'a jamais eu lieu, tellement les organisateurs furent dépassés par l'envergure de la logistique. Et deuxièmement, il est surtout un portrait au vitriol d'une génération, les *millennials*, qui ne semblent demander qu'à être arnaqués par des *influencers* et des hommes d'affaires vendant du vent. Des jeunes prêts à acheter des tickets à 400\$ pour avoir une garantie d'exclusivité et des investisseurs voulant miser sur le *next big thing*. Derrière l'arnaque, s'élevait au final à 24 millions de dollars, deux hommes : le rappeur Ja Rule et surtout Billy McFarland, très jeune entrepreneur qui se la jouait capitaliste, désormais en prison. jh

Art contemporain

Spiegel im Spiegel

josée hansen

Au commencement était le livre. Un bel objet mis en page par Philip Baber, imprimé à Berlin, publié par Roma Publications à Amsterdam et distribué par Idea Books d'Amsterdam aussi. Un format modeste, type poche, mais très épais (522 pages), avec un papier léger, très blanc, pour que les photos sortent bien. *An attempt at a personal epistemology* est le grand œuvre de Jeff Weber, jeune (il est né en 1980) artiste luxembourgeois qui vit et travaille à Berlin, le résumé de son activité conceptuelle et de sa pratique artistique jusqu'ici. « Épistémologie » comme « théorie de la connaissance » (*Universalis*), une tentative de résumer son approche de l'art. Le livre a été présenté aux Kunstwerke à Berlin et au Mudam à Luxembourg.

My own private Kunsthalle Après des études à la Cambre à Bruxelles et à la Jan van Eyck Academie à Maastricht, où il s'entichera surtout de théorie sur l'art, Jeff Weber part s'installer à Leipzig. Nous sommes en 2011, la région est sinistrée ; pour contrecarrer la fuite des cerveaux et attirer à nouveau des artistes et des créatifs, la ville a un programme de mise à disposition gratuite de maisons abandonnées. Weber profite d'un de ces contrats pour un appartement qu'il rénovera de fond en comble pour en faire une... Kunsthalle. On pense à Gregor Schneider, bien sûr, et son projet *Haus u r* à Rheydt, sa maison natale qu'il occupa artistiquement pendant des années, la transformant et la transplantant même au pavillon allemand à Venise en 2001. Ou à Hans-Ulrich Obrist, qui commença sa carrière de commissaire d'exposition mondialement connu par des expositions curatées dans son propre appartement à Saint-Gall en Suisse (déjà avec Fischli & Weiss et Boltanski). Car Jeff Weber était en quelque sorte le démiurge de cette Kunsthalle : à la fois propriétaire, directeur, commissaire en chef et collaborateur artistique.

Le livre s'ouvre sur des photos hyper-léchées de ce *white cube* parfait – prises, comme toutes les photos de la publication, par Jeff Weber lui-même, la photographie étant son médium de prédilection. On y voit aussi le bâtiment avant rénovation, en 2013, ainsi que les travaux, réalisés avec son père Albert (auquel le livre est dédié). L'espace fonctionnera



Jeff Weber en janvier 2019

comme lieu d'exposition de 2014 à 2017, avec cinq événements/échanges : Alexi Kukuljevic, Snejanka Mihaylova, Helmut Rings, Adrien Lucca et, en clôture, une projection de films du cinéaste expérimental américain culte Robert Beavers (*1949).

Open yet hesitant « As an itinerant filmmaker who has moved around Europe for decades, making and showing films, I was open yet hesitant about a letter from an unknown correspondent asking me to show films at Kunsthalle Leipzig », écrit Robert Beavers dans le livre. « But after encountering Jeff Weber in person, I began to grasp that he was the Kunsthalle, and the idea of an artist creating his own exhibition space appealed to me. » Plus tard, continue-t-il, Beavers se rendit compte à quel point le travail photographique de Jeff Weber interagit avec le travail des artistes invités, « and how friendship played a particular role in both ». Pour Beavers, la Kunsthalle avait cette qualité d'être « a place created with a minimum of means and invested with freedom ».

Rigoureux Jeff Weber n'est pas facile d'accès. Trop intelligent pour se donner volubile et charmant. Il utilise la rigueur et la radicalité comme armes pour défendre ses positions : lorsque le Casino Luxembourg l'invite à participer à son expérience *Making of* (2012), une sorte d'atelier ouvert que les critiques les plus sévères comparèrent à un zoo humain – les artistes étaient tenus à se montrer au travail dans leurs ateliers temporaires –, Weber provoque en faisant installer une porte devant son atelier. Et de la fermer au public, jusqu'au jour de la présentation de son résultat. On le revit récemment au Luxembourg, en tant que guide de l'exposition Jeff Wall au Mudam, ou comme artiste participant à l'exposition inaugurale *Thinking ahead*, dans le nouvel espace-galerie d'Erna Hecey au Limpertsberg (où il aura sa première exposition personnelle en septembre). Mais Jeff Weber fut aussi lauréat du Prix Edward Steichen en 2015 ou de la Bourse Bert Theis du Focuna en 2017¹. Or, rien de tout cela ne suffit pour l'appréhender, comprendre son travail artistique.

Lumière, montage et effets de miroir « La Kunsthalle était pour moi un outil pour réfléchir mon propre travail », explique Jeff Weber lors d'un entretien, début janvier au Luxembourg. Une des inspirations les plus importantes qu'il évoque est par exemple le film *From the notebook (1971/1998)* de Robert Beavers, un agenda visuel fait de montage d'images poétiques souvent d'apparence banale, car captant le quotidien : ce pan de mur, ce rayon de lumière aveuglante, ces pigeons... Au même titre, le travail de Jeff Weber sur son livre est un montage empruntant au cinéma ses techniques du champ/contre-champ : on y retrouve des photos de documentation du travail des artistes, aussi bien des voyages de recherche (c'est aussi une expédition à travers les plus grands musées du monde, y compris, occasionnellement, au Mudam), les moments de déconnade (*Uncanny encounters*, Kant dans un sachet de congélation) que les vernissages. Et Weber de citer une autre référence : le texte *Das Unbekannte in der Kunst* du peintre allemand Willi Baumeister (1988) : il se laissait surprendre par ces rencontres avec les artistes invités, qui firent évoluer son propre travail. Cet effet de mi-

Avec son livre *An attempt at a personal epistemology*, l'artiste Jeff Weber fait le point sur son travail, entre photographie, théorie, pratique curatoriale – et dérision



Le livre comme bel objet

roir et la lumière – dans le sens de *Aufklärung* – sont l'essence même de l'approche de Jeff Weber. C'est cette générosité amicale qu'affectionna tant Beavers lors de son expérience sur place.

Geek Initialement photographe et théoricien, Jeff Weber est un véritable *geek* de technique. D'ailleurs, l'exposition *Blow up direkt* de Helmut Rings était dédiée aux appareils de photographie et de cinéma analogiques. C'est justement à un moment de sa réflexion personnelle sur la photographie et l'intelligence ou la technologie derrière l'image que Weber en vint à l'idée de lancer un espace collaboratif : « This is why I started thinking about how I could achieve a transition from the initial idea of a participatory act in the creation of an image to a functioning system in the production of images. In the way that it later unfolded as the background mechanisms in the Kunsthalle. ». L'austérité de la production, et surtout de toute la communication autour du projet, cache malheureusement cette générosité dans l'échange – et l'humour subversif qui traverse tout le livre.

Weber et Kukuljevic, leurs têtes prises dans une énorme bande de tissu dans *Trading Places* au Wiels à Bruxelles ou les deux artistes pour une *Uncanny encounter during the Picabia exhibition at Moma*, regardant droit dans la caméra, comme

pris au dépourvu ; *Alexi Kukuljevic eating brain at Viva M'Boma* ou allumant un gros cigare pour *The confidence man* recèle effectivement du même sens de l'(auto)dérision qu'avait Bert Theis (que Weber n'a jamais rencontré).

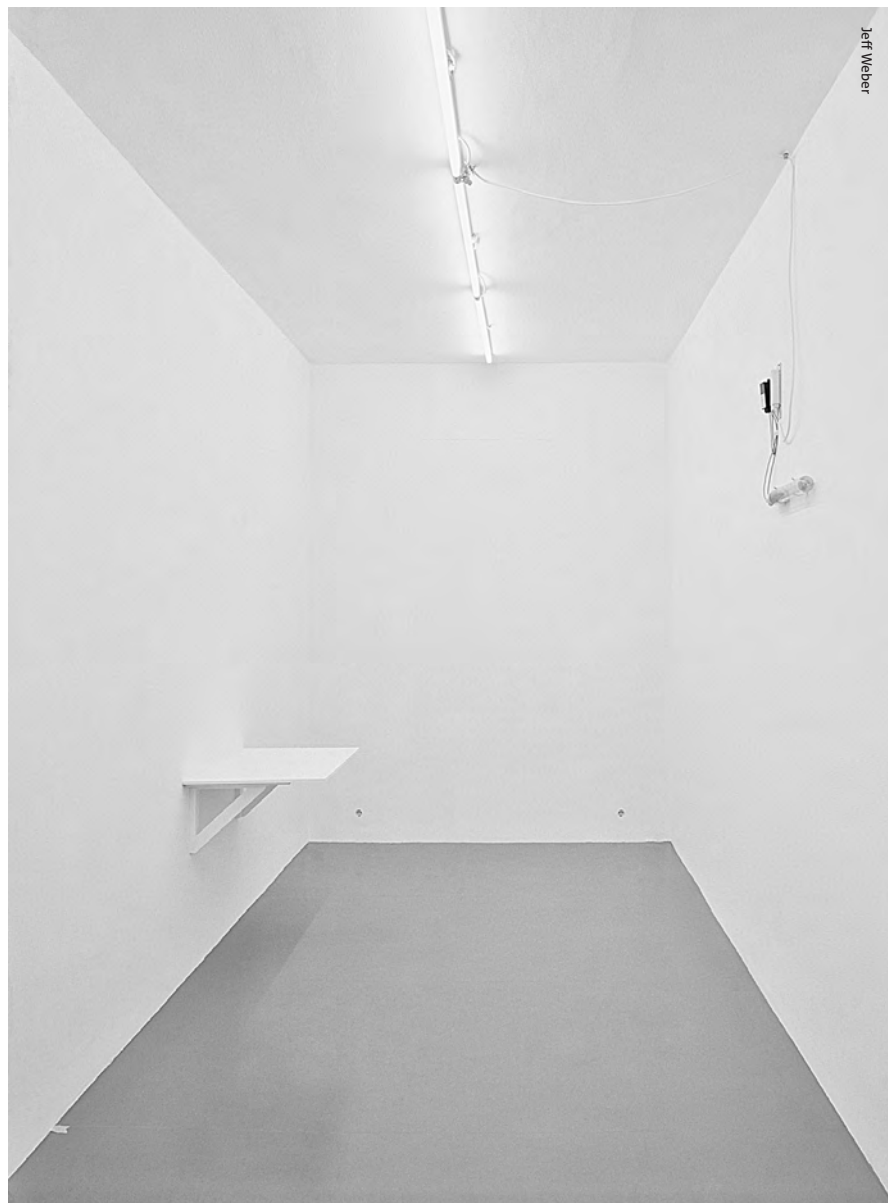
« J'ai invité les artistes en fonction de l'intérêt que je leur portais », explique encore Jeff Weber. La collaboration devint à chaque fois une mise en résonance, voire une mise en abyme de leurs deux œuvres. Où la lumière pouvait devenir une référence à Satan ou à Lucifer durant les recherches avec Snejanka Mihaylova, ouvrant autant de portes vers des mythologies et des philosophies qu'il ne connaissait pas forcément avant. Le livre se termine avec un pied de nez : une recette pour un *Ragù alla Bolognese*...

Le titre de cet article est une référence au morceau éponyme du compositeur estonien Arvo Pärt datant de 1978.

¹ L'auteure fut membre du jury du Prix Bert Theis.

Le livre de Jeff Weber : *An attempt at a personal epistemology*, avec des textes de Michael Baers, Robert Beavers et Marie-France Rafael, est paru chez Roma Publications, Amsterdam ; ISBN 9789492811387, 522 pages, 25 euros ; en vente entre autres au Mudam et au Casino Luxembourg.

Pour plus d'informations sur l'artiste : jeffweber.be ; le site de la Kunsthalle reste accessible : kunsthalle-leipzig.de.

La Kunsthalle Leipzig, *white cube* parfait, fonctionnait de 2014 à 2017

Musique classique

Wolfgang amadoué

José Voss

Jean Muller n'ien est pas à un défi prométhéen près. Après avoir joué et gravé, entre 2007 et 2009, les 32 *Sonates* de Beethoven (intégrale dont nous nous sommes faits l'écho dans ces colonnes), voilà en effet qu'entre août 2016 et janvier 2017, notre super-soliste a récidivé en se lançant à corps et à cœur perdus dans un autre marathon pianistique : exécuter et enregistrer les 18 *Sonates* de Mozart. Une intégrale qui – disons-le tout de go – a été chaleureusement accueillie, tant par le public que par la critique. Ce qui est d'autant plus remarquable que la concurrence, dans ce genre de répertoire, est rude. Quel peut bien être le secret de cet artiste hors pair, qui a plus d'une corde à son art, lui qui parvient à mener de front,

avec un égal bonheur et succès, une prestigieuse carrière internationale de pianiste et d'importantes responsabilités en tant que directeur artistique de l'Orchestre de Chambre du Luxembourg et professeur au Conservatoire de la Ville de Luxembourg ?

Une fournée de quatre *Sonates* en forme de coups de foudre, comprenant les *K 281, 331, 332, 570*, constitue comme une première étape dans la conquête de ce nouvel intimidant Everest pianistique aux vertigineux à-pics et aux périlleuses glissades mélodiques et harmoniques. Quatre grands moments d'émotion, qui donnent d'entrée de jeu le ton de l'univers musical de cette intégrale.



Jean Muller

« Trop simple pour les enfants, trop compliqué pour les adultes », aimait à dire le célèbre pianiste Arthur Schnabel, passé maître dans l'art de jouer Mozart. On ne saurait mieux dire, tant la musique énigmatique du génial *Wunderkind* reste un défi, même pour des virtuoses du troisième type comme notre Jean Muller, qui n'avait que huit ans lors de sa première apparition publique, où il créa une œuvre de son compatriote Alexander Mullenbach.

L'enjeu de cette intégrale étant d'une tout autre envergure, nous ne nous contenterons évidemment pas de répéter ici ce que nous écrivions, il y a un peu plus d'un an, à propos de son interprétation en concert (c'était au Conservatoire de la capitale) des *K 311, 330, 331, 570*.

Débordant de trouvailles mélodiques et thématiques, savant dosage de coquetterie, de parodie et de poésie, la *Sonate K 332* qui ouvre l'album est l'une des plus populaires en même temps que l'une des plus « mozartiennes ». Sous les doigts virtuoses de Muller, un flamboiement mâle « ébouriffé » cette partition qui, nonobstant ce que pourraient suggérer tels passages charmants, ne demande d'ailleurs que ça. Dans l'approche « amphétaminée » qu'en défend Muller

(lequel, du reste, n'a rien d'un gringalet), une conception qui est loin de tout badinage futile, de toute frivolité mièvre, de toute ornementation superficielle, d'effets faciles de manche ou de hanche, la sonate n'est pas un soliloque, mais un dialogue vivant, mis en scène par un homme de théâtre-né, Mozart pensant personnage et situation avant thème et variation. Et que dire de la cantilène de l'*Adagio* médian, l'un des temps forts de cette page ? En l'écoutant dans l'interprétation inspirée qu'en donne Jean Muller, on ne peut pas ne pas penser à Wagner qualifiant Mozart de « génie de la lumière et de l'amour ».

La *Sonate K 281* se distingue par l'humour et l'esprit qui la traversent de part en part, à l'exception peut-être du mouvement lent, marqué *Andante amoroso*, romance parfois considérée – à tort – avec condescendance. Là encore, pas de mignardises, mais du tempérament à revendre, gage d'une forte personnalité et de cette joie de jouer qui n'appartient qu'aux plus grands.

Chef-d'œuvre insurpassable, la *Sonate K 331* est aussi l'une des plus plébiscitées, notamment à cause de son célèbre *Rondo* « *alla turca* », dont le thème orientalisant se grave si fortement et si profondément dans la mémoire, mais sans doute aussi en raison du noble *Menuetto*, où Mozart dit ce qu'il a à dire. Si la « turquerie » est prise, dans un tempo « supersonique » pour ne pas dire – mais cela n'engage que nous – un brin trop rapide, il n'en demeure pas moins que le piano mullérien brille ici par son mordant imaginaire, sa volubilité péremptoire, son articulation acérée. « Idéal de la sonate pour piano » selon Alfred Einstein, présentant les premiers signes du style du Mozart de la dernière période, la *K 570* qui clôt ce premier CD de l'intégrale vaut surtout par sa texture proprement cristalline, fruit d'un beau travail de contrepoint. Avec, à la clé, un art dépouillé, sans être pour autant décharné. Som-

En gravant les 18 Sonates de Mozart, Jean Muller confirme son appétit d'intégrales

met émotionnel de l'œuvre : l'*Adagio*, « digne des plus hautes inspirations de Mozart » (Guy Sacre), épanchement du cœur, confiance sonore où l'âme d'Amadée se met à nu. Où il appert que Mozart peut être « grave » – au sens étymologique du terme, i.e. dense –, même dans son apparente fluidité et simplicité heureuse, dans ses thèmes gais (« divin » Mozart, n'est-ce pas ?) comme dans ses envolées inquiètes, loin d'on ne sait quelle légèreté viennoise, et qui sont comme autant de blessures secrètes que seuls peuvent comprendre ceux qui les ont un jour vécues ou des médiums de la trempe d'un Jean Muller qui ont l'art de nous les faire partager.

Du très grand piano. Un régal musical, grâce à tout ce qui fait les qualités du merveilleux et admirable pianiste dont peut se prévaloir notre pays, et qui fait sa fierté : maîtrise technique, sonorité profonde, rigueur rythmique, netteté de la construction, raffinement des phrasés, vitesse limpide, émotion communicative mais ennemie de tout pathos, intelligence musicale également sensible à la justesse de l'agogique et à la beauté du chant instrumental, jeu tout de pudeur, où tout est pensé, pesé, peaufiné, sans rien d'autre que la musique, toute la musique.

Enregistrements réalisés, entre août 2016 et janvier 2017, au Grand Auditorium du Conservatoire de la Ville de Luxembourg. Producteur et ingénieur du son : Marco Battistella. Minutage : 70:44. Image sonore parfaitement lisible et très bien équilibrée. Notice bilingue allemand/anglais, signée... Jean Muller. Référence : HC18068. info@haensslerprofil.de.

Books

Crisis? What crisis?

Janine Goedert

Revisiting two of his previous books, namely *The Rotters' Club* (2001) and *The Closed Circle* (2004), became the starting point for *Middle England*, Jonathan Coe's state-of-the-nation novel around Brexit, in which some of his former protagonists are being revived. It turns out to be an intriguing mix of fiction and facts.

The action starts in 2010 and goes up to autumn 2018. Since Doug Anderton, one of the central characters, is a high-profile newspaper columnist, political developments in and around Westminster loom large. But Coe also takes us to Birmingham, a once proud industrial hub where the Longbridge car factory has made way for a gigantic Marks & Spencer's with a downstairs prosecco bar. De-industrialisation has not only destroyed local communities; it has changed the country for good. On the other hand, there are a few pockets of picture-book rural England left. Thus, Shropshire is where Benjamin Trotter, a writer, has sought refuge in a mill-house by the Severn with the money he made from selling his London flat.

Middle England, Jonathan Coe's state-of-the-nation novel around Brexit, turns out to be an intriguing mix of fiction and facts

This is a tale of two nations, and, clearly, Coe is appalled by the polarisation Brexit has uncovered. He refers to the financial crisis of 2008 as a key event in terms of the growing dissatisfaction with the so-called elites. The impunity and arrogance of "banksters" fed into people's sense of injustice, which was then exploited by Brexiters in carefully targeted campaigns. The latter tapped into the fears and frustrations of millions of ordinary people in villages and small towns – the rest is history!

Anger spread and manifested itself in all sorts of ways with ever greater urgency. There was the shocking murder of Jo Cox, there have been attacks against immigrants as well as a brutal rejection of political correctness... Ultimately, Brexit has split families and friends; it has, above all, paralysed a whole country.

Where is the spirit that carried Danny Boyle's opening ceremony at the London Olympics in 2012? – Coe asks. The energy and the self-irony have been strangled for good by division and hatred. It is actually impossible now to recreate the mood that showed a country at ease with itself, a country that was eager to share and celebrate its athletes not in an ugly, fanatic way but by drawing millions of people together.

These days it is the liberal left vs the rising right, metropolitan Remainers vs the provincial lower-middle classes who hate change and are suspicious of Westminster. Resentment is stoked further by fake news, by Twitter and Facebook.

Once you meet Ronald Culpepper, a greedy millionaire donor of the Leave campaign, there can be no doubt which side Coe himself is on. Still, he succeeds in creating a tableau of contemporary England that is both ironic and multi-layered. Comic set pieces set the rhythm, and his Remainers seem to have just as many irritating sides as their opponents.

The author targets David Cameron's monumental miscalculation which triggered the mess. He further suggests that the present climate of mutual distrust is rooted in the 1979 election, which allowed Margaret Thatcher to radically overhaul social and political structures. Britain would never be the same again.

Middle England helps readers to step back, untangle fact from fiction and pinpoint the crux of the matter. Chaos and confusion seem to rule wherever you look – on university campuses as well as in village shops. Only cruise-ship dining-rooms and golf-clubs in the Midlands are safe havens, worlds apart from Poundland and food banks.

But this being a Coe novel, there is plenty of room for other issues, too: the losses of late middle age and roads not taken, patchy relationships and wavering resolve. A panoramic portrait of the personal and the political is set against various river landscapes.

When Benjamin Trotter and his sister Lois buy a property in Provence at the very end, you wonder whether escape to France is really the only answer. It might feed into yet another of those make-over TV programmes the English love so much, though this time it will be *Life in the Mill House* perhaps, or *Lost in Provence*, rather than *Escape to the Château*. The formula is particularly popular with DIY-addicts and hopeless dreamers. It definitely does have a future!

Jonathan Coe: *Middle England*, Viking, 2018; ISBN 978-0-241-30946-9.

Theater

Götter über mir

Claude Reiles

Anders als beim ersten Gastaufrtritt am Vortag ist der Zuschauerraum am Sonntag nur spärlich besetzt. Nicht einmal zwei Dutzend Besucher blicken auf das Koordinatenfeld, das im grünen Neonlicht an der Hinterwand erstrahlt. Im Rückblick mag George Brants *Grounded*, eine Produktion des Schauspiel Frankfurt, nicht der Höhepunkt der laufenden Saison gewesen sein. Etwas mehr Zulauf hätte dieser fünfzigminütige Monolog, 2012 uraufgeführt, dann doch verdient.

Noch im Dunkeln der einführenden Szene werden Streichhölzer an ihrer Packung entzündet und verglühn am Boden eines Metallkübels. Es folgt ein zweites. Ein drittes folgt. Lichter erlöschen. Dann erhellt das Bühnenlicht den schmalen Bühnenraum: zwei Stühle, der Eimer und eine junge Frau, die bis zur Taille in einem Overall steckt. Mit sicherer Hand greift sie durch die Ärmel, zieht den Reißverschluss hoch bis an den Hals. Die namenlose Kampfpilotin produziert im Fortlauf einen Schwall an martialischen Metaphern, die ihre Berufung zur Kampfpilotin als Quintessenz eines pervertierten Ergebnisses aus Gleichberechtigung und Freiheitsrausch zelebrieren: „Schwierig, sich durch die ganzen Jungs durchzukämpfen bis zu mir. (...) Doch es ist der Respekt“. Sie schwärmt von den Flugeinheiten hoch hinaus, durch die Wolkendecke, im Kampf gegen die G-Kraft, hinauf ins helle Blau: „Astronauten, die haben die Ewigkeit, aber ich habe die Farbe, ich habe Blau.“

Das deutsch-luxemburgische Ensemble-Mitglied Sarah Grunert verkörpert in Brants Drama diese junge, martialische Pilotin, die in Folge einer Schwangerschaft in die als „Chairforce“ verhöhte Einheit der Drohnenpiloten versetzt wird. Die Freiheit erlischt, der Selbstrespekt verfliegt. Sie fährt ab sofort in den „Kriegseinsatz wie zur Schichtarbeit“. Ehemann Eric setzt ihr abends das Essen vor. Verwirrt starrt sie auf das Rosa des Ponys, mit dem Tochter Sam durch fabulierte Lüfte fliegt. Tagsüber geilt sie sich nicht mehr am freiheitlichen Blau auf. Im Container inmitten der Wüste Nevadas, vor den Toren des Glücksspiel-Molochs Las Vegas, starrt sie nur noch auf das Grau in Grau eines bepexelten Bildschirms. Sie hält

In Grounded spielt Sarah Grunert eine Drohnenpilotin im Wechselspiel zwischen Hybris und Demontage – ein Kriegsdokument unserer Zeit

den Joystick fest in der Hand, bereit zum Abschuss, schlägt aber in Abstraktion des meilenweit entfernten Zielobjekts vor Müdigkeit mit der Stirn gegen die Mattscheibe. Dieses Leben ergibt keinen Sinn.

Hin und wieder sorgen dumpfe Motorengeräusche für zusätzliche Spannung, wenn sich der Monolog zum Höhepunkt zuspitzt. Die zurückhaltende Regie richtet aber jede Aufmerksamkeit auf Sarah Grunert. Sieht man einmal von ihrem gekünstelten Kraftwort „Fuck“ ab, das sie mehrfach samt Kaffeedose oder Stuhl in die Ecke drischt, überzeugt die Solo-Darstellerin in ihrer Interpretation von sicherer Positur, klarer Kante und schwelender Psychose. Das Martialisch-Burschikose an Vokabular und Körperhaltung, am Schnigen ihres Gesichts prägt die erste Hälfte der Vorstellung.

An Komplexität gewinnt Webers Inszenierung vor allem in der zweiten Hälfte, als sich die Grenze zwischen Privatleben und Kampfeinsatz nicht mehr einwandfrei ziehen lässt. Die Mutter glaubt plötzlich zu erkennen, wie die eigene Tochter das digitale Grau ihres Drohnenbildschirms annimmt, will während des Beschusses der „Nummer Zwei“ beobachten können, wie die Zielperson ihre Sam zu umarmen versucht. Und doch: „Das Team jubelt, als meine Tochter stirbt. Als ihr Brei sich mit dem Propheten, dem Auto und dem Sand vermischt. Als ihr Brei sich mit dem Grau vermischt.“ Im Wahn möchte die Drohnenpilotin den Beschuss verhindern und landet vor dem Militärgericht: Entsetzt



Die deutsch-luxemburgische SchauspielerIn Sarah Grunert

stellt sie fest, es gebe Götter über ihr, Militär, das jede schlummernde Macke ihrer Einsatzkräfte *scanned*. Die eindimensionale Kriegerin wechselt in diesen Momenten überzeugend zur komplexen Psychose, um am Ende, physisch und filmisch projiziert, die Sesselfurzer in den Büros und im Publikumsraum als Mitschuldige anzuklagen.

Brants dramatischer Aufschrei stellt diese abstrakte, sterile Kriegsführung, die ohne die technologische Entwicklung der vergangenen 20 Jahre undenkbar wäre, als Tötungsmethode bloß, die Spuren in die Psyche ihrer Anwender brennt und in ihrer Illusion eines sauberen Krieges zusätzlichen Schmutz ansammelt.

Grounded ist ein relevantes Bühnenwerk mit einer überzeugenden Solo-Performance. Die Dramaturgie gewinnt aber erst dort an Fahrt, wo die Psyche der zentralen Figur komplexer wird.

Grounded von George Brant; Regie von Anselm Weber; Bühne von Raimund Bauer; Kostüm von Irina Bartels; Video von Bibi Abel; Musik von Thomas Osterhoff; Dramaturgie von Alexander Leiffheidt; mit Sarah Grunert, ist eine Produktion des Schauspiel Frankfurt; keine weiteren Vorstellungen in Luxemburg.

Musique contemporaine

« La vie passe étendue sur le lit des regrets »

josée hansen

L'attente était énorme : Alexandre Desplat, doublement oscarisé pour sa musique pour *The grand Budapest Hotel* de Wes Anderson et *The shape of water* de Guillermo del Toro et nommé cette année avec *Isle of dogs* de Wes Anderson, créant un opéra au Luxembourg ? La presse cinéma et la presse *people* (pour autant qu'il y en ait ici) étaient dans tous leurs états à l'annonce de la création mondiale d'une œuvre de Desplat au Limpertsberg – le premier opéra de chambre qu'il n'ait jamais écrit. Desplat a non seulement composé la musique, mais aussi écrit le livret de *En silence*, en collaboration avec sa partenaire Solrey (Dominique Lemonnier), qui en assura également la mise en scène. Le bref spectacle (une heure quinze), qui a fêté sa première ce mercredi au Grand Théâtre et sera joué ce week-end aux Bouffes du Nord à Paris, est une adaptation d'une nouvelle de l'auteur japonais, Prix Nobel de littérature en 1968, Yasunari Kawabata. Kawabata, auteur de quelque 440 titres de fiction selon

le comptage officiel, est surtout connu pour ses romans comme *Pays de neige* ou *Les belles endormies*.

Dans *En silence*, il raconte la visite du jeune Mita au domicile du vieil écrivain Omiya Akifusa qui, suite à un AVC, est partiellement paralysé et ne dit plus un mot. Comment parler à un muet ? Pourquoi refuse-t-il aussi de s'exprimer par écrit, en faisant par exemple des katakanas, des idéogrammes qui lui permettraient d'écrire au moins des syllabes, de sa main gauche ? Akifusa reste à la maison, dans son fauteuil, immobile, sans aucune interaction avec son entourage, ce dont souffre surtout sa fille Tomiko, qui s'occupe de lui. La nouvelle est brève, l'action réduite à un huis-clos intimiste : il y a Mita interprété par le baryton-basse Mikhail Timoshenko, la fille Tomiko chantée par la soprano Camille Poul et un narrateur, joué par l'acteur Sava Lolov, qui change aussi de rôle pour incarner le chauffeur de taxi ou le vieux maître.



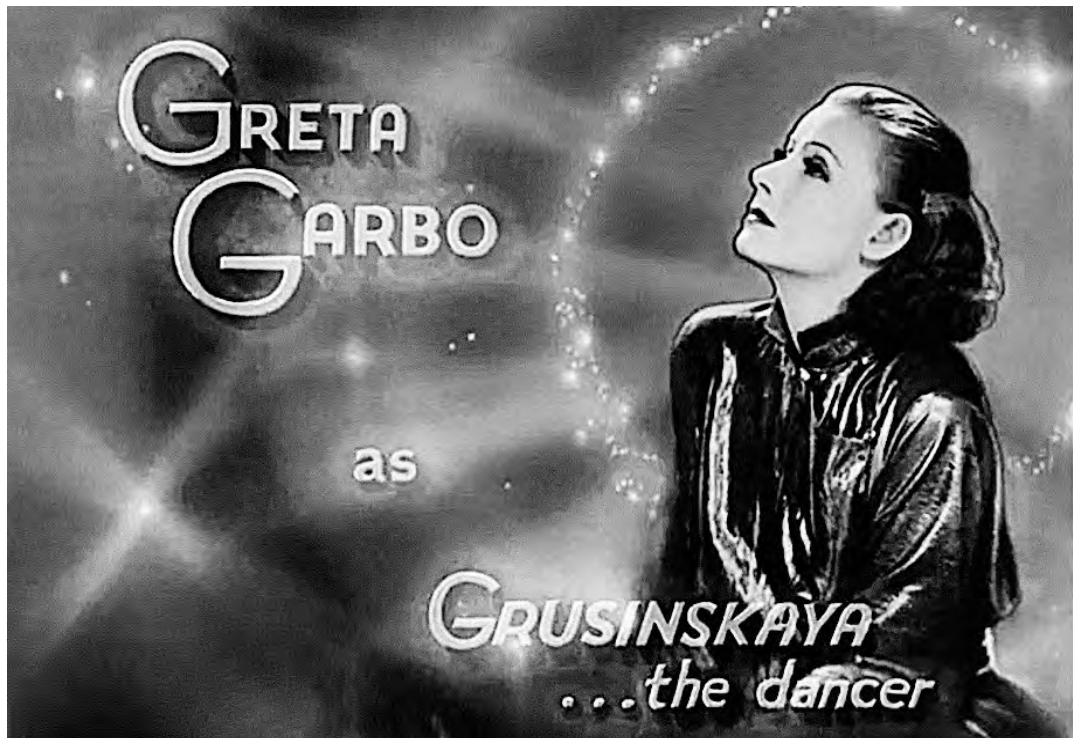
Sava Lolov, Mikhail Timoshenko et Camille Poul dans une scénographie d'Éric Soyer



Sava Lolov, Mikhail Timoshenko et Camille Poul dans une scénographie d'Éric Soyer

Cinémasteak

« Famous stars in famous films »



Adapté du roman à succès de l'écrivaine américano-autrichienne Vicki Baum (*Menschen im Hotel*, 1929) devenu un triomphe sur les planches à Berlin puis à Broadway, *Grand Hôtel* est la traduction cinématographique de ces performances. Il invite le spectateur à s'émouvoir du chassé-croisé d'inconnus qui se rencontrent dans un grand hôtel à Berlin. Greta Garbo incarne une danseuse russe mélancolique et dépressive qui reprend goût à la vie grâce à l'amour que lui porte un aristocrate désargenté (John Barrymore). Wallace Beery est Preysing, un industriel féroce et odieux, accompagné de sa secrétaire Flaemmchen (Joan Crawford). Lionel Barrymore est un ancien employé de Preysing. Condamné par la maladie, il a décidé de se faire plaisir en profitant des derniers instants de sa vie dans cet hôtel de luxe. Les personnages se débattent sous l'œil semi-ironique du docteur Ottersschlag (Lewis Stone) et du portier de l'hôtel (Jean Hersholt). Le *Grand Hôtel* en question est une métaphore évidente de la vie. On y entre et on y sort, chacun à son tour, en faisant l'expérience de la joie et de la douleur, de la vanité mais aussi de la sincérité des relations humaines.

C'est à Irving Thalberg, le producteur célèbre pour sa capacité à dénicher les récits à succès, que la MGM confie la fabrication du film. Nous sommes quelques années seulement après la généralisation et le triomphe du film parlant. L'intégration verticale propre au système des studios hollywoodiens – les entreprises de production de films sont aussi propriétaires des sociétés de distribution et d'exploitation – a facilité son extension. Thalberg apporte une innovation supplémentaire en mobilisant toutes les têtes d'affiche de la MGM dans le cadre d'un film choral. Il est certes difficile pour la majorité des spectateurs d'aujourd'hui de reconnaître, au-delà de Greta Garbo, la grandeur des stars de l'époque comme les frères Barrymore, Joan Crawford, Wallace Berry, Lewis Stone ou même Jean Hersholt. Leur mobilisation est pourtant une réussite en dépit des rivalités entre Garbo et Crawford ou des

Grand Hôtel d'Edmond Goulding est la preuve la plus éclatante de la transformation du cinéma sous l'effet du parlant : du spectacle pour tous

tensions entre Lionel et John Barrymore. La formule fera date et servira de modèles pour d'autres productions (la trilogie *Ocean* en est un bon exemple contemporain).

Lors de la première du film en avril 1932, aux États-Unis le célèbre magazine *Variety* pointa la réticence des amateurs de théâtre mais la forte attractivité du film auprès d'un public plus large et nouveau. Ce huis-clos, qui a conservé du théâtre la fluidité des scènes et des répliques, a ajouté l'ubiquité cinématographique. Plan-séquences et cadrages, travelling et profondeur de champ, entraînent le spectateur dans le tourbillon de la vie. Considéré comme un faiseur de mélés, à qui on reconnaît uniquement l'intelligence de la direction d'acteurs – surtout dans la cinéphilie cultivée française embourbée dans sa fétichisation idiote de « l'auteur » – Edmund Goulding participe pourtant au succès de l'entreprise. *Grand Hôtel* est la preuve la plus éclatante de la transformation du cinéma sous l'effet du parlant : Non pas du « théâtre filmé » mais du spectacle pour tous à « l'ère de la reproductibilité technique des images » (Benjamin). Fabrice Montebello

Grand Hôtel d'Edmond Goulding (États-Unis, 1932, vostf, 112') sera projeté à la Cinémathèque de la Ville de Luxembourg, place du Théâtre, mardi 5 mars 2019 à 18h30.

Comme toujours, Kawabata parle de la fragilité de l'existence et du caractère éphémère de notre passage sur terre, de transmission, de la valeur du mot et des fantômes du passé. Son texte est souvent extrêmement émouvant et juste. Comme cette belle métaphore utilisée dans l'histoire dans l'histoire d'une mère qui invente tout un roman pour cacher à son fils interné en hôpital psychiatrique que les feuilles qu'il lui donne à lire sont en fait vides. Qui fait une œuvre d'art, un roman, une histoire ? L'art ne naît-il pas dans l'œil de celui qui regarde ?

Voilà donc la base de cet opéra de chambre que les Théâtres de la Ville produisent dans le cadre de leur programme de soutien à la création musicale contemporaine. Le lien avec le Luxembourg, on le doit à Guy Frisch, qui avait approché Desplat lors d'une réception après la première de *Kein Licht* l'année dernière à l'Opéra comique à Paris, lui demandant un peu subrepticement s'il n'avait pas envie de travailler un jour avec l'ensemble contemporain United Instruments of Lucilin. La réponse positive vint assez rapidement, puisque le compositeur se sentait enfin prêt pour quitter l'art populaire qu'est par définition le cinéma pour celui autrement plus exigeant de la scène et de la musique contemporaine. Cela devait être une première à plusieurs égards, pour lui et Solrey, prédestinée dès le départ à en assurer la mise en scène, pour un essai qu'ils voulaient faire « avec humilité et méticulosité » dit-il lors de la conférence de presse la semaine dernière. « C'est une prise de risque énorme, une grand enjambée », concéda-t-elle.

Au début, la scène est spartiate. Une paroi translucide centrale fait à la fois écran accueillant des images ou filtre ouvrant sur le fond de scène. Parfois, elle devient aussi porte coulissante pour ouvrir sur l'espace

Des notes, tellement trop de notes : Alexandre Desplat et Solrey noient la poésie et l'humilité de Kawabata sous un déluge d'effets de style dans En silence

intime de la demeure d'Akifusa. Les musiciens de Lucilin sont alignés en fond de scène, cachés sous des accoutrements improbables de grands tissus colorés, ce qui les fait ressembler à des espèces de champignons – le designer de mode Pierpaolo Piccioli (Fendi, Valentino...) a signé ces costumes ridicules. Tout le reste n'est qu'empilage, les costumes des chauffeurs de taxi, narrateur et chanteurs sont sobres et font écho à la réduction de l'action. Car il ne se passe presque rien dans *En silence* : un voyage en taxi, la fille du sage partant chercher du saké ou la veste du visiteur, des dialogues sur l'existence ou non de fantômes... Et pourtant, on en sort insatisfait, ennuyé.

Le vrai problème de cette adaptation de *En silence* est que Desplat et Solrey n'en font jamais, du silence. Cherchant dans leurs biographies respectives, ils en ont fait une histoire personnelle, se reconnaissant

dans le silence du maître Akifusa. Solrey n'a-t-elle pas perdu l'usage de sa main gauche lors d'un accident, lui interdisant de s'exprimer par le violoncelle, son instrument de prédilection, et Desplat n'a-t-il pas perdu l'usage de sa voix pendant l'écriture de l'opéra ? Intimidés par cette forme-reine de l'opéra, ils voulaient la maîtriser en prêchant le minimalisme à la japonaise, mais en ont finalement fait beaucoup trop. En symboliques d'abord comme la référence au chiffre trois (trois espaces ; des trios de flûtes, cordes, clarinettes ; trois interprètes...). Dans la forme ensuite : Solrey use et abuse d'images vidéos illustratives et souvent redondantes. Les acteurs et chanteurs jouent de manière exagérée et emphatique, comme à Paris au vingtième siècle, ce qui est assez déconcertant pour un public luxembourgeois qui a l'habitude de voir le jeu beaucoup plus naturel des écoles allemande et surtout flamande. Et Desplat a écrit *beaucoup* de notes pour prouver son talents, croisant les percussions aux cordes, les glockenspiel aux voix, qu'il force à des étirements extrêmes de leurs tessitures – comme un gamin qui fait vrombir le moteur d'une voiture pour montrer ce dont il est capable. Au final, le plus beau moment, le plus touchant, est ce silence total sur scène, lorsque Tomiko et Mita boivent un saké ensemble. Si la mort est une délivrance, alors le silence se savoure dans le calme.

En silence d'Alexandre Desplat (musique, direction musicale & livret) et Solrey (mise en scène, vidéo & livret), adapté de la nouvelle de Yasunari Kawabata ; scénographie et lumières : Eric Soyer ; costumes : Pierpaolo Piccioli. avec Sava Lolov, Camille Poul et Mikhail Timoshenko ainsi que l'ensemble United Instruments of Lucilin, est une production des Théâtres de la Ville de Luxembourg, en coproduction e.a. avec le Théâtre des Bouffes du Nord à Paris, où l'opéra de chambre sera joué les 2 et 3 mars ; *bouffesdunord.com*.

d'Land méi mobil

Désormais, les abonnés peuvent lire le Lëtzeburger Land également sur iPhone. Il suffit de télécharger l'application dans l'App Store de Apple.

www.land.lu



Ministère de la Mobilité et des Travaux publics
Administration des Bâtiments publics

Avis de marché

Procédure : européenne ouverte
Type de marché : Travaux

Modalités d'ouverture des offres :
Date : 02.04.2019
Heure : 10.00 heures

Lieu :
Administration des bâtiments publics
10, rue du Saint-Esprit
L-1475 Luxembourg

Section II : Objet du marché

Intitulé attribué au marché :
Travaux de menuiserie en bois (lot 305) dans l'intérêt du Centre pénitentiaire d'Uerschterhaff à Sanem.

Description succincte du marché :
– Meubles encastrés détenue : env. 420 locaux
– Meubles encastrés poste de garde : env. 25 locaux
– Cuisines intégrées : env. 30
– Armoires de vestiaires : env. 500
– Meubles encastrés pour la cantine
– Meubles encastrés pour la salle de recueillement pour tous
– Habillage mural pour la cellule soft de détenue
– Sol et habillage mural pour le gymnase et un filet pare-balls
Les travaux sont adjudés en bloc à prix unitaires.
La durée des travaux est de 250 jours ouvrables à débiter au courant du 3^e trimestre 2019.

Section IV : Procédure

Conditions d'obtention du cahier des charges :
Les documents de soumission peuvent être retirés via le portail des marchés publics (www.pmp.lu).
La remise électronique est obligatoire.

Section VI : Renseignements complémentaires

Autres informations :
Conditions de participation :
Toutes les conditions de participation sont indiquées dans les documents de soumissions.

Réception des offres :
Les offres sont à remettre via le portail des marchés publics conformément à la législation et à la réglementation sur les marchés publics avant les date et heure fixées pour l'ouverture.

Date d'envoi de l'avis au Journal officiel de l'U.E. :
28.02.2019

La version intégrale de l'avis n° 1900249 peut être consultée sur www.marches-publics.lu



Avis de marché

Procédure : européenne ouverte
Type de marché : Services

Modalités d'ouverture des offres :
Date : 23.04.2019
Heure : 10.00 heures

Lieu:
Le Fonds Belval
1, avenue du Rock'n'Roll
L-4361 Esch-sur-Alzette
Tél. : +352 26840 1
Email : soumission@fonds-belval.lu

Section II : Objet du marché

Description succincte du marché :
Services d'un expert dans le cadre de l'aménagement de 3 bâtiments à usage de laboratoire (bâtiment ANAS, Laboratoire ingénieurs et Lippmann) à Esch-Belval et Belvaux au Grand-Duché de Luxembourg.

Section IV : Procédure

Conditions d'obtention du cahier des charges :
Dossier de soumission à télécharger gratuitement sur le Portail des marchés publics (www.pmp.lu).

Section VI : Renseignements complémentaires

Autres informations :
Conditions de participation :
Les conditions de participation sont précisées dans les documents de soumission.

Modalités visite des lieux/réunion d'information :
La visite des lieux est obligatoire et aura lieu le 25 mars 2019.

Réception des offres :
La remise électronique des offres sur le Portail des marchés publics (www.pmp.lu) est obligatoire pour cette soumission conformément à la législation et à la réglementation sur les marchés publics avant les date et heure fixées pour l'ouverture.

Date d'envoi de l'avis au Journal officiel de l'U.E. :
28.02.2019

La version intégrale de l'avis n° 1900280 peut être consultée sur www.marches-publics.lu

Poste vacant

Administration d'évaluation et de contrôle de l'assurance dépendance

Il est porté à la connaissance des intéressé(e)s que l'Administra-

tion d'évaluation et de contrôle de l'assurance dépendance se propose d'engager

Un médecin,

à tâche complète et à durée indéterminée.

Vous êtes affecté(e) au Service évaluation et détermination qui est responsable pour :
– L'évaluation de la situation de dépendance ;
– La détermination au droit d'accès des prestations assurance dépendance ;
– Le contrôle qualité des prestations dispensées ;
– L'amélioration continue des outils d'évaluation ;
– L'information et le conseil de tous les interlocuteurs dans le cadre du processus d'évaluation.

Profil souhaité :
– Vous êtes titulaire d'un diplôme sanctionnant une formation spécifique en médecine générale et vous disposez de l'autorisation d'exercer la médecine au Luxembourg ;
– Une formation supplémentaire en gériatrie sera considérée comme un atout ;
– Vous possédez un permis de conduire ;
– Vous faites preuve d'excellentes compétences relationnelles et organisationnelles et vous disposez d'un fort esprit d'équipe ;
– Vous avez de bonnes connaissances informatiques et vous maîtrisez les logiciels courants ;
– Vous disposez d'une aisance en communication orale et de compétences rédactionnelles développées ;
– La maîtrise des langues luxembourgeoise, allemande et française est obligatoire.

Missions :
Au sein d'une équipe interdisciplinaire vous êtes chargé(e) d'évaluer la situation de dépendance d'un assuré demandeur de prestations :
– Vous assurez le recueil des informations nécessaires au lieu de vie du demandeur, auprès de son entourage, des prestataires ou autres intervenants ;
– Vous déterminez les prestations requises prévues dans l'assurance dépendance ;
– Vous traitez en priorité les dossiers pour lesquels une compétence médicale spécifique est requise.

Les candidatures écrites avec un curriculum vitae détaillé et une copie des diplômes respectifs sont à adresser à rh@ad.etat.lu. Pour de plus amples renseignements vous êtes invité(e) à prendre contact avec Monsieur Norbert Lindenlaub, tél. 247-86063, de l'Administration d'évaluation et de contrôle de l'assurance dépendance.



Avis de marché

Procédure : européenne ouverte
Type de marché : Services

Modalités d'ouverture des offres :
Date : 03.04.2019
Heure : 10.00 heures

Lieu:
Le Fonds Belval
1, avenue du Rock'n'Roll
L-4361 Esch-sur-Alzette
Tél. : +352 26840 1
Email : soumission@fonds-belval.lu

Section II : Objet du marché

Description succincte du marché :
Soumission relative aux services de concierge pour les Cité des Sciences à Esch-Belval.

Section IV : Procédure

Conditions d'obtention du cahier des charges :
Dossier de soumission à télécharger gratuitement sur le Portail des marchés publics (www.pmp.lu).

Section VI : Renseignements complémentaires

Autres informations :
Conditions de participation :
Les conditions de participation sont précisées dans les documents de soumission.

Réception des offres :
La remise électronique des offres sur le Portail des marchés publics (www.pmp.lu) est obligatoire pour cette soumission conformément à la législation et à la réglementation sur les marchés publics avant les date et heure fixées pour l'ouverture.

Date d'envoi de l'avis au Journal officiel de l'U.E. :
28.02.2019

La version intégrale de l'avis n° 1900276 peut être consultée sur www.marches-publics.lu

Ministère de la Mobilité et des Travaux publics
Administration des Bâtiments publics

Avis de marché

Procédure : ouverte
Type de marché : Travaux

Ouverture le 27.03.2019 à 10.00 heures

Lieu d'ouverture :
Administration des bâtiments publics
10, rue du Saint-Esprit
L-1475 Luxembourg

Intitulé :
Travaux d'installation photovoltaïque à exécuter dans l'intérêt du site de l'Administration des ponts et chaussées à Bertrange.

Description :
– Installation photovoltaïque de 2 280 panneaux
– Parafoudre
Les travaux sont adjudés en bloc à prix unitaires.
La durée prévisible du marché est de 75 jours ouvrables à débiter au 3^e trimestre 2019.

Conditions de participation :
Toutes les conditions de participation sont indiquées dans les documents de soumissions.

Conditions d'obtention du dossier de soumission :
Les documents de soumission peuvent être retirés via le portail des marchés publics (www.pmp.lu). La remise électronique est obligatoire.

Réception des offres :
Les offres sont à remettre via le portail des marchés publics conformément à la législation et à la réglementation sur les marchés publics avant les date et heure fixées pour l'ouverture.

Date de publication de l'avis 1900270 sur www.marches-publics.lu :
28.02.2019

Ministère de la Mobilité et des Travaux publics
Administration des Bâtiments publics

Avis de marché

Procédure : européenne ouverte
Type de marché : Travaux

Modalités d'ouverture des offres :
Date : 04.04.2019
Heure : 10.00 heures

Lieu d'ouverture :
Administration des bâtiments publics
10, rue du Saint-Esprit
L-1475 Luxembourg

Section II : Objet du marché

Intitulé attribué au marché :
Travaux d'installation photovoltaïque à exécuter dans l'intérêt du Lycée technique du Centre à Luxembourg.

Description succincte du marché :
– deux installations photovoltaïques (66 kWc et 142,56 kWc)
– 4 000 ml câblage
– 6 onduleurs
– tableaux électriques
– compteurs
– adaptation du parafoudre
Les travaux sont adjudés en bloc à prix unitaires.
La durée des travaux est de 35 jours ouvrables à débiter en 3^e trimestre 2019.

Section IV : Procédure

Conditions d'obtention du cahier des charges :
Les documents de soumission peuvent être retirés via le portail des marchés publics (www.pmp.lu). La remise électronique est obligatoire.

Section VI : Renseignements complémentaires

Autres informations :
Conditions de participation :
Toutes les conditions de participation sont indiquées dans les documents de soumissions.

Réception des offres :
Les offres sont à remettre via le portail des marchés publics conformément à la législation et à la réglementation sur les marchés publics avant les date et heure fixées pour l'ouverture.

Date d'envoi de l'avis au Journal officiel de l'U.E. :
28.02.2019

La version intégrale de l'avis n° 1900285 peut être consultée sur www.marches-publics.lu

d'LëtzebuurgerLand

Fondé en 1954 par Carlo Hemmer, édité par Leo Kinsch de 1958 à 1983

Hebdomadaire politique, économique et culturel indépendant paraissant le vendredi. Publié par les Éditions d'Letzeburger Land s.à r.l., R.C. B 19029, N° TVA LU 12 12 40 22. La reproduction des articles et illustrations est interdite sans l'accord écrit de l'éditeur. **Gérant, rédacteur en chef** Romain Hilgert (48 57 57-22; rhilgert@land.lu), **Rédaction** Peter Feist (48 57 57-24; pfeist@land.lu), Josée Hansen (48 57 57-26; jhansen@land.lu), Ines Kurschat (48 57 57-28; ikurschat@land.lu), Michèle Sinner (48 57 57-20; msinner@land.lu), Bernard Thomas (48 57 57-30; bthomas@land.lu) **Photos** Sven Becker (sbecker@land.lu) **Administration** Zoubida Belgacem (48 57 57-32; zbelgacem@land.lu) **Mise-en-page** Pierre Greiveldinger **Édition et rédaction** 59, rue Glesener L-1631 Luxembourg **Courrier** boîte postale 2083, L-1020 Luxembourg **Téléphone** 48 57 57-1 **Fax** 49 63 09 **E-mail** land@land.lu **Internet** www.land.lu **Publicité** Maison Moderne Media Sales 10, rue des Gaulois Luxembourg; boîte postale 728, L-2017 Luxembourg (27 17 27 27-32; francis.gasparotto@maisonmoderne.lu) ; **Impression offset** Imprimerie Saint-Paul **Prix par numéro** 4,00 € **Abonnement annuel** 140,00 € **Abonnement étudiant/e** 75,00 € **Comptes en banque** CCPLLULL : IBAN LU59 1111 0000 5656 0000, BILLULL : IBAN LU29 0027 1003 6990 0000, BGLULL : IBAN LU32 0030 0431 7039 0000, BCEELULL : IBAN LU30 0019 1000 2939 1000, CELLULL : IBAN LU71 0141 7162 5000 0000, BLUXLULL : IBAN LU59 0080 0484 9600 1003



Plus de hauteur

Découvrez le Lëtzebuurger Land en vous abonnant gratuitement durant un mois.

land@land.lu
www.land.lu
téléphone 485757-1



Wirkt immer noch bedrohlich: die Atomzentrale Cattenom



Fear and Loathing in Cattenom

Über Apokalyptik als Denkfigur

Samuel Hamen

„hold tight, get a grip,
the whole world is going to hell“
(Get well soon)

2014 schrieb die Literaturwissenschaftlerin Eva Horn in ihrer kulturwissenschaftlichen Studie *Zukunft als Katastrophe*, dass „der apokalyptische Ton, den Jacques Derrida den achtziger Jahren bescheinigte, gegenwärtig in den unterschiedlichsten Spielarten und Diskussionsformen“ zurückkehre. In der Tat hat sich seit gut zehn Jahren, auch als Reaktion auf die globale Finanzkrise, ein grundsätzlicher Zukunftspessimismus etabliert, der je nach Land, Autor und Anlass mal als klimatische, politische oder soziale Katastrophe daherkommt.

Alle Entwürfe aber eint die Idee eines Desasters, das uns bevorstünde und dessen erste Vorboten wir gerade erleben würden. Diesem in Kunst und Medien ständig variierten Bild einer kommenden Katastrophe kommt laut Horn eine besondere Funktion zu: „Es bringt etwas aus der Latenz hervor, es schafft ein Ereignis, etwas Erzähl-, Darstell- und Erlebbares, in dem die ungreifbare und bedrohliche Zukunft greifbar wird.“ Diese Entwürfe sind für Horn denn auch „Agenten einer Formatierung von Zukunftserwartung“, in ihnen zeigt sich, wie sich eine Gemeinschaft gegenüber dem Zukünftigen aufstellt. Freudig? Oder doch ängstlich?

Cattenom als Schreckensbild

In Luxemburg wendet sich die katastrophische Imagination in Ermangelung extremer Wetter- und Naturerfahrungen (Dürre, Flutwelle, Schneesturm), die oftmals die Grundlage apokalyptischer Szenarien stellen, einem spezifischen Schreckensbild zu: Cattenom. Das Atomkraftwerk in Lothringen wurde ab 1979 errichtet, bis 1991 nahmen nach und nach vier Druckwasserreaktoren den Betrieb auf. Größere Siedlungen befinden sich in naher Umgebung: Trier ist 48 Kilometer, Luxemburg-Stadt 46 Kilometer, Metz lediglich 33 Kilometer entfernt. Seit seinem Bau steht das AKW in der Kritik: Die Energie sei nicht sauber, vor allem aber sei die Anlage nicht sicher, ein Reaktorunglück beträfe die gesamte Großregion. Mit den Worten von Henri Kox, dem ehemaligen Bürgermeister von Remich: „Wenn Cattenom in die Luft fliegt, ist Luxemburg ausstrahlt.“

In ihrem Buch schreibt Horn, dass der technische Unfall, etwa bei Autos, Kraftwerken oder Industrieanlagen, zur „emblematischen Situation der Moderne“ geworden sei. In der Fehlfunktion der Apparate, die unseren Lebensstandard sichern, offenbart sich ihr zufolge die Kehrseite des Versprechens von Sicherheit, Komfort und Fortschritt. Je wirkmächtiger die Technik ist, desto fataler muss ihr Scheitern sein. Gerade deswegen sind Atomkraftwerke wie jenes in Cattenom seit ihrem massenhaften Bau in den 70-er und 80-er Jahren ein so starker ikonografischer, auch politikaktivistischer Stimulus.

Möglichkeitsräume des Schiefgehens

Der 1986 geborene Yorick Schmit nutzt nun das Dispositiv rund um Zeitmentalität, Weltende und Krisenlust erzählerisch. In *Eng Stëmm an der Stëllt*, einer Geschichte, die seinen jüngst erschienenen Erzählband *Der Geruch der Erde nach dem Regen* eröffnet, beschreibt der Erzähler die Cattenom-Skyline folgendermaßen: „Hannert de Bëscher a Wisen hunn dräi Tiern um Horizont erausgekuckt. Et hat ee sech scho bal u se gewinnt. Se waren en Deel vun der Landschaft, näischt Besonnesches méi. De wäissen Damp, dee soss Dag fir Dag an d’Luucht gespaut ginn ass, war lo schwaarz, huet zesummen mat der Nuecht déi lescht Sonnenstrahlen am Weste verdriwwen.“

In einer nahen Zukunft, irgendwann in den 2020-er Jahren, ist es im lothringischen AKW zum Super-GAU gekommen. Alles, vor dem Bürgerinitiativen wie *Cattenom*

Non Merci warnen, tritt bei Schmit ein: Es gibt zahlreiche zivile Opfer, Auffangzentren für Geflüchtete werden in Mersch, Ettelbrück und Wiltz errichtet, die Sperrzone umfasst den gesamten Süden des Landes. Einer der wenigen, die heimlich zurückgeblieben sind, ist Schmits Protagonist, ein älterer Mann, der die verödeten Bauernhöfe und Ställe abklappert, um sich um verwahrloste Tiere zu kümmern. Dafür streunt er illegal durch die Zone, muss dem Militär ausweichen und setzt sich radioaktiver Strahlung aus.

In gewissem Sinne stellt *Eng Stëmm an der Stëllt* das literarische Pendant zum *Plan d’intervention d’urgence* (PIU) dar, der 2014 in aktualisierter Form veröffentlicht wurde. Der gemeinsam vom Staats-, Gesundheits- und Innenministerium aufgestellte Plan skizziert die Entscheidungsabläufe und Maßnahmen im Falle eines Reaktorunglücks in Cattenom. Hierfür muss er wie die Literatur mit einer Simulation arbeiten. Während Schmits fiktionaler Text empathisch das Innenleben einer Figur ausleuchtet, reagiert der PIU durchweg bürokratisch. Auf 19 PDF-Seiten kommt das Wort „urgence“ 38-mal vor, das Wort „mesures“ sogar 45-mal. Und wir stoßen auf Satzmonster wie: „L’urgence nucléaire désigne une situation qui découle d’un accident risquant d’entraîner une émission de matières radioactives, susceptibles de porter atteinte à la santé de la population ainsi qu’à l’environnement.“

Auf ihre Weise loten beide Texte den „Möglichkeitsraum des Schiefgehens“ (Horn) aus, einmal als Strategiepapier, einmal als Prosastück. Interessant ist dabei, wie sie mit ihrer Simulation umgehen: Während der PIU pedantisch ist und alles Mögliche, auch Nutzlose ausbuchstabiert, ist Schmits Erzählung durchweg pathetisch, indem sie mit starkem Stilaufwand auf ein kriselndes Bewusstsein zoomt. Zugleich wollen beide einen Effekt der Beruhigung herstellen: Der PIU will der Bevölkerung versichern, dass der Staat vorbereitet ist; *Eng Stëmm an der Stëllt* führt der Leserschaft affirmativ vor, wie ein Mensch auch im Extremfall human und selbstlos handelt.

Luxemburg als Sonderzone

In *Shadowrun*, einem sogenannten *Pen-and-Paper*-Rollenspiel, ist Cattenom längst in die Luft geflogen, dort kam es bereits 2008 zum Super-GAU. Bei dieser Form des interaktiven Rollenspiels trifft sich eine kleine Gruppe, um gemeinsam in eine fiktive Welt einzutauchen. Ein Spielleiter denkt sich eine Geschichte aus, die Teilnehmer stellen sich Charaktere zusammen, etwa diebische Elfen oder brachiale Trolle. Ausgestattet mit Profiltabellen, Landkarten und Stiften (daher der Name) wird dann ein Abenteuer bestritten. *Shadowrun* bezieht sich auf die Weltlage Ende der 1980-er Jahre, entwickelt diese aber in eine fantastische Richtung. Magie gehört zum Alltag, Cyborgs bevölkern die Städte, das nationale Staatensystem hat ausgedient.

Im Eintrag zu Luxemburg, der auf der *Wikipedia*-ähnlichen Website *Shadowhelix* erstellt wurde, lesen wir: „Das Großherzogtum Luxemburg ist ein untergegangener europäischer Kleinstaat, der von 1839 (1867) bis 2008 bestand, dann durch den Super-GAU von Cattenom radioaktiv verseucht wurde und vollständig evakuiert werden musste. Das Staatsgebiet von Luxemburg liegt heute innerhalb einer von Konzerninteressen autonom verwalteten Sonderzone. Die Gemeinschaft der Exil-Luxemburger und das herzogliche Herrscherhaus erheben aber weiterhin Anspruch auf das luxemburgische Territorium.“

Im Laufe eines *Pen-and-Paper*-Abends könnten sich Situationen ergeben, die die Figuren in das verseuchte Gebiet führen. Vielleicht erteilt der (Groß-)Herzog einem den Auftrag, eine Halskette auf Schloss Colmar-Berg zu finden? Solche kontrafaktischen Welten, die historische Alternativen ausgestalten, bieten einem dabei eine spezielle Art der Erkenntnismöglichkeit an. Im Gegensatz zur Literatur ist die Teilhabe am *Was-wäre-wenn*-Desaster dynamischer, die Erfahrbarkeit der Katastrophe interaktiver.

In Luxemburg wendet sich die katastrophische Imagination in Ermangelung extremer Wetter- und Naturerfahrungen, die oftmals die Grundlage apokalyptischer Szenarien stellen, einem spezifischen Schreckensbild zu: Cattenom

Apokalyptik als Denkfigur

Beide Szenarien operieren dabei innerhalb einer spezifischen Jetztzeit-Stimmung. Sie stattdie diffuse Idee eines Niedergangs mit Bildern und Wörtern aus, bringen sie, um mit Horn zu sprechen, aus der Latenz hervor. In dieser Hinsicht sind sie immer auch in ihrer politischen Dimension zu erfassen. Denn sie lassen sich als (kreative) Folge von „Krisenrhetorik und Kulturpessimismus“ deuten, die der Zeithistoriker Paul Nolte in seinem Essay *Unbehagen in einer behaglichen Welt* beschrieben hat. Ihm zufolge lässt sich der Apokalypse-Sprechmodus als ein Werkzeugkasten betrachten, der oftmals „von den politischen Lagern gegeneinander aufgeboten“ wird, um die Öffentlichkeit auf die eigene Seite zu ziehen. *Eng Stëmm an der Stëllt* ebenso wie *Shadowrun* beteiligen sich an dieser gesellschaftspolitischen imaginären Praxis, in der ausgehandelt wird, mit welchen Ängsten und Hoffnungen wir dem Zukünftigen entgegentreten. Grob lassen sich dabei zwei mögliche Funktionszuschreibungen vornehmen:

Die Endzeitatmosphäre wird – Option A – in andere (Kunst-)Räume ausgelagert. Und sie wird nur dort wirksam, ihr Fatalismus hat keine Auswirkung auf den gesellschaftlichen und politischen Diskurs. Das wäre die optimistische Auslegung, dann würde eine Art *crisis relief* einsetzen: Indem wir „das Übermaß von Zuspitzung, von Untergangsnarrativen und Zusammenbruchsfantasien“ (Nolte) in der Fiktion beziehungsweise im Spiel isolieren, unterziehen wir den Diskurs einer Dekontamination. Dadurch wird vermieden, dass unsere Lebenspraxis von einem ausschließlich destruktiven Denken beherrscht wird.

Option B ist das Gegenteil eines solchen Hygiene-Arguments: Die Kunsträume sind spiegelbildlich zur gesellschaftlichen Realität angelegt. Und beide Elemente strahlen jeweils aufeinander zurück. Die gefühlte Krise bringt als Erzählung, Bild, Spiel oder Film eine imaginierte Krise hervor, die wiederum als vermeintlicher Beweis für die Legitimität des eigenen Gefühls herhält. So entsteht ein Spiegelkabinett des Desasters, das sich mutmaßlich ewig in die Zukunft hineinverlängert. Ein Ausbruch aus diesem unendlichen Totalkriseneffekt ist irgendwann gar nicht mehr denkbar, so gesetzmäßig wirkt er. (Dabei müsste man nur die Spiegel umstellen beziehungsweise zerschlagen.)

Dieser Befund spricht weder für noch gegen das Untergangsszenario in der Kunst. Deren Aufgabe liegt nicht darin, Maßnahmen zur Rettung und Besserung einer Gesellschaft einzuleiten. (Das ist viel eher Aufgabe der Politik.) Der erste, vielleicht auch der einzige Schritt mag in Anbetracht dieser beiden Optionen darin bestehen, sich der Implikationen (Fatalismus, Polit-Lähmung, Extremismus) bewusst zu werden, die in der Apokalyptik als gerade omnipräsenter Denkfigur stecken. Es wäre sicherlich keine schlechte Trainingsübung, um der Versteifung des Denkens vorzubeugen, die gerade so viele beschleicht.

STIL

A.I., aïe, aïe !



Les économistes (et les journalistes fainéants qui reprennent les communiqués de presse des *start-ups*) vous promettent des voitures sans conducteur et des frigos qui font les courses tout seuls sur Internet, avec livraison de salades fraîchement cueillies par drones



L'événement

C'est la 36^e fois que le Clae invite ce week-end au **Festival des migrations, des cultures et de la citoyenneté** dans les halls de Luxexpo-The Box à Kirchberg. Trois jours, pendant lesquels, comme d'habitude, nous sommes tous chaleureusement invités à témoigner de notre disponibilité à la solidarité, au partage et à l'engagement. Il est vrai qu'en ces temps incertains où l'aide à la migration rencontre de plus en plus de détracteurs, il semble essentiel d'aller échanger avec les représentants de ces nations en besoin de reconnaissance et d'intégration. L'entrée étant libre (mais le don accepté), il n'y a aucune raison de nous désister d'une visite, soit en assistant à une des conférences, au salon du livre, à un des multiples concerts ou simplement en flânant à travers les stands pour déguster des spécialités culinaires internationales dont rien que les arômes font voyager. Ce sera en outre l'occasion de revoir le documentaire *Grand H* de Frédérique Buck, de deviser sur l'acceptation des migrants LGBT sur leur terre d'accueil ou de voir d'un œil vigilant le retour d'une droite autoritaire, notamment au Brésil, en Italie etc. Sur le plan récréatif, soulignons surtout samedi soir le récit de l'étonnant groupe luxembourgeois Génération Gospel, ainsi que du kosovare Dren Abazi et de son Zig Zag Orchestra. Vu le nombre limité d'emplacements de parking, les organisateurs recommandent l'utilisation des bus et du tram (www.clae.lu). GD



Le personnage

Dans sa prime jeunesse, il faisait déjà partie des invités triés sur le volet lors de diners mondains et sa beauté insolente allait de pair avec sa nonchalance vagabonde. On imaginait quel serait le ton dialectique qu'il allait utiliser après des études de droit à Assas et à la Sorbonne. Mais il en vint autrement. Finalement plus attiré par l'esthétique que par une carrière d'avocat, **Pol Theis** se tourna vers son violon d'Ingres : la décoration d'intérieur. Et comme on était persuadé que le sol luxembourgeois ne serait pas longtemps suffisant à la taille de ses ambitions, c'est à New York qu'il allait faire ses preuves. Après la création de sa société P&T Interiors en 2002, le succès ne se fit pas attendre. Son style résolument new-yorkais finit par convaincre et le jeune sieur Theis grimpa les échelons, ses projets et intérieurs ayant été repris dans des publications de grand standing comme *Vogue*, *Elle Décor*, *Architectural Digest* ou le *Wall Street Journal*. Depuis 2012, P&T Interiors se retrouve chaque année bien placée sur la liste des meilleurs designers d'intérieur de la Grande Pomme. Il y a quinze jours, la société eut l'honneur de paraître sur le site du « Albert Nelson Marquis Lifetime Achievement » de la communauté « Marquis Who's Who ». Ce site honore toutes les personnalités ayant acquis la plus grande notoriété professionnelle dans leur secteur après une vingtaine d'années de travail. Parmi les VVIP de ce site, on retrouve Pol Theis sous : wwliffeti-meachievement.com/2019/02/03/pol-theis/ (Photo : pandtinteriors.com) GD



L'endroit

On n'en est toujours qu'à la déclaration d'intention, mais il est vrai qu'outre la gratuité des transports en commun, le gouvernement Gambia II nourrit la volonté de libéraliser le cannabis récréatif. En attendant, les **cannathèques** fleurissent de partout, nous dit-on. La première a été créée en été dernier au coin des rues de Reims et d'Epernay (photo : GD) et j'ai profité d'une visite à la Poste de la gare centrale pour y jeter un œil. Surprise dès l'entrée : la boutique n'est pas située dans une rue de grande fréquentation, et pourtant il y a du monde. Seconde constatation surprenante : le choix des articles proposés est impressionnant. À part toute une gadgeterie destinée aux fumeurs, le nombre de victuailles et produits proposés pour la santé comme la beauté est impressionnant. Du shampoing, en passant par toutes sortes de produits alimentaires jusqu'aux biscuits pour les toutous, tout y est. À préciser que ces denrées, y compris les cachets ou liquides à absorber dans le but de réduire la souffrance physique, le stress ou le manque de sommeil, sont à base de CBD (cannabidiol), donc non psychoactives et tolérées entièrement par la loi luxembourgeoise. Toutes les matières sont à cent pour cent bio, certaines même véganes. 250 médecins peuvent désormais prescrire du chanvre au Grand-Duché. Ils semblent plus réticents que leurs patients, dans ce domaine comme celui de la médecine douce. Une pétition en ligne (1196) a pour but de régulariser aussi celle-ci. (Infos sur la cannathèque : [Facebook.com/cannathequelux/](https://facebook.com/cannathequelux/)). GD

Cyril B

Dans l'exploration des mythes de notre temps, il faudrait être sourd et aveugle pour passer à côté de l'intelligence artificielle (aka A.I.). Concept fumeux ou révolution en marche, la vérité se situe certainement entre les deux et l'on peut en tout cas s'amuser de la capacité de notre époque à maquiller des algorithmes indigestes et des technologies du siècle dernier en concepts de science-fiction dignes de Steven Spielberg ou d'Isaac Asimov.

A priori, une période faste s'ouvre à nous. Si les ordinateurs deviennent vraiment plus intelligents que les êtres humains, on va pouvoir enfin leur poser les questions auxquelles nous attendons les réponses depuis des siècles : Dieu existe-t-il ? Que devient-on après la mort ? Est-ce une bonne idée d'épouser X ou Y ? Doit-on dire « un » chips ou « une » chips ?

Pourtant, il ne faut pas perdre de vue que l'intelligence artificielle a été inventée par des gens qui ne manquent pas de bêtise naturelle. Une caste que l'auteur de ces lignes se permet d'autant plus volontiers de dénigrer qu'il en est issu : l'ingénieur informaticien. Vous pensez qu'on va vous proposer des avancées technologiques qui vont changer votre vie, comme un robot pour repasser vos chemises, des chercheurs virtuels capables de découvrir des médicaments contre des maladies incurables ou une technologie qui pourra deviner ce qui va faire plaisir à votre fils de onze ans pour son anniversaire ? C'est oublier un peu vite qui est derrière l'AI. Pour l'instant, les plus grandes réussites ressemblent plutôt à des fantasmes de *geeks* : être le plus fort du monde aux échecs, au jeu de go, à Quake III ou à Starcraft II. Trop cool...

En fait, la situation semble avoir empiré depuis que les services commerciaux et marketing se sont emparés du sujet. Maintenant, les plus grandes capacités de calcul du globe servent donc à Facebook, Google ou Amazon pour vous offrir un monde tellement absurde que vous n'auriez pas pu l'imaginer avec votre petite intelligence naturelle : Votre *smartphone* vous propose d'écrire les mêmes messages à votre épouse et à la *Joffer* de vos enfants. Votre GPS vous invite à faire demi-tour sur l'autoroute, « dès que possible ». Facebook propose à votre belle-mère d'ajouter votre amant à la liste de ses amis. Vos vols Ryanair coûtent plus cher si vous les réservez le dimanche soir plutôt que le jeudi à quatre heures du matin. Les hôtels deviennent complets dès que vous essayez de les réserver en utilisant les bons cadeaux Wonderbox que vous avez reçus à Noël. Google vous propose des publicités pour des montres alors que vous venez justement d'en acheter une nouvelle sur Amazon (et, non, vous n'avez pas l'intention d'ouvrir une bijouterie).

Le constat est un peu amer, car derrière la préétendue intelligence ne se cache souvent que la capacité à exploiter des données pour produire des statistiques, qui se renforcent artificiellement, tel le trappeur qui coupait d'autant plus de bois que l'Indien lui prédisait un hiver de plus en plus froid (car si « homme blanc couper bois, c'est que hiver sera très froid »). Vous aimez l'équitation ? Les réseaux sociaux vous montreront des publications sur les chevaux. Incroyable. Vous avez partagé votre code Spotify avec vos enfants ? Vos repas entre amis sont maintenant ponctués des derniers tubes de Louane et Ariana Grande. La frontière entre publication et publicité est désormais aussi mince que la déontologie d'un directeur commercial devant un paquet de stock-options. Et puis, réfléchissez bien avant d'acheter une enceinte connectée si l'un des membres de votre famille s'appelle Alexia ou... Cyril, prénoms dont la prononciation se rapproche dangereusement du nom des assistants vocaux qui s'empresseront de répondre à vos ordres et à vos invitations les plus variées...

Et ce n'est pas fini ! Les économistes (et les journalistes fainéants qui reprennent les communiqués de presse des *start-ups*) vous promettent des voitures sans conducteur et des frigos qui font les courses tout seuls sur Internet, avec livraison de salades fraîchement cueillies par drones. Dans le meilleur des cas, il semblerait qu'on puisse espérer dans les prochains mois une traduction automatique au moins dans certaines langues, la reconnaissance de visages, le trading automatique, l'aide au diagnostic médical, le recoupement de témoignages et, n'oublions pas, le plus important, la victoire au prochain Euro sur Fifa 20 ! Certainement la meilleure raison pour « Digital Luxembourg » d'investir dans le domaine. L'actualité de ces dernières semaines semble le confirmer, après l'annonce d'un partenariat entre le Grand-Duché et une entreprise américaine pour la création d'un laboratoire dédié à la recherche dans le domaine et à l'avant-veille d'une future autorisation pour transformer une surface agricole équivalente à environ 50 terrains de football en centre de calcul pour Google.

Parce que, tout bien réfléchi, les vraies raisons qui pourraient justifier un tel engouement pour l'intelligence artificielle font plutôt peur. Le jour est peut-être proche où une intelligence artificielle va comprendre cet article et écrire au journal pour s'en plaindre. Qui me dit alors que le rédacteur en chef qui, entre-temps, sera peut-être aussi devenu virtuel, ne préférera pas me remplacer par cette intelligence artificielle, sans doute plus à même de plaire aux lecteurs virtuels qui décideront d'acheter avec leurs bitcoins des espaces publicitaires ou de commander des abonnements numériques...



Piccolo Teatro

Deux ans de rencontres théâtrales au Luxembourg

Un livre de Josée Hansen, avec des images d'Eric Chenal

Éditions d'Étzebuurger Land / 320 pages, 29 euros / ISBN : 978-99959-949-5-2

En vente en librairie, sur www.land.lu

ou en le commandant via courriel land@land.lu ou téléphone : 48 57 57-1

Durant deux ans, Josée Hansen et Eric Chenal ont écouté et observé les gens de théâtre autochtones, acteurs et metteurs en scène, auteurs et dramaturges, scénographes et costumiers, directeurs de théâtres et techniciens, politiques et critiques : les personnalités qui peuplent ce microcosme sont aussi passionnantes que leurs métiers sont divers.

Ce livre est une tentative de capter cet instant précis de l'évolution du théâtre au Luxembourg, où les pionniers ont laissé la place à une nouvelle génération, qui trouve normal de faire du théâtre non seulement son métier, mais sa vie.